

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

POURQUOI UN CLIVAGE POLITIQUE DE CLASSE NE S'IMPOSE-T-IL PAS AU QUÉBEC  
COMME CLIVAGE PRINCIPAL D'ORGANISATION DE L'ESPACE POLITIQUE ?

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

GUILLAUME DUPUIS-LACHAPELLE

JANVIER 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Sans l'aide de ces personnes, que je souhaite remercier ici, ce mémoire serait probablement toujours en modification.

De prime abord, je souhaite remercier ma directrice de recherche, Mme Allison Harell. J'apprécie d'avoir eu la chance de travailler et d'échanger avec une personne aussi dévouée pour la réussite de ses étudiants. Que ce soit par son écoute, son soutien ou ses observations, sa contribution s'est avérée capitale pour l'élaboration de ce mémoire. Dans la même mesure, je la remercie de m'avoir fait une place au sein du Consortium de la démocratie électorale à titre de membre étudiant. Le C-Dem m'a permis d'échanger avec des personnes, dont le bagage académique, et leurs expériences universitaires ont alimenté des discussions enrichissantes.

Je souhaite remercier également M. Xavier Lafrance pour ses recommandations lors de la soutenance du projet. La littérature suggérée m'a permis d'enrichir non seulement le cadre de mon analyse, mais son organisation. De plus, je le remercie de m'avoir sensibilisé aux perspectives syndicalistes et au système de partis canadien lors de ses cours au baccalauréat.

Je tiens à remercier ma famille : ma mère, mon frère, mon beau-père, mes grands-parents pour leurs encouragements tout au long de mon parcours scolaire et l'intérêt spécial qu'il porte pour mon sujet d'étude. Une mention spéciale à mon ami Tristan qui, par les nombreuses discussions, m'a permis de garder confiance et d'avancer malgré les incertitudes. Merci également pour ton amitié tout au long du parcours scolaire que nous avons partagé ensemble depuis maintenant six ans. Finalement, je veux remercier ma douce moitié Maryse, qui, par son amour des cinq dernières années, m'a permis de continuer et de garder espoir.

## DÉDICACE

*Si c'est ça l'Québec moderne,  
ben moi j'mets mon drapeau en berne  
- Les Cowboys Fringants*

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
DÉDICACE.....	iii
TABLE DES MATIÈRES .....	iv
LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ.....	x
ABSTRACT .....	xi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 Émergence des clivages politique.....	5
1.1 Rôle de classe dans le choix du vote .....	5
1.2 Comprendre l'émergence des clivages politiques.....	8
1.3 Conditions d'émergence d'un nouveau système partisan.....	11
1.4 Concepts et définitions .....	15
1.5 Méthodologie.....	16
CHAPITRE 2 Contexte historique et économique du syndicalisme : le cas britannique et canadien	20
2.1 Le cas britannique et l'avènement du <i>Labour Party</i> .....	20
2.2 Le cas canadien et l'avènement du Nouveau Parti démocratique .....	29
2.3 Imposition des clivages dans le cas britannique et canadien.....	40
CHAPITRE 3 Étude du cas du Québec.....	54
3.1 Modernisation et développement du Québec avant 1960.....	55
3.1.1 Contexte économique avant 1960 .....	56
3.1.2 Contexte politique et syndical avant 1960 .....	70
3.2 La Révolution tranquille et le développement du syndicalisme au Québec .....	87
3.2.1 Radicalisation au sein de la FTQ .....	95
3.2.2 Radicalisation au sein de la CSN.....	103
3.3 La cristallisation du clivage nationaliste.....	109

3.3.1	La transition à partir de 1960 .....	120
3.3.2	Cristallisation du clivage national au sein du système partisan .....	128
CONCLUSION .....		134
BIBLIOGRAPHIE .....		140

## LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 Résultats des élections à l'Assemblée nationale du Québec, de 1867 à 1985 .....	77
Figure 3.2 Résultats des élections à l'Assemblée nationale du Québec, de 1867 à 1985 selon le pourcentage des voix .....	120

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 Répartition (en %) de la main-d'œuvre masculine et de la main-d'œuvre masculine francophone, par secteur économique, 1931-1971.....	58
Tableau 3.2 Répartition (en %) de la main-d'œuvre masculine par groupe ethnique, profession choisie, 1941, 1961, 1971.....	59
Tableau 3.3 Revenu annuel moyen déclaré (en \$), homme 1971 .....	61
Tableau 3.4 Estimation de la participation de la population québécoise aux élections fédérales de 1908 à 1945 .....	83
Tableau 3.5 Estimation de la participation de la population québécoise aux élections provinciales de 1927 à 1952 .....	84
Tableau 3.6 Répartition des effectifs selon l'affiliation syndicale au Québec, 1961-1985.....	92



## **LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES**

**ALN: Action libérale nationale**

**BQ : Bloc québécois**

**CCL: Canadian Congress of Labour**

**CEQ : Centrale de l'enseignement du Québec**

**CIO : Committee for Industrial Organization**

**CTC : Congrès du travail du Canada**

**CTCC : Confédération des travailleurs catholiques du Canada**

**CSN : Confédération des syndicats nationaux**

**FCC : Fédération du Commonwealth coopératif**

**FFQ: Fédération des femmes du Québec**

**FLF: Front de libération des femmes du Québec**

**FRAP : Front d'action politique**

**FTQ : Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec**

**ILP: Independent Labour Party**

**LP : Labour Party**

**LRC : Labour Representation Committee**

**LRS: Ligue pour la reconstruction sociale**

**MEÉR : Ministère de l'Expansion économique régionale**

**MWLM : Montreal Women's Liberation Movement**

**NPD : Nouveau Parti démocratique**

**NPDQ : Nouveau Parti démocratique du Québec**

**PLQ : Parti libéral du Québec**

**PQ : Parti québécois**

**PSQ : Parti socialiste du Québec**

**SDF : Social Democratic Federation**

**SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne**

**TLC : Trade and Labour Congress**

**TUC : Trade Union Congress**

**UN : Union nationale**

## RÉSUMÉ

Résumé : Le mémoire propose une analyse de l'évolution du contexte socioéconomique et politique québécois avec pour objectif de comprendre pourquoi un clivage nationaliste s'impose plutôt qu'un clivage de classe au 20<sup>e</sup> siècle. Pour ce faire, nous étudions l'émergence du système partisan contemporain et son évolution lors de la période de 1960 à 1980. L'hypothèse est que l'émergence du clivage souverainiste et le positionnement du Parti québécois lors de cette période ne permettent pas l'espace pour l'émergence d'une alternative ouvrière socialiste. La Révolution industrielle au Québec met en lumière le retard économique des francophones à l'égard des anglophones. À mesure que l'écart se creuse, les francophones développent une conscience à l'image de celle qui se développe chez les ouvriers britanniques au 19<sup>e</sup> siècle. Cependant, le cas québécois est intéressant, puisque cette prise de conscience ouvrière s'insère dans une lutte nationaliste pour la reconnaissance de la culture francophone. Le mémoire s'inspire de la théorie des clivages développée chez Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan et de la théorie sur les changements de système de partis de Peter Mair. Lors de la Révolution tranquille, une recomposition de l'espace politique s'effectue et celui-ci se cristallise autour du clivage nationaliste. Ainsi, plutôt que de s'établir sur un clivage gauche/droite, l'espace politique québécois se divise entre les souverainistes et fédéralistes pendant cette période de réalignement. Finalement, l'appui des centrales syndicales, tels que la FTQ et la CSN, au projet référendaire et la composition de la base électorale du Parti québécois témoignent d'une insertion des luttes économiques au sein de la lutte nationale.

Mots clés : parti des travailleurs, clivage de classe, vote de classe, conscience de classe, système partisan, syndicalisme, nationalisme québécois, alternatives partisans

## ABSTRACT

Abstract : This MA thesis analyses the evolution of the socioeconomic and political context in Quebec to understand why a sovereigntist cleavage emerged rather than a class cleavage during the 20<sup>th</sup> century. To do this, we examine the emergence of the contemporary partisan system during the period of 1960-1980. The hypothesis is that the emergence of the sovereigntist cleavage and the positioning of the Parti Québécois from the 1960s to 1980s restricted the space in which a socialist working party alternative could emerge. The Industrial Revolution in Quebec made the economy weakness of Francophones compared to Anglophones clear. As the gap widened, Francophones developed a consciousness similar to British workers in the 19th century. However, the Quebec case is interesting because the working-class consciousness emerged within the context of the linguistic fight for recognition of Francophone culture. The thesis is inspired by Lipset and Rokkan's theory of cleavages and Peter Mair's theories of partisan system change. During the Silent Revolution, the political space shifted and crystalized around a sovereigntist cleavage. This led to the anchoring of a cleavage between sovereigntists and federalists rather than a left-right cleavage during this period of realignment. Finally, the unions' support of the referendum project and the Parti Québécois's electoral base composition demonstrates how economic battles were inserted into the national battle.

Keywords : Labour Party, Quebec party system, syndicalism, Quebec nationalism, partisan alternatives

## INTRODUCTION

Depuis le 20<sup>e</sup> siècle, l'espace politique des démocraties libérales se développe principalement sur un axe gauche/droite. L'essor de la gauche politique s'illustre souvent par l'émergence d'un parti des travailleurs, comme ce fut le cas avec le Parti social-démocrate en Allemagne (SPD), le *Labour Party* (LP) au Royaume-Uni, ou encore le Nouveau Parti démocratique (NPD) au Canada. Cependant, au Québec, l'espace politique est polarisé par des enjeux linguistiques qui à terme conduisent au développement d'un clivage nationaliste. Contrairement à l'émergence d'un parti travailliste au Canada et au Royaume-Uni, le Québec connaît, lors de cette période, l'essor de partis souverainistes comme le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), le Ralliement national (RN), le Mouvement Souveraineté-Association (MSA), le Parti Québécois (PQ) ou encore le Bloc Québécois (BQ) au niveau fédéral.

Dans la littérature, l'essor de l'axe gauche/droite est souvent associé à l'importance croissante des problématiques de classes au sein de l'espace politique à partir du 19<sup>e</sup> siècle (Brodie et Jenson, 1980, p. 1). Au cours de cette période, les ouvriers ont tendance à appuyer un parti des travailleurs, socialistes ou marxistes afin de contrer les inégalités engendrées par le capitalisme et d'avoir une influence au sein du processus politique (Brodie et Jenson, 1980, p. 1). Pour plusieurs auteurs et autrices, cette période marque la naissance du clivage de classe (ou vote de classe), concept qui s'explique par l'idée qu'un individu vote selon sa classe sociale ou son statut socio-économique. Au Canada, cette tendance se traduit par la naissance de la Fédération du Commonwealth coopératif (FCC), un parti des travailleurs initialement socialiste, qui devient plus tard le NPD. S'imposant sur la scène fédérale, le parti se développe ensuite au palier provincial, à l'exception du Québec<sup>1</sup>.

En mobilisant la théorie des clivages de Lipset et Rokkan (1967), nous nous demandons pourquoi un clivage politique de classe ne s'impose-t-il pas au Québec comme clivage principal d'organisation de l'espace politique ? À titre comparatif, nous observons au Royaume-Uni et au

---

<sup>1</sup> La province connaît l'avènement d'un NPD provincial, mais comme nous le développons au chapitre 3, celui-ci ne parvient pas à s'imposer au sein de l'espace. De plus, le lien dont il profite avec le NPD fédéral sera rompu lorsque le parti adopte une position souverainiste en 1989.

Canada, l'essor de parti des travailleurs. Ces partis permettent la représentation du mouvement syndical au sein de l'espace politique et participent à l'essor d'une identité de classe chez les travailleurs. Au Québec, plutôt que de s'organiser autour du clivage de classe, celui-ci est défini par un clivage nationaliste, à partir de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Éric Bélanger et Jean-François Godbout reconnaissent le cas atypique du Québec lorsqu'ils mentionnent que les partis sont davantage divisés entre les forces réactionnaires dont le but est de protéger la culture et les libéraux souhaitant remettre en question la place de l'Église catholique (Bélanger et Godbout, 2022, p. 31).

L'absence d'un parti des travailleurs ne signifie pas pour autant que le clivage de classe est inexistant au Québec, mais que son importance pour structurer la compétition des partis politiques est limitée. Il est nécessaire de mentionner qu'il ne s'agit pas de tenir pour acquise la formation d'un parti des travailleurs. Cependant, lorsque l'on observe la tendance notamment au Royaume-Uni, au Canada, en Colombie-Britannique, ou encore en Ontario, le contexte québécois aurait pu permettre l'avènement d'un parti des travailleurs. Le Québec d'aujourd'hui a un taux de syndicalisation parmi le plus élevé au Canada (38,9 % comparé à 30,4 % au niveau canadien) (Statistics Canada, 2024). À cet effet, la recherche comporte une pertinence double. D'une part, les études portant sur le vote de classe au Canada viennent à exclure le Québec de leur analyse, ce qui met en lumière une carence dans la connaissance. D'autre part, la recherche a une pertinence sociale, puisqu'elle permet une meilleure compréhension de l'influence des luttes sociales que connaît le Québec au cours de cette période.

Pour répondre à la question de recherche, nous nous concentrons sur la période de 1960 à 1980 pour explorer l'émergence du système partisan contemporain au Québec et sa cristallisation autour du clivage nationaliste, plutôt que du clivage de classe. Il s'agit de la période durant laquelle une option travailliste aurait pu faire son apparition. La recherche se structure en trois parties. Le Chapitre 1 consiste à présenter la littérature concernant l'émergence des clivages politiques, et plus particulièrement le vote de classe. Dans cette optique, nous présentons d'abord le consensus de la recherche concernant l'influence des groupes sociaux dans le vote et particulièrement l'importance du clivage de classe à structurer l'appui aux partis de gauche. Ensuite, nous expliquons la théorie des clivages comme entendu par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan et la théorie de système de partis de Peter Mair. En plus de définir les éléments constitutifs d'un clivage, ces auteurs mettent

en lumière l'historique ainsi que les conditions de leur émergence. Ces approches sont au cœur du cadre théorique sur lequel repose la recherche, la théorie du gel des clivages de Lipset et Rokkan, ainsi que sur la théorie des changements de système de partis de Mair. Le chapitre 1 se conclut avec une présentation des définitions des concepts importants pour le mémoire ainsi que la méthodologie utilisée pour l'analyse.

Le Chapitre 2 a pour objectif de mettre en lumière les conditions permettant l'émergence d'une alternative politique à travers une revue de la littérature sur le clivage de classe dans le contexte anglais et canadien. À travers le développement économique, politique et social, il s'agit de mettre en évidence les éléments permettant l'avènement d'un parti des travailleurs. Nous étudions d'abord l'apparition du *Labour Party* au sein du contexte politique britannique, pour ensuite faire la transition vers le contexte canadien et l'avènement de la FCC. De surcroît, nous relevons les ressemblances et les différences entre les cas afin de mettre en lumière certains indicateurs favorisant l'essor des partis des travailleurs. Par exemple, les cas britannique et canadien permettent d'exposer l'importance du développement syndical dans l'organisation des travailleurs au sein d'un parti politique. Le parallèle que nous traçons entre le contexte britannique, canadien et québécois est pertinent selon nous, puisque les trois possèdent un système politique similaire (un système parlementaire, un système électoral uninominal à un tour) et donc l'espace politique est exposé aux mêmes contraintes.

Finalement, le Chapitre 3 présente l'étude du cas québécois. La recherche s'inspire des conditions comprises au sein de notre cadre théorique. Dans l'optique d'assurer une meilleure compréhension de la période étudiée, soit les années 1960 à 1980, il est impératif d'établir le contexte dans lequel le système évolue. Il ne s'agit pas simplement de noter le changement qui s'opère au sein de l'espace politique québécois, mais de comprendre la source du changement. Dans cette perspective, nous mettons en lumière l'évolution du contexte politique, économique et social du Québec antérieurement au choc de la Révolution tranquille. Lors de cette partie, nous étudions d'abord les transformations économiques du Québec. L'évolution de l'organisation du travail et des conditions de vie est des indicateurs intéressants pour noter le changement qui s'opère au cours de cette période. Par la suite, nous explorons les transformations politiques qui ont lieu depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle.

Ensuite, nous poursuivons sur les développements suivant la Révolution tranquille, puis sur la radicalisation du mouvement syndical au Québec. Comme nous l'avons mentionné, le mouvement syndical joue un rôle important dans le développement d'un parti des travailleurs. Dans cette optique, il importe d'explorer le développement du syndicalisme au Québec, ainsi que son insertion graduelle dans l'espace politique. Nous enchaînons avec le développement et l'évolution de l'espace politique à partir de 1960. Au cours de cette période, le Québec connaît d'importantes transformations qui permettent l'arrivée de nouveaux enjeux, contribuant à la mise en place d'un nouveau système de partis. Contrairement au cas britannique et canadien, celui-ci ne conduit pas à l'avènement d'un parti des travailleurs, mais à l'émergence d'un autre type de parti, puisque le système partisan québécois se cristallise autour du clivage nationaliste.

Dans cette optique, les résultats révèlent que, plutôt que de connaître l'apparition d'un parti des travailleurs, le Québec connaît l'émergence d'un parti souverainiste. Les transformations qui s'opèrent au tournant du 20<sup>e</sup> siècle exposent les inégalités économiques entre les francophones et les anglophones. Ce constat favorise l'émergence de l'enjeu indépendantiste et du PQ, ce qui occupe l'espace d'une alternative ouvrière. Le développement du syndicalisme au Québec est caractérisé par une insertion graduelle au sein du projet souverainiste, révélant une organisation ouvrière autour d'enjeux culturels plutôt qu'économiques. Autrement dit, l'émergence du PQ lui permet d'occuper l'espace qu'aurait pris un parti des travailleurs. Finalement, nous terminons notre analyse en identifiant les raisons qui ne permettent pas au PQ d'être un parti des travailleurs.



## CHAPITRE 1

### Émergence des clivages politique

Le mouvement d'un suffrage censitaire du 19<sup>e</sup> cycle vers un suffrage universel crée des opportunités pour les ouvriers à participer pleinement dans la vie politique des sociétés occidentales. Pour qui votent-ils et pourquoi ? Dans ce chapitre, nous établissons ce qui est connu de la structure sociale du vote, et comment les classes sociales peuvent se transformer en clivage politique qui structure la compétition partisane.

#### 1.1 Rôle de classe dans le choix du vote

La littérature concernant les comportements électoraux est abondante. Dans cette littérature, il est pris pour acquis que les groupes sociaux structurent le vote. Dans les toutes premières études, comme l'ouvrage classique intitulé *The People's Choice*, publié pour la première fois en 1944 par Paul Lazarsfeld et ses collaborateurs de l'Université de Columbia (Lazarsfeld *et al.*, 1968) nous voyons l'importance du milieu social à structurer le vote. Au cœur du modèle de Lazarsfeld et ses collègues, appelé ensuite l'école de Columbia, est la stabilité du lien entre les groupes sociaux et le vote. La découverte de l'existence de préférences politiques et du faible intérêt accordé à la campagne électorale conduit à la création d'un indice, permettant de prédire une partie des votes, intitulé *Interpersonal Political Predisposition* (Duguay et Harell, 2018, p. 261). L'indice regroupe plusieurs facteurs qui influencent le vote, comme la classe sociale, la religion, et le lieu de résidence. Ces caractéristiques de l'individu reflètent les milieux de socialisation importants, créant des affiliations politiques stables, alimentées par la communication interpersonnelle (Duguay et Harell, 2018, p. 261). À partir des années 1960, l'influence de l'école de Columbia s'effrite avec l'arrivée de l'*American Voter* (Campbell *et al.*, 1960), mais l'importance des groupes sociaux persiste. Campbell, Converse, Miller et Stokes (1960) de l'Université de Michigan approche le comportement électoral plutôt d'un angle psychologique, où l'appartenance politique agit comme un filtre cognitif structurant le vote. Cependant, comme pour Columbia, l'école de Michigan reconnaît également comment les groupes sociaux inculquent ces identités (Duguay et Harell, 2018, p. 263). Essentiellement, l'influence dans le vote s'effectue dans une logique de chaîne causale. L'individu adopte une position politique en rapport à son environnement social, qui par la suite influence son positionnement. Tout comme l'école de Columbia, l'école de Michigan reconnaît

qu'une fois la relation entre les groupes et les partis établie, elle est difficile à changer (Schimpf *et al.*, s. d., p. 190).

Bien que l'école de Columbia et de Michigan diffèrent dans leur explication, le consensus est que le contexte social dans lequel un individu évolue a une incidence sur le vote. Pour la présente recherche, le facteur qui nous intéresse est l'influence du clivage de classe, une division sociale sur laquelle les individus se positionnent selon leur statut économique. La Révolution industrielle provoque plusieurs changements socio-économiques au sein des sociétés capitalistes. Ultiment, ces transformations permettent l'émergence d'un clivage de classe. Certains auteurs constatent que les élections à travers le 20<sup>e</sup> siècle reflètent un « *democratic class struggle* » (Nieuwbeerta et de Graaf, 1999, p. 25). Selon la tendance historique, l'émergence du clivage de classe conduit à une division gauche/droite du système de partis, où un parti des travailleurs représente les aspirations de la classe ouvrière dans l'espace politique. Cette notion du vote dans une perspective de classe se retrouve aussi au sein des travaux de Thomas Piketty. Celui-ci révèle que le vote à gauche, entre 1950 et 1960 se fait principalement dans une forme classiste. Autrement dit, le vote s'effectue selon la classe à laquelle appartiennent les électeurs, ce qui conduit les plus pauvres économiquement à voter à gauche et les plus riches à droite<sup>2</sup> (Evans, 2000, p. 404).

L'exemple du Royaume-Uni est intéressant, puisque l'émergence du clivage de classe conduit à une redéfinition du système de partis qui se cristallise par le développement d'un lien entre les travailleurs et leurs organisations syndicales avec la *Labour Party* par la fondation du *Trade Union Congress*, puis du *Labour Representation Committee* (McLean, Alain, 1980, p. 35). Dans ce contexte, l'ouvrier est plus favorable de voter pour un parti de gauche. Le cas canadien est plus nébuleux, puisqu'une partie de la littérature met en lumière le faible niveau d'attachement des électeurs envers un parti résultant à une tendance plus prononcée à changer leur vote d'une élection à l'autre (Polacko *et al.*, 2022, p. 666). Pour d'autres recherches, l'influence du clivage de classe

---

<sup>2</sup> Il importe de noter qu'entre 1970 et 1980 le vote à gauche s'associe progressivement à l'élite intellectuelle ; aussi appelé la gauche brahmane. Cette transition dans le vote a conduit les moins riches et diplômés à croire qu'ils ont été abandonnés par la gauche (Gethin *et al.*, 2021, p. 93). Ainsi, la transformation dans le vote, selon Piketty, s'effectue en trois mécanismes. D'abord, par le développement de clivages identitaires<sup>2</sup>. Puis par l'expansion éducative, alors que les partis de gauche semblent défendre les gagnants de la compétition éducative. Finalement le passage à une idéologie globale sur un système de marché et de propriété privée<sup>2</sup> (Gethin *et al.*, 2021, p. 94).

est plutôt un indicateur comparable à l'âge ou le genre (Polacko *et al.*, 2022, p. 666). Au sein de l'œuvre : *Le Nouvel Électeur québécois*, l'analyse nous permet de relever l'importance des groupes sociaux dans l'influence du vote. Bien que les auteurs mentionnent qu'au Québec et au Canada, l'influence du clivage de classe n'est pas systématique, les auteurs reconnaissent que le statut socio-économique contribue à comprendre l'influence du positionnement social dans le vote. Par exemple, il est mentionné que le Parti québécois ne représente pas un parti traditionnel de gauche. Or, l'organisation est associée à la défense des intérêts des francophones, qui lors de cette période composent majoritairement la classe ouvrière. Autrement dit, nous observons une stabilité dans le vote selon l'appartenance linguistique, mais celle-ci pourrait aussi être aussi comprise dans une perspective de classe (Bélanger *et al.*, 2022, p. 56-57).

La littérature est abondante sur le vote de classe dans le contexte comparatif. Un des constats importants est que le vote de classe, défini par l'influence de la classe sociale sur le vote, a été plus important au milieu du 20<sup>e</sup> cycle, et que le clivage est en déclin à travers les pays de l'Ouest (voir par exemple, Evans et Tilley, 2012 ; Inglehart, 2018 ; Nieuwbeerta et de Graaf, 1999). D'autres auteurs remettent en question son déclin, en partie parce que l'étude du vote de classe dépend trop sur l'influence au niveau individuel du statut social, et moins sur la structure de classe dans une société et comment cela structure le vote et la compétition électorale. Par exemple, Evans (2000) argumente que le vote de classe continue à structurer le comportement des électeurs dans les pays post-industrialisés. Pour comprendre son émergence, il faut comprendre l'interaction entre les partis, la taille et la structure des classes sociales.

En somme, le consensus au sein de la littérature concernant les comportements électoraux est que le contexte social dans lequel un individu évolue influence son vote. Parmi les clivages les plus étudiés, le clivage de classe est central. À partir du 20<sup>e</sup> siècle, celui-ci s'impose à travers les démocraties occidentales divisant le vote entre la gauche et la droite. Au Québec, cette relation de classe est moins évidente, alors que les individus composant la classe ouvrière appuient un parti qui ne représente pas une option traditionnelle ouvrière, mais plutôt le Parti québécois. Malgré le fait que les ouvriers votent pour un parti, notre questionnement vise plutôt à comprendre comment la structure sociale de classe peut se traduire dans la compétition électorale. Pour ce faire, nous avons davantage qu'une théorie du comportement individuel, mais plutôt une théorie du développement de clivages politiques. Nous nous tournons vers cela ensuite.

## 1.2 Comprendre l'émergence des clivages politiques

Les clivages politiques sont au cœur des travaux classiques de Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan (1967). Ces auteurs proposent que la structure de la compétition électorale reflète la structure sociale de la société. Les partis politiques, selon eux, incarnent les clivages sociaux les plus importants dans la société. Centrale à leur théorie est l'idée que la compétition électorale est relativement stable, ou « gelée » à des moments clés dans l'histoire. Ainsi, dès qu'un système partisan est en place, celui-ci demeure.

Malgré la centralité du concept de clivage dans leurs travaux, ils n'établissent pas une définition claire de ce qu'est un clivage. Cependant, il peut être déduit qu'un clivage naît par l'opposition d'intérêts durable entre deux segments de la population (Frognier, 2007, p. 282). Dans l'éventualité que cette opposition se traduise en conflit ouvert, elle risque de conduire le régime politique vers une crise grave (Frognier, 2007, p.282). L'inspiration du modèle de Talcott Parsons est perceptible, alors que les clivages sont considérés comme des éléments essentiels du fonctionnement de la société (Lipset et Rokkan, 1967, p. 13). Un autre aspect important de la théorie émise par Lipset et Rokkan est l'association étroite entre clivages et institutionnalisation (Frognier, 2007, p. 283). Ainsi, pour qu'un clivage se trouve dans sa forme la plus achevée, celui-ci doit s'institutionnaliser en parti politique (Frognier, 2007, p. 283).

Dans leur étude classique, Lipset et Rokkan émettent une théorie des clivages partisans au sein des États modernes d'Europe occidentale (Frognier, 2007, p. 281). Essentiellement, la théorie propose quatre clivages fondateurs des familles politiques occidentales s'établissant sur deux ordres (Frognier, 2007, p. 281). La première dimension est territoriale et relève de l'unification du territoire, alors que la deuxième a une dimension fonctionnelle, s'articulant autour d'enjeux matériels et idéologiques évoluant sur le territoire (Frognier, 2007, p. 281). À travers les deux révolutions, nationale et industrielle, les clivages connaîtront des appellations différentes. Pour la période qui nous intéresse, les auteurs mentionnent un clivage entre « Industriel » vs « Rural » pour la dimension territoriale et un clivage entre « Possédants » et « Travailleurs » pour la dimension fonctionnelle (Lipset et Rokkan, 1967, p. 35). Initialement, Lipset observe qu'au sein des démocraties modernes, les conflits entre les groupes sont exprimés par l'entremise des partis

politiques qui, essentiellement, représentent une traduction démocratique des conflits de classes<sup>3</sup> (Mair, 2006a, p. 2). La même perspective se retrouve au cœur de la théorie développée par Brodie et Jenson, lorsqu'elles mentionnent que les partis sont des acteurs politiques souhaitant faire avancer les intérêts d'une classe sociale (Brodie et Jenson, 1980, p. 1). Cependant, l'imposition du clivage de classe à l'intérieur de l'espace politique n'est pas automatique. Comme le révèlent Lipset et Rokkan dans leur ouvrage s'attaquant aux développements politiques au sein en Europe, les enjeux culturels, religieux et régionaux s'insèrent au cœur des divisions politiques<sup>4</sup> (Mair, 2006a, p. 2).

Peter Mair apporte plus de précisions à la théorie de Lipset et Rokkan en définissant un clivage selon trois caractéristiques. Premièrement, il doit y avoir une division sociale, comme un statut, une origine ethnique, ou une religion. Deuxièmement, il doit y avoir une identité claire qui est partagée entre les membres composant le groupe<sup>5</sup>. Troisièmement, il doit y avoir une traduction de cette division dans une organisation, comme un parti, un syndicat, ou un lieu de culte. La définition établie par Mair complète celle élaborée par Lipset et Rokkan, principalement la troisième caractéristique concernant l'institutionnalisation (Mair, 2006a, p. 5).

L'institutionnalisation remet en valeur l'agentivité des acteurs politiques dans la mobilisation des enjeux au sein de l'espace politique. Une problématique des approches parsoniennes tel que Lipset et Rokkan est la tendance fonctionnaliste qui néglige le rôle des acteurs lors du changement. Par exemple, Giovanni Sartori mentionne que la condition de classe ne crée pas le parti, mais l'inverse (Sartori, 1990, p. 169). Pour lui, l'offre politique crée la demande politique. La transition des enjeux de la société vers l'espace politique est en partie déterminée par l'intervention active de forces politiques au sein de la société. Un enjeu peut exister au sein de la société, sans pour autant trouver une résonance au sein de l'espace politique. L'imposition d'un enjeu au sein de l'espace

---

<sup>3</sup> En d'autres mots, les conflits entre les groupes d'une démocratie sont représentés par les partis politiques. Puisque les partis sont une représentation des conflits de classe, l'énoncé suppose que ce clivage domine naturellement le paysage politique.

<sup>4</sup> La plupart du temps, ils sont moins dominants que les divisions de classe, ces enjeux demeurent présents dans l'espace politique.

<sup>5</sup> Le groupe naît lorsqu'une division sociale s'établit. Une division apparaît, mais celle-ci doit conduire à l'avènement d'une identité partagée entre la communauté composant la division.

dépend du niveau de persuasion et de sa traduction au sein de la société (Mair, 2006a, p. 3-4). Dans son étude des partis sociaux-démocrates, Kitschelt (1984) met également l'importance sur comment la démocratie sociale dépend sur les stratégies des partis politiques dans les conditions de contraintes institutionnelles.

Le concept de persuasion développé par Giovanni Sartori est présent également dans les travaux de Brodie et Jenson, mais ces autrices l'expriment en termes de luttes et de définitions. Pour elles, les partis sont les acteurs qui créent les préférences. Les préférences sont programmées pour protéger et faire avancer les intérêts d'une classe sociale au détriment des autres classes. Le choix des enjeux et leur importance au sein de la société reviennent aux partis. La primauté des partis au sein du modèle de Brodie et Jenson se justifie par l'idée qu'ils organisent les élections. Ainsi, pour ces autrices, le *Labour Party* en Angleterre introduit le langage et la définition des politiques de classe, alors que les partis bourgeois utilisent les ressources afin de mobiliser l'électorat autour d'enjeux moins socialement dangereux (Brodie et Jenson, 1980, p. 1-2). Pour résumer, une division sociale s'associe à un lot de valeurs ou à une identité. Par la suite, il y a un triage dans le monde politique, puis elle gagne en importance lorsqu'elle s'institutionnalise (Mair, 2006a, p. 5). Une fois en place, l'organisation fournit les éléments et le langage permettant l'élaboration d'une définition alternative du politique (Mair, 2006b, p. 10).

La Révolution industrielle a eu pour effet de modifier le contexte socio-économique dans la mesure où, la massification du travail, la salarisation et la dégradation des conditions de vie ont eu pour conséquence de bouleverser les rapports entre ouvriers et bourgeois. Pour reprendre les caractéristiques développées plus haut, la prolifération des corporations, le regroupement des ouvriers au sein de grandes usines, ou encore, la hausse du taux de syndicalisation ont eu pour effet de créer une division sociale et une identité claire, partagée entre les membres, au moins dans le contexte britannique (Robert, 2002, p. 39). En se référant à la logique établie d'abord par Lipset et Rokkan, puis par Mair, le clivage de classe s'institutionnalise d'abord au sein d'organisations syndicales, puis au sein de l'espace politique au moment de la fondation du *Labour Party* au tournant du 20<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Dans le cas canadien, les politiques migratoires ont pour effet de complexifier l'émergence d'une conscience de classe entre les ouvriers. Bien que les conditions de

---

<sup>6</sup> L'avènement du LP se fait notamment par la collaboration avec le TUC.

vie des travailleurs évoluent lors de la Révolution industrielle, celle-ci est insuffisante, ne permettant pas l'émergence d'un parti des travailleurs. Pour le cas canadien, la Grande Dépression a pour effet de créer une division sociale et une identité claire chez les perdants de la crise (Naylor, 2016, p. 67-68). Bien que cette division sociale soit temporaire<sup>7</sup>, le clivage s'institutionnalise au sein du système politique lors de la fondation de la FCC (Brodie et Jenson, 1980, p. 155 et 170).

### **1.3 Conditions d'émergence d'un nouveau système partisan**

Le vote de classe reflète la présence importante des ouvriers dans l'électorat, son organisation et la création d'une identité partagée. Mais il faut aussi des conditions institutionnelles et stratégiques pour que les partis traduisent ce clivage dans le système partisan. Selon Lipset et Rokkan, ce qu'il faut retenir est qu'un système de partis a tendance à se geler et s'institutionnaliser. Pour permettre la naissance d'un nouveau système, un choc doit survenir permettant de contester l'organisation de l'espace politique. En plus du choc, l'imposition d'un clivage repose sur la contribution d'acteurs politiques dont les actions permettent le développement d'une conscience de classe mobilisée.

Une problématique dans la théorie de Lipset et Rokkan est qu'ils ne précisent pas ce qui est entendu comme un choc. La même problématique est soulevée par Peter A. Hall et Rosemary C. R. Taylor lorsqu'ils présentent l'institutionnalisme historique. Dans cette approche, les conflits des différents groupes dans l'appropriation des ressources fondent le cœur de la politique. Dans la structure politique, les institutions vont favoriser certains intérêts plutôt que d'autres. L'État n'est pas simplement un acteur neutre. Celui-ci est capable de structurer les conflits de groupes. Dans cette perspective, les institutions sont perçues comme le facteur principal structurant l'attitude collective (Hall et Taylor, 1996, p. 937-940). À l'image du concept du « gel des alternatives partisans », l'institutionnalisme historique reconnaît aussi la continuité du choix des individus par ce qu'ils définissent comme le chemin de la dépendance. Le concept se réfère à l'effet des héritages politiques, ou des capacités de l'État qui encouragent l'organisation des groupes sociaux selon certaines perspectives. Un changement serait trop coûteux à exécuter, ce qui favorise la stabilité du système. Ainsi, l'approche reconnaît des périodes de continuité du système, mais aussi des périodes de conjonctures critiques où le changement institutionnel est possible. Ces changements

---

<sup>7</sup> L'entente entre les ouvriers agricoles et urbains est temporaire dans la mesure où les fermiers font plutôt partie de la classe moyenne.

institutionnels permettent le développement d'une nouvelle voie dans lequel le système politique se redéfinit. Bien que la théorie mentionne des facteurs comme une crise économique ou un conflit militaire, les explications concernant l'émergence de ces conjonctures sont insuffisantes (Hall et Taylor, 1996, p. 940-941).

Pour ajouter au concept de conjonctures critiques permettant une transition au sentier de la dépendance, la recherche reprend la théorie de Peter Mair concernant l'alternance des systèmes partisans. Comme l'auteur le révèle, les clivages ont tendance à se maintenir dans le temps. Cette persistance des clivages au sein de l'espace politique s'explique de plusieurs façons. Essentiellement, les clivages continuent d'exister lorsque les intérêts en jeu demeurent pertinents, que l'identité partagée demeure, que les autres identités peuvent exister seulement par l'accroissement du suffrage, ou que les règles du jeu politique favorisent le maintien du système en place<sup>8</sup> (Mair, 2006a, p. 6). Dans cette perspective, le concept de choc se définit comme un événement perturbant l'un des éléments favorisant le maintien du système de partis, mentionné par Peter Mair. La théorie est complémentaire au concept du « gel des alternatives des partisanes » développé par Lipset et Rokkan dans la mesure où un processus favorisant la préservation de l'espace politique est mis de l'avant. Le concept de choc permettant un changement dans le système de partis en place résonne aussi chez Brodie et Jenson dans la mesure où les autrices mentionnent qu'en période de crise, les attaches partisans sont défaits ce qui permet à une définition alternative du politique de s'imposer (Brodie et Jenson, 1980, p. 12).

L'imposition de nouveaux clivages au sein d'un système de partis a pour effet d'altérer ce dernier. Ainsi, il importe de définir ce qui est entendu comme un changement de système partisan. Sans faire l'analyse exhaustive des approches traditionnelles pour classer les changements d'un système de partis, il existe deux approches dominantes. D'une part, l'approche comparative classique, développée notamment par Maurice Duverger, classe les systèmes selon des catégories : bipartisme, multipartisme, pluralisme modéré, etc (Mair, 2006b, p. 2). Une problématique de ce modèle est que le changement arrive rarement, puisque les conditions sont difficiles à réunir. Il s'agit d'un moment relativement exceptionnel qui peut être influencé par un événement comme la guerre.

---

<sup>8</sup> Sur ce dernier point, concernant les règles du jeu, Mair développe en mentionnant que la forme du système électoral et la structure du système favorisent les partis qui ont conçu les règles en premier lieu.



D'autre part, l'approche de l'indice de fractionnement, développée notamment par Rae Douglas, définit le changement dans une perspective du nombre d'options offertes lors d'une élection. Ainsi, les changements au sein d'un système de partis sont un événement en continu. Cependant, comme le révèle Mair, le changement dans le nombre de partis ne signifie pas un changement dans le système de partis (Mair, 2006b, p. 5-6). Ainsi, nous avons besoin de nous baser sur une perspective alternative pour expliquer le phénomène qui cause un changement au sein d'un système partisan, puisque le nombre de partis n'est pas suffisant pour prédire le changement qui s'opère. La recherche s'appuie sur l'alternative proposée par Mair dans son chapitre. Selon lui, le changement d'un système de partis se réalise en fonction de trois situations distinctes : un changement dans la séquence du gouvernement, la constance et la stabilité de cette alternative, et finalement qui gouverne (Mair, 2006b, p. 6).

L'approche de Mair est plus pertinente pour la recherche, puisque son concept de système implique une institutionnalisation. En effet, comme mentionné précédemment, pour Mair, les politiques de l'institution attribuent les éléments et le langage pour penser à une alternative politique. L'un des avantages de son approche est que les partis peuvent changer et afficher une certaine flexibilité, mais le système demeure semblable. Autrement dit, le nombre de partis peut varier et une nouvelle identité peut naître au sein de l'espace politique sans pour autant conduire à un changement du système de partis. Selon lui, les partis bénéficient d'une certaine flexibilité et peuvent s'adapter à un changement des appuis partisans, sans pour autant se transformer. Cette flexibilité permet une meilleure préservation du système de partis. En raison de cette flexibilité, lorsqu'un changement de système survient, celui-ci peut paraître immédiat<sup>9</sup>, mais dans les faits, le nouveau système et la nouvelle structure requiert du temps pour se développer et s'imposer (Mair, 2006b, p. 10-12). La théorie de Mair est pertinente pour la recherche, puisqu'un choc permettant l'avènement d'un nouveau clivage perturbe le système partisan en place. L'approche permet de quantifier son succès à s'imposer au sein de l'espace politique par les perturbations politiques engendrées et l'imposition d'un nouveau système de partis.

---

<sup>9</sup> Comme l'imposition du *Labour Party* comme alternative principale au sein de l'espace politique britannique en 1924.

Comme nous allons le voir au chapitre 2, pour le cas britannique, l'agrandissement du suffrage offre une nouvelle identité potentielle. La Révolution industrielle est le catalyseur qui permet l'avènement d'une conscience de classe, c'est-à-dire qu'elle permet la cristallisation de l'identité ouvrière. Le changement est double, puisque la Révolution industrielle amène une hausse de la syndicalisation qui ultimement crée les conditions favorables à une organisation politique des travailleurs. Sur ce dernier point, le concept d'identité de Mair rejoint Brodie et Jenson, dans la mesure où il ne peut être tenu pour acquis que l'existence d'une classe amène celle-ci à voter ensemble<sup>10</sup>. La collaboration du mouvement socialiste et du mouvement syndical permet l'organisation de la classe ouvrière qui ultimement conduit à l'arrivée du LP à titre d'alternative principale aux conservateurs. Les socialistes contribuent à l'élaboration d'une définition alternative du politique et les syndicats contribuent financièrement au parti et à la mobilisation des membres.

Pour le cas canadien, la Révolution industrielle n'est pas suffisante pour permettre l'essor d'un parti ouvrier. Il faut attendre la période de la Grande Dépression pour voir l'institutionnalisation de la FCC. Cependant, contrairement au LP, la FCC ne parvient pas à s'imposer au sein de l'espace politique fédéral. Le mouvement syndical, sous l'influence du *Gomperism*, est trop conservateur pour appuyer le parti des travailleurs. La tendance conservatrice et les contradictions sur lesquels repose la fondation de la FCC vont conduire à une modération du discours qui à terme ne permettra pas au parti de se distinguer suffisamment du Parti libéral. La transition de la FCC vers le NPD ne conduit pas à la transformation du discours politique. Celui-ci ne porte pas sur la guerre au capitalisme, mais d'assurer l'équité des chances. Bien qu'il ne s'impose pas au sein de l'espace politique en prenant le pouvoir, l'avènement de la FCC, puis du NPD cause un changement du système de partis, puisqu'il a conduit à un repositionnement idéologique des libéraux et des conservateurs. Bien que son influence demeure limitée au palier fédéral, la FCC s'impose au sein de plusieurs provinces comme une alternative politique viable. Aussi, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, l'Ontario et d'autres provinces endossent l'avènement d'un parti des travailleurs. Cependant, bien qu'il s'agisse d'une province industrielle et développée, le Québec ne connaît pas

---

<sup>10</sup> Avant le tournant du 20<sup>e</sup> siècle, la classe ouvrière n'est associée à aucun parti politique (Phillips, 1992, p. 1)

la création de ce type de parti. La question qui anime cette recherche est : comment expliquer l'absence de parti des travailleurs au Québec ? Pour répondre, il faut également se demander : qu'est-ce qui explique l'appui des syndicats au Parti québécois ?

Les éléments présentés jusqu'ici permettent de mettre en lumière l'influence des paramètres sociaux dans le vote, ainsi que les conditions d'émergence des clivages. Les changements socio-économiques qui s'opèrent à partir de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle, au sein des sociétés démocratiques occidentales, conduisent à l'émergence d'un clivage de classe, qui a pour effet de perturber l'espace politique, altérant du même coup le système partisan en place. Pour comprendre la transition du système de partis qui s'opère à partir de la Révolution industrielle, il est impératif d'avoir un cadre théorique permettant l'analyse des éléments qui se trouvent au cœur du changement. Dans cette optique, le cadre de la recherche s'inspire de la théorie des clivages et du gel des alternatives partisans, développée par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan en 1967 (Lipset et Rokkan, 1967, p. 35) et le concept du système partisan de Peter Mair (Mair, 2006b). L'application de leurs théories est intéressante et pertinente pour plusieurs raisons. D'une part, elles permettent d'établir les conditions nécessaires lorsqu'un nouveau parti s'insère dans l'espace politique selon la tendance des États modernes d'Europe. D'autre part, elles offrent des outils théoriques afin de mettre en lumière la nature des nouveaux systèmes mis en place. Selon les conditions constituées, il est possible de transposer la théorie vers le cas du Québec. Nous concluons le chapitre avec une discussion des définitions de concepts et notre méthodologie d'analyse.

#### **1.4 Concepts et définitions**

Le vote de classe doit donc être compris comme une participation politique des individus, où l'appartenance à une classe influence directement sur le choix du parti. Une partie de la littérature associe le vote de classe au statut socio-économique d'un individu, se limitant souvent à des indicateurs comme le revenu. Cependant, cette perspective relègue la classe à un facteur passif dans le vote, ce qui ne permet pas de prendre en considération la complexité du vote de classe (Evans 2000). Comme nous l'avons déjà abordé, une division sociale ne se traduit pas automatiquement au sein de l'espace politique dans la mesure où il y a un triage qui s'effectue. L'existence d'une classe ne conduit pas celle-ci à voter ensemble. L'espace politique doit être défini en termes classistes pour que les individus puissent être mobilisés dans cette perspective

(Kitschelt, 1994, p. 265-266). Ainsi, pour nous, un vote de classe nécessite une conscience de classe et une mobilisation de celle-ci sans quoi le vote de classe est dispersé au sein d'autres enjeux, comme la religion, ou encore le régionalisme. C'est pourquoi nous allons nous intéresser dans le prochain chapitre à l'évolution du contexte dans lequel le clivage de classe émerge, puis son imposition au sein de l'espace politique.

Une fois que les conditions permettant l'émergence des enjeux de classes sont réunies, il importe d'observer son institutionnalisation. Pour assurer la mobilisation, les partis politiques vont jouer un rôle essentiel dans l'introduction du langage et la définition des enjeux de classes. Pour la classe ouvrière, l'introduction du langage de classe s'effectue à travers un parti des travailleurs. Lorsque nous faisons référence à ce type de parti, nous faisons référence à une organisation de gauche qui collabore directement ou indirectement avec le mouvement syndical et socialiste.

En somme, le concept de conscience de classe revient aux trois caractéristiques définissant un clivage pour Peter Mair. Il doit d'abord y avoir une division sociale<sup>11</sup>, puis une identité partagée entre les individus et finalement une traduction au sein d'une organisation. La conscience de classe est donc l'identité partagée entre les individus composant le groupe. Lorsque nous mentionnons l'existence d'une identité potentielle, il s'agit d'une division sociale qui présente certaines caractéristiques d'un clivage, mais demeure dans une forme embryonnaire soit par son incapacité à s'insérer dans l'espace politique, ou par l'absence d'une prise de conscience de sa condition sociale.

## 1.5 Méthodologie

Ce mémoire vise l'exploration de l'évolution du système partisan québécois au 20<sup>e</sup> siècle dans l'optique de comprendre pourquoi le clivage de classe ne s'est pas imposé dans l'espace politique québécois. Contrairement à plusieurs pays d'Europe, la révolution culturelle des années 1960 et l'émergence des idées socialistes n'ont pas permis l'avènement d'un parti des travailleurs à l'image du Parti social-démocrate allemand, du *Labour* anglais, ou encore du NPD canadien au sein de l'espace politique québécois (Gethin *et al.*, 2021, p. 33). Plutôt que de voir la naissance d'un parti des travailleurs, le système partisan québécois a vu la naissance de plusieurs partis indépendantistes

---

<sup>11</sup> Pour le contexte qui nous intéresse, une division sociale qui repose sur la classe.

qui, pour faire court, conduit éventuellement à la fondation du Parti québécois en 1968 (Pelletier, 2012, p. 31).

Ce mémoire est une étude du cas du système partisan québécois des années 1960 jusqu'aux années 1980. Pour expliquer la spécificité du Québec, nous comparons le cas du Québec (chapitre 3) au cas britannique et au cas canadien (chapitre 2). La Révolution industrielle permet l'introduction d'une identité de classe<sup>12</sup> qui, ultimement, permet l'essor d'un parti des travailleurs. La comparaison du cas québécois aux cas britannique et canadien a plusieurs avantages. Les trois contextes ont un système électoral similaire (système majoritaire uninominal à un tour) qui impose des contraintes institutionnelles similaires aux partis politiques de traduire les clivages sociaux dans la compétition partisane. Les systèmes majoritaires limitent le nombre de partis politiques en compétition (Mair, 1995). Le cas britannique est un exemple clair de l'émergence du vote de classe, et le cas canadien au niveau fédéral permet une analyse comparative au sein de la fédération canadienne.

En reposant sur le cadre théorique de Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan, la recherche se concentre sur l'analyse du contexte historique de la Révolution industrielle et de la Révolution tranquille et leurs conséquences sur l'espace politique du Québec. La théorie de Lipset et Rokkan prévoit qu'à la suite d'un choc de nouveaux clivages s'insèrent dans le paysage politique (Frognier, 2007, p. 283). De plus, les auteurs émettent l'hypothèse selon laquelle un « gel des alternatives partisans » enracine les systèmes de partis à leur position, lors de l'accès à un plus grand nombre de personnes au suffrage universel (Frognier, 2007, p. 283). Pour opérationnaliser le cadre théorique, le présent mémoire s'appuie sur une recherche documentaire à caractère historique, se basant principalement sur la littérature scientifique. Dans cette perspective, le travail repose sur l'analyse de monographies, de synthèses, d'articles de spécialistes sur le sujet. Pour l'étude du cas québécois, nous mobilisons notamment des auteurs comme Réjean Pelletier, Louis Favreau, Louis Fournier et Jacques Rouillard, afin de tracer le contexte historique du système partisan québécois et du développement syndical. De plus, le mémoire met à profit des manifestes syndicaux, publiés

---

<sup>12</sup> Comme nous l'avons abordé lors du chapitre précédent, l'importance du clivage de classe varie selon les contextes.

au cours de la période analysée, par exemple *L'État rouage de notre exploitation*, publié par la FTQ au début des années 1970.

La recherche documentaire a facilité notre compréhension de la succession des systèmes de partis dans l'histoire de la province. La révolution culturelle et industrielle que connaît le Québec conduit à l'avènement d'un parti de gauche qui, avec le temps, bénéficie de l'appui des syndicats, mais ne sera jamais identifié comme un parti des travailleurs. À l'image du cas britannique et canadien, le Québec connaît le choc de la Révolution industrielle qui permet l'introduction des éléments conduisant à l'instauration d'un clivage de classe. Cependant, une lutte identitaire se développe en au sein du développement industriel. Dans cette perspective, nous souhaitons étudier le développement du clivage de classe au Québec, ainsi que son rapport au clivage linguistique<sup>13</sup>. Dans cette perspective, il s'agit d'étudier le développement industriel du Québec ainsi que son influence sur le système de partis. Par la suite, la recherche se concentre sur la Révolution tranquille. Le 1<sup>er</sup> système de partis se définit par une alternance du pouvoir politique entre les conservateurs et les libéraux et d'une symbiose entre les partis fédéraux et provinciaux. Celui-ci s'érige à partir de 1867 et prend fin lors de l'élection de l'Union nationale en 1936, qui signifie l'émergence du 2<sup>e</sup> système de partis. Celui-ci conserve plusieurs éléments du précédent système, mais se différencie par l'importance croissante accordée à l'autonomie provinciale (Pelletier, 2012, p. 22). Contrairement à Jacques Rouillard, nous soutenons l'idée selon laquelle la Révolution tranquille ne s'insère pas au sein du 2<sup>e</sup> système de partis, mais forme une période transitoire indépendante de celui-ci, permettant l'évolution vers le troisième système. Finalement, nous développons sur le 3<sup>e</sup> système de partis, qui se caractérise par l'imposition du clivage nationaliste et l'intégration du mouvement syndical et féministe. Plutôt que de voir l'arrivée d'un parti des travailleurs, le cas québécois connaît l'émergence du Parti québécois, une coalition de partis souverainistes, qui reprennent les aspirations syndicales de cette période. Finalement, bien que le PQ agisse, lors de son premier mandat, comme un réel parti des travailleurs, nous présentons des arguments permettant de réfuter l'idée que celui-ci forme un parti des travailleurs. Une piste explicative de l'absence d'un parti des travailleurs au Québec est que l'établissement du PQ à gauche et fort sur le clivage identitaire ne laisse pas suffisamment d'espace pour l'établissement d'un parti des

---

<sup>13</sup> Tout au long de la recherche, nous employons les termes de clivage linguistique, clivage culturel et lutte identitaire comme des synonymes.

travailleurs, à l'initiative des syndicats. Les syndicats n'ont dès lors d'autre choix que d'appuyer la meilleure option disponible et donc d'offrir leur appui au PQ et à son projet référendaire.

D'une part, l'étude a une pertinence sociale dans la mesure où elle explore les pistes explicatives concernant l'absence d'un clivage de classe au Québec. Comme mentionné précédemment, l'imposition de ce clivage était monnaie courante en Europe. Le Canada n'échappe pas à cette tendance alors que le pays connaît l'apparition du NPD au sein de l'espace politique, tant à l'échelle fédérale que provinciale (Gethin *et al.*, 2021, p. 33). Le Québec opte pour une approche différente alors que les mouvements sociaux de gauche et les centrales syndicales adhèrent graduellement au projet indépendantiste et que les débats référendaires prennent davantage de poids au sein du débat politique (Rouillard, 2012, p. 105). D'autre part, la recherche a une pertinence scientifique dans la mesure où il y a une lacune dans l'état des connaissances. Lorsque l'on étudie le *Labour Party* anglais par exemple, sa fondation repose sur la participation non seulement des mouvements socialistes, mais sur une participation significative des syndicats (Reid, 1955, p. 42). Cependant, lorsque l'on regarde le cas du Québec, le mouvement ouvrier est dominé par les actions syndicales et les manifestations se font nombreuses. Ils ne conduisent pas à l'avènement d'un parti des travailleurs, mais plutôt à des rapprochements, puis à un appui au Parti québécois (Fournier, 1994, p. 164).

## CHAPITRE 2

### Contexte historique et économique du syndicalisme : le cas britannique et canadien

Avant de débiter le développement du cas anglais, puis canadien, il importe de rappeler la pertinence de ces contextes. Pour le cas du *Labour Party* anglais, sa fondation représente une référence en matière de parti des travailleurs. La littérature sur le sujet est abondante, ce qui permet de mettre en évidence les facteurs favorisant l'émergence du clivage de classe, qui ultimement permet l'avènement d'un parti des travailleurs. Au cours de la période précédant sa fondation, les tendances syndicales sont nombreuses. Une ressemblance entre les différents contextes européens est qu'il s'agit d'une lutte pour la reconnaissance syndicale (Dereymez, 2002, p. 99). Pour le cas canadien, l'instabilité du développement économique n'apporte pas un grand succès au mouvement syndical. Celui-ci, traverse des périodes plus prospères et des périodes plus creuses ne permettant pas une cohésion ouvrière (Heron, 2012, p. xvii-xviii)<sup>14</sup>. Cette transition vers le cas canadien est appropriée dans la mesure où elle nous permet de nous rapprocher de notre étude de cas tout en mettant à l'épreuve les facteurs qui seront mis en lumière dans l'étude du cas britannique. De surcroît, les différences relevées entre les deux cas permettent de mettre en perspective l'importance des différents facteurs et leur récurrence. Finalement, la proximité de la structure politique entre les deux pays permet une comparaison plus aisée.

#### 2.1 Le cas britannique et l'avènement du *Labour Party*

En Europe, le syndicalisme apparaît principalement au moment de l'industrialisation et se développe lors des Trente Glorieuses (Robert, 2002, p. 37). Au Royaume-Uni, la naissance du syndicalisme débute en 1830, six ans suivant la légalisation des associations ouvrières<sup>15</sup> (Vigreux, 2002, p. 50). Lors des décennies suivantes, le mouvement syndical britannique connaît un développement significatif conduisant à la naissance du *Trade Union Congress* (TUC) en 1868. Cette organisation consiste en une fédération commune de syndicats et sera officiellement reconnue

---

<sup>14</sup> Plus à ce sujet lors du cas canadien, mais essentiellement, chaque résurgence du mouvement cause une reconstitution des paramètres composant la classe ouvrière.

<sup>15</sup> Le mouvement syndical anglais est opprimé par le patronat et le gouvernement jusqu'au mouvement chartiste de 1849, puis jusqu'à la création des syndicats de métier en 1851.



en 1871<sup>16</sup> (Vigreux, 2002, p. 54). Le TUC sera un acteur important au moment de l'avènement du parti des travailleurs. Entre la reconnaissance du mouvement syndical britannique en 1830 et la fondation du LP au début du 20<sup>e</sup> siècle, le contexte britannique évolue rapidement.

Au moment de la Révolution industrielle qui débute à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre demeure l'économie dominante. L'industrie britannique connaît d'importants développements pendant plus d'un demi-siècle. Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, elle est considérée comme l'« atelier du monde<sup>17</sup> » (Hobsbawm et Wrigley, 1999, p. 112). Cependant, les années 1880 et 1890 permettent l'émergence de nouveaux centres industriels dont les États-Unis et l'Allemagne. L'arrivée de ces nouveaux rivaux économiques n'affecte pas la prédominance économique de l'Angleterre, mais indique qu'elle n'est plus l'unique acteur économique. Pour J. H. Stewart Reid, le rattrapage économique, qui s'opère depuis la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle dans le reste du monde, permet de révéler certains compétiteurs dont la force économique n'est pas à négliger<sup>18</sup>. Alors qu'elle représente toujours l'atelier du monde, l'émergence de rivaux économiques conduit à une transition de la domination britannique, qui se caractérise davantage comme un atelier de premier plan (Reid, 1955, p. 4-5). Dans cette perspective, les changements qui s'opèrent au sein de l'industrie britannique sont nécessaires afin de conserver sa prédominance. La Révolution industrielle amène une transition du capital industriel vers le capital financier, permettant une réorganisation importante du travail au sein des usines britanniques. Autrement dit, devant l'évolution technologique, un besoin plus important de capital est nécessaire pour financer le développement industriel<sup>19</sup> (Reid,

---

<sup>16</sup> La reconnaissance de la fédération par le pouvoir politique représente la première victoire de l'association. La deuxième survient en 1875, alors que le gouvernement adopte la loi sur la protection des pauvres.

<sup>17</sup> Comme le mentionne Eric Hobsbawm, l'industrie britannique n'est pas le l'atelier du monde au sens littéraire, mais sa domination est indéniable. Effectivement, lors de cette période, l'Angleterre produit environ deux tiers du charbon mondial, la moitié du fer mondial (Hobsbawm et Wrigley, 1999, p. 112).

<sup>18</sup> Le danger que représentent ces nouveaux compétiteurs dans une perspective du déclin de la dominance britannique devient encore plus apparent à partir de la fin des années 1880. Les États-Unis et l'Allemagne dépassent l'Angleterre dans la production d'acier, marchandise de premier plan pour l'ère industrielle (Hobsbawm et Wrigley, 1999, p. 112).

<sup>19</sup> Cette période a pour effet d'augmenter le niveau de production, tout en limitant le nombre d'emplacements dédiés à celle-ci. Ainsi, le secteur de la production connaît une diminution du nombre d'usines, mais un accroissement de la superficie de celles-ci.

1955, p. 5). Il importe de mentionner que les corporations ouvrières précèdent l'émergence du capitalisme et jouent un rôle tout au long du 19<sup>e</sup> siècle. Cependant, la salarisation à partir des années 1900, ainsi que la concentration et l'intensification de la production causées par la Révolution industrielle vont favoriser, à terme, le renforcement du lien syndical et permettre le développement de ces organisations<sup>20</sup> (Robert, 2002, p. 38).

Comme le mentionne J. H. Stewart Reid, au début du 19<sup>e</sup> siècle, le mouvement syndical britannique a pour but de moraliser l'industrie afin qu'elle prenne conscience de la condition ouvrière. Cependant, les transformations économiques favorisent l'émergence de corporations, ce qui a pour effet de rendre plus difficile la tâche moralisatrice du mouvement syndical dans la mesure où les négociations dépassent le cadre individuel pour devenir corporatives<sup>21</sup> (Reid, 1955, p. 5). La concentration des ouvriers au sein d'un même lieu de travail, quoique nécessaire pour maximiser la production, favorise l'établissement d'un sentiment d'unité chez les ouvriers, puisqu'ils vivent et travaillent ensemble<sup>22</sup> (Phillips, 1992, p. 4). La période de transition industrielle conduit à une détérioration significative des conditions de vie des ouvriers. Comme le développe J. H. Stewart Reid, le progrès social n'est pas parvenu à suivre le progrès industriel. En effet, considérant l'absence de programme social, de protection sociale et de salaires suffisants, le tiers des ouvriers se situe à un niveau inférieur à leur subsistance selon la Commission royale d'enquête de 1893<sup>23</sup>. La détérioration des conditions de vie des ouvriers alimente la remise en question de la société anglaise. Pour Frederic Harrison, la société anglaise de 1885 représente difficilement une sortie de l'esclavagisme et du servage alors que la majorité des travailleurs ruraux et urbains ne peuvent

---

<sup>20</sup> Au même moment, le développement de la salarisation et l'intensification des impératifs de marché conduisent à la diminution des emplois saisonniers, ce qui a pour effet de renforcer les rangs des organisations syndicales.

<sup>21</sup> C'est-à-dire que les négociations ne sont plus effectuées entre le regroupement ouvrier et un propriétaire spécifique, mais plutôt avec une corporation.

<sup>22</sup> Toujours selon Phillips, l'unité ouvrière demeure limitée, puisque malgré la prolifération des corporations, l'industrie demeure dominée par des petites entreprises de moins de 100 ouvriers.

<sup>23</sup> Plus encore, en 1885, la dépression industrielle cause un problème de chômage et représente, en 1886, 10 % des membres syndicaux.

s'affranchir du système. Chaque salaire compte et la perte d'un membre familiale peut de lourdes répercussions (Reid, 1955, p. 6 à 9).

La remise en question de la société britannique, principalement par la classe ouvrière, permet le développement d'idées et valeurs socialistes au sein de la communauté. La prolifération de ces idées conduit l'aristocratie et la classe moyenne à réagir à la situation déplorable des prolétaires dans l'optique de contrer les arguments socialistes (Reid, 1955, p. 12). L'évolution de la démocratie anglaise quant au rôle de l'État au sein de la société conduit à une demande importante pour une réforme du suffrage populaire et à une opposition à la doctrine du laissez-faire économique (Reid, 1955, p. 12). Ainsi, le *Reform Bill* de 1867 et de 1884 ont pour effet d'élargir le suffrage et d'augmenter le poids de l'électorat ouvrier<sup>24</sup> (Phillips, 1992, p. 1). Ce n'est qu'à la suite du *Reform Bill* de 1884, que le Parlement britannique change d'attitude envers les demandes des travailleurs (Reid, 1955, p. 16).

Comme l'explique Gordon Phillips, alors que l'accroissement du suffrage est bénéfique pour la représentation des intérêts prolétaires au Parlement. Cependant, l'appel en 1872 d'intellectuels socialistes pour former un *Labour Party* rassemble peu de membres<sup>25</sup>. Bien que les réformes de 1867 et de 1884 élargissent l'électorat ouvrier, les bénéfices demeurent limités dans la mesure où environ 60 % des ouvriers ont le droit de vote et la majorité provient de zones agricoles ou industrielles. Dans cette perspective, les travailleurs rencontrent plusieurs complications pour s'inscrire à l'élection, ce qui favorise un taux d'abstention élevé. De plus, il importe de mentionner que l'unité de cette nouvelle masse d'électeurs demeure limitée alors que l'industrie est dominée par des entreprises de moins de 100 ouvriers, où seulement un travailleur sur dix, en 1888, est syndiqué<sup>26</sup>. Finalement, les réformes du suffrage ne sont pas suffisantes pour permettre aux

---

<sup>24</sup> Bien que l'élargissement du suffrage représente une victoire pour les ouvriers, la doctrine du laissez-faire économique résiste aux demandes de réformes malgré les nombreuses critiques.

<sup>25</sup> Il est important de noter que contrairement à la France ou l'Allemagne, le contexte britannique est peu favorable aux idées socialistes. Ce n'est qu'à la suite de la fondation du LP que les idées socialistes connaissent une croissance rapide.

<sup>26</sup> En 1914, un travailleur sur trois est syndiqué.

travailleurs d'entrer au Parlement, puisqu'avant 1911, les élus ne reçoivent aucun salaire. Il s'agit donc d'une barrière supplémentaire pour les ouvriers, dans la mesure où les représentants doivent combiner leur carrière politique avec un revenu d'une autre provenance. Le soutien financier des syndicats s'avère donc impératif afin de permettre l'insertion d'une initiative ouvrière dans la sphère politique<sup>27</sup> (Phillips, 1992, p. 2 à 5).

Les syndicats possèdent les moyens économiques afin de s'insérer dans la sphère politique. Cependant, ceux-ci n'ont aucun intérêt à s'impliquer dans une lutte électorale sans l'accord de leurs membres, lesquels la plupart du temps appuient le Parti libéral. La première forme du syndicalisme ne possédait aucune doctrine basée sur le conflit de classe et n'avait pas pour but de faire la guerre au capitalisme (Reid, 1955, p. 19). Comme le rapporte Anthony Fenley, le désintérêt des syndicats envers la sphère politique est inspiré par la doctrine du volontarisme qui caractérise l'action syndicale de l'époque. Cette doctrine se fonde sur trois principes, soit la négociation collective plutôt que la législation étatique, l'autonomie complète des partis et une négociation qui n'entre pas dans le cadre légal. L'avantage de la doctrine est qu'elle permet de mettre en priorité les objectifs industriels des syndicats<sup>28</sup> (Fenley, 1980, p. 52).

Pour Reid, la première forme du syndicalisme britannique éprouve de la difficulté à ouvrir ses rangs à un plus grand nombre de travailleurs, alors que l'adhésion repose sur des artisans dont la rémunération est supérieure à la moyenne. Ainsi en 1885, pas plus de 10 % des travailleurs peuvent se qualifier comme membre d'un syndicat reconnu, ou encore sont en mesure de payer les cotisations. Devant la promesse d'un accroissement du nombre d'électeurs, les syndicats offrent leur appui au Parti libéral en 1868. Puis, en 1874, le Parti libéral tente d'incorporer le mouvement syndical, culminant dans une entente de coopération entre les deux groupes (Reid, 1955, p. 30). Cependant, au tournant des années 1880, la relation entre les libéraux et les syndicats commence à

---

<sup>27</sup> Principalement par les cotisations syndicales, les organisations syndicales possèdent un capital qui s'avère essentiel pour le financement d'une initiative ouvrière.

<sup>28</sup> Le volontarisme a été une doctrine populaire au sein du mouvement syndical, notamment lorsque le gouvernement conservateur a adopté certaines législations octroyant un cadre d'immunité envers la grève et le piquetage.

s'effriter. Les insatisfactions à l'égard du gouvernement libéral s'accumulent et l'essor d'une nouvelle forme du syndicalisme vient contester les prises de position plus traditionnelles du volontarisme (Reid, 1955, p. 20 à 22).

À partir des années 1880 et 1890, une transition vers la gauche s'opère ce qui permet l'émergence de nouveaux syndicats. Ces changements conduisent à une augmentation de l'influence socialiste à l'intérieur des syndicats déjà établis et favorisent une remise en question de la position traditionnelle du *collective self help*, directement liée à la doctrine du volontarisme<sup>29</sup> (Fenley, 1980, p. 53). La remise en question de la doctrine syndicale conduit au lancement d'une importante campagne de recrutement, de la part du TUC, dans l'optique d'accroître le champ d'action politique<sup>30</sup>. D'autre part, les échecs des législations existantes à protéger la majorité des travailleurs vont permettre l'essor de nouveaux syndicats capables d'organiser à la fois les travailleurs non spécialisés et les femmes<sup>31</sup>. L'essor de ces nouveaux syndicats permet au mouvement syndical d'entrer dans une nouvelle phase (Reid, 1955, p. 37 et 41). Le mouvement syndical connaît, à cette période, un virage à gauche qui lui permet de se rapprocher du mouvement socialiste et plus précisément du Independent Labour Party (ILP), qui à terme, conduit à l'avènement du LP (Reid, 1955, p. 42).

Sans affiliation syndicale au départ, le ILP fonde, en 1893, un parti socialiste. L'objectif de cette initiative est d'offrir une alternative pour les syndicats et de réduire l'influence des libéraux sur ceux-ci. La défaite de 1895 vient principalement d'un manque d'appui des syndicats ce qui conduit la direction du mouvement à reconnaître, en 1897, la nécessité d'une coopération avec le mouvement syndical afin de favoriser une victoire ouvrière (Phillips, 1992, p. 6). Comme

---

<sup>29</sup> L'immunité octroyée par le gouvernement conservateur est remise en cause lorsque les employeurs s'organisent dans la sphère politique afin de mettre fin à plusieurs grèves. Ces actions ont pour effet de circonscrire le champ d'action politique, ce qui remet en cause la doctrine traditionnelle du volontarisme.

<sup>30</sup> Le nombre de membres du *Labour Representation Committee* passera de 376 000 en 1901 à 861 000 en 1903 (Fenley, 1980, p. 54).

<sup>31</sup> Parallèlement, le leadership du mouvement syndical se rajeunit permettant une transition de la tendance conservatrice et une plus grande ouverture aux idées socialistes.

mentionné précédemment, les échecs répétés et les concessions insuffisantes du Parti libéral ont alimenté un sentiment de frustration et d'exaspération au sein des centrales syndicales, ce qui conduit le mouvement à s'organiser autrement, mettant fin à l'alliance politique (Reid, 1955, p. 43). En 1899, lors d'un congrès du TUC, celui-ci fait la promotion d'une organisation politique dans le but de représenter les intérêts des travailleurs, mais sans les objectifs socialistes (Phillips, 1992, p.6). Bien que très influent, le mouvement socialiste ne parvient pas à influencer le congrès davantage vers la gauche. Considérant que les syndicats possèdent une partie importante des ressources financières, le mouvement socialiste n'a d'autre choix que de faire un compromis (McLean, 1980, p. 34). Le *Labour Party* se forme ainsi, dans une dualité entre les socialistes modérés du mouvement *Independent Labour Party* et les syndicats plus ambitieux dans leurs réformes sociales (Phillips, 1992, p. 12).

Le parti travailliste est organisé par un comité qui se compose d'organisations syndicales et de mouvements socialistes, dont le ILP. Le contrôle du parti est extra-parlementaire et l'affiliation à un candidat s'établit à l'extérieur de l'organisation du parti, par le *Labour Representation Committee* (LRC)<sup>32</sup> (McLean, 1980, p. 34). Lors de la première élection du *Labour Party*, l'électorat ouvrier est encore attaché au Parti libéral, mais à travers les années, le parti travailliste remplace l'option libérale comme alternative aux conservateurs (Phillips, 1992, p. 12). Cette transition du Parti libéral vers l'option travailliste est apparente lors de l'élection de 1924<sup>33</sup>. Un facteur important de cette transition tient au développement du parti travailliste au sein des élections locales qui lui ont permis un développement adéquat de sa machine électorale, tout en permettant de mettre fin à l'image d'un parti représentant seulement une aile du Parti libéral<sup>34</sup>

---

<sup>32</sup> La construction du parti et le pouvoir de sélection par l'aile extra-parlementaire créent une tension entre les militants et les parlementaires. Lors de l'élaboration des politiques, les militants se concentrent à gagner le vote des autres délégués, alors que les parlementaires doivent s'ajuster à l'opinion publique.

<sup>33</sup> Lors de cette élection, le Parti libéral obtient seulement 35 sièges, ce qui pour certains représente l'anéantissement du Parti libéral comme option viable sur la scène politique.

<sup>34</sup> Lors de sa fondation au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, le LP, dirigé par Ramsay Macdonald, parvient à établir une alliance avec le Parti libéral afin d'éviter la compétition entre les deux partis (alliance Lib-Lab). Bien qu'elle crée son lot de tensions au sein du parti, les auteurs avancent qu'elle a permis à l'option ouvrière d'avoir une certaine reconnaissance de la part de l'électorat (Cook et Taylor, 1980, p. 67-68).

(Phillips, 1992, p. 25). Comme le rapporte Gordon Phillips, une partie du succès du *Labor Party* a été sa capacité d'incorporer et de cultiver des relations avec plusieurs groupes sociaux, comme les femmes et les Irlandais, lui permettant d'aller chercher une loyauté des membres composant les organisations lui étant affiliées. Malgré l'impossibilité des organisations à garantir le vote de leurs membres au parti, la majorité de la classe travaillante votait pour celui-ci (Phillips, 1992, p. 41 et 67).

L'idéologie du LP connaît plusieurs évolutions. Tout d'abord, comme le rapportent Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril, il s'agit d'un parti travailliste plutôt que socialiste dans la mesure où le but est de représenter les intérêts des travailleurs et non de viser la formation d'un ordre nouveau. Ensuite, l'aile socialiste du parti est influencée par trois courants, le marxisme de la *Social Democratic Federation* (SDF), le socialisme de la Société de Fabienne et le socialisme éthique de Richard Henry Tawney. La fondation du parti ne repose sur aucun cadre idéologique fixe, mais davantage sur une base commune à tous les courants, soit la quête d'une plus grande égalité. Le parti travailliste profite de la Deuxième Guerre mondiale dans la mesure où le conflit permet une plus grande exposition aux avantages de l'interventionnisme<sup>35</sup>. Cependant, dès 1950, une division entre deux courants idéologiques prend place au sein du gouvernement, alors que cette période est marquée par une remise en question des prochaines étapes. Les interrogations conduisent à une dispute entre deux courants idéologiques (fondamentalisme vs consolidationnisme) et le résultat de cette tension crée un espace pour un troisième courant, soit le révisionnisme<sup>36</sup> (Alexandre-Collier et Avril, 2013, p. 74 à 82).

---

<sup>35</sup> Cette exposition conduit à l'âge d'or du parti travailliste, alors que celui-ci met en place une économie mixte plutôt qu'une planification socialiste.

<sup>36</sup> Les fondamentalistes croient que les avancées sont une étape vers l'objectif ultime qui est le contrôle de l'économie par l'État et qu'il faut poursuivre la nationalisation. Les consolidationnistes présentent une attitude plus pragmatique et invitent à une consolidation des acquis avant d'étendre l'emprise de l'État. Finalement, pour les révisionnistes, sous l'effet des réformes du parti, un nouvel ordre est créé, dans lequel le capitalisme n'est pu souverain. À cet effet, le but du parti ne devrait plus être de transformer la société, mais de l'améliorer en réduisant les inégalités par un usage plus important des mesures fiscales (Alexandre-Collier et Avril, 2013, p. 81-82).

Depuis 1918, l'influence socialiste domine l'orientation du parti, mais elle n'a jamais été uniforme à propos des stratégies et des priorités (Cook et Taylor, 1980, p. 26). Le positionnement du parti repose sur la dualité entre l'aile gauche et l'aile centre-droite du parti. La révision idéologique au sein du parti conduit à l'implosion du consensus existant entre les diverses factions (Alexandre-Collier et Avril, 2013, p. 82). Ultimement, le parti transitionne de la promotion de l'égalité vers la quête de la liberté et se réaligne autour de l'idée de la troisième voie. Cette troisième voie se définit par une attitude conservatrice en matière de fiscalité, soit le remplacement de l'aide sociale où le système d'assistance aux personnes en situation économique précaire devient un système d'aide aux revenus des travailleurs plus démunis<sup>37</sup>. Ce mouvement vers le centre se traduit par une relégation des idées sociales-démocrates et d'une plus grande acceptation du cadre néolibéral (Alexandre-Collier et Avril, 2013, p. 90 à 92).

Les auteurs qualifient le parti travailliste anglais de type *bottom-up*, c'est-à-dire qu'il est formé par le mouvement du bas vers le haut et qui s'organise vers un parti politique (McLean, 1980, p. 33). Le *Labour Party* s'organise d'abord autour d'un comité où le ILP agit comme véhicule pour faire élire des membres de la classe ouvrière (McLean, 1980, p. 33). Comme mentionné précédemment, les syndicats sont réticents et offrent un appui limité dans la mesure où les associations croient que les conditions de travail doivent être négociées et ne devraient pas reposer sur une action politique (McLean, Alain, 1980, p. 33). À la suite d'une série de défaites syndicales, les syndicats changent d'approche pour appuyer finalement le LRC, responsable de désigner les représentants du *Labour Party* (McLean, Alain, 1980, p. 34). Le parti travailliste britannique est de type *bottom-up*, mais il ne représente pas l'exemple parfait de ce qui est entendu dans la littérature. Il s'agit indirectement d'un groupe de pression, assemblé spécifiquement pour faire élire des membres de la classe travailleuse. Il est impossible pour la base de se joindre directement au comité, alors que l'adhésion s'effectue en joignant une organisation tierce, comme un syndicat (McLean, 1980, p. 34). Ainsi, l'organisation prend en charge d'envoyer des représentants au sein du comité afin de désigner les

---

<sup>37</sup> Le parti souhaite éviter un faux choix de l'électorat entre la gauche et la droite et expose une volonté de se rapprocher du centre pour lutter contre les conservateurs.



représentants du *Labour*. En résumé, le parti travailliste est organisé par un comité qui se compose d'organisations syndicales et de mouvements socialistes, dont le ILP.

En somme, le LP naît d'une alliance entre le mouvement socialiste et le mouvement syndical. L'élargissement du suffrage en 1867 et en 1884 a permis aux travailleurs d'accroître leur influence auprès des élites politiques. Puis, la Révolution industrielle s'est avérée être un contexte économique favorable à l'émergence du syndicalisme, alors que la réorganisation du travail a conduit à une dégradation des conditions de vie et à l'apparition d'une conscience de classe (Vigreux, 2002, p. 55). Ensuite, la dégradation des conditions de vie conduit à une prolifération des idées socialistes et à une hausse de la syndicalisation. Les échecs des administrations libérales à incorporer suffisamment les demandes syndicales au sein du parti conduisent un changement d'attitude au sein du syndicalisme qui, avec l'aide du mouvement socialisme, fonde le LP. Nonobstant la fin du consensus au début des années 1880 entre les libéraux et le mouvement syndical, le LP finit par remplacer les libéraux comme 2<sup>e</sup> option dans le système électoral en 1924 (Alexandre-Collier et Avril, 2013, p. 92).

L'avènement du LP est donc un processus qui s'inscrit dans un contexte économique, politique et social changeant. La dégradation des conditions de la classe ouvrière, l'accroissement du suffrage, le développement d'une conscience de classe et les échecs répétés des administrations libérales à incorporer les demandes syndicales conduisent le mouvement ouvrier à fonder le LP. Voyons maintenant le contexte dans lequel le NPD parvient à s'établir au sein du système électoral canadien.

## **2.2 Le cas canadien et l'avènement du Nouveau Parti démocratique**

Les analyses du mouvement ouvrier canadien concernent souvent les syndicats, bien que ces organisations ne rassemblent que 40 % des ouvriers du pays<sup>38</sup> (Heron, 2012, p. xi). Comme le rapporte Craig Heron, alors que le lieu de travail est le principal centre d'intérêt pour le mouvement,

---

<sup>38</sup> À titre comparatif, pour le cas britannique en 1885, pas plus de 10 % des travailleurs peuvent se qualifier comme membre d'un syndicat reconnu. Entre 1888 et 1914, la proportion d'ouvriers syndiqués passe de 1/10 à 1/3 (Phillips, 1992, p. 4 ; Reid, 1955, p. 20).

celui-ci vise de plus grandes aspirations sociales et politiques. Il est possible de comprendre la classe ouvrière canadienne, entendue comme les personnes composant la classe des travailleurs, en quatre vagues, soit après 1840, après 1890, après 1940 et après 1975. Développer chacune des vagues migratoires s'intégrant au mouvement ouvrier n'est pas pertinent pour la présente recherche. Ce qui doit être retenu de chacune des vagues est le fait qu'elles modifient l'ancienne composition démographique du mouvement ouvrier et vient remplacer certains paramètres comme le niveau de compétences<sup>39</sup>. Au tournant du 19<sup>e</sup> siècle, le Canada est un État préindustriel. Le travail salarié est surtout associé au travail temporaire et non à un statut permanent. Ainsi, la majorité de la population travaille à la ferme familiale. Au courant de la Révolution industrielle, le manque de terres conduit à l'accroissement du travail salarié. Cette augmentation est causée notamment par une surpopulation au sein des terres agricoles qui conduit à l'exode rural<sup>40</sup> (Gheller, 2015, p. 280-282), mais surtout par l'arrivée de travailleurs migrants. Ainsi, ces changements ont pour effet de changer la composition de la classe ouvrière<sup>41</sup> (Heron, 2012, p. 2 à 5). Autrement dit, peu importe l'origine des nouveaux travailleurs, chaque vague apporte son lot de résistance où la fragmentation ethnique crée une certaine hostilité entre les ouvriers<sup>42</sup> (Heron, 2012, p. xiii-xiv). Pour Brodie et Jenson, la grande ouverture de la politique d'immigration canadienne affaiblit les syndicats. D'un côté, l'accueil de travailleurs étrangers complexifie l'organisation des ouvriers, puisque l'arrivée en continu de travailleurs non syndiqués, lorsqu'additionnée à l'hostilité

---

<sup>39</sup> Considérant l'espace limité et la récurrence des perturbations engendrées par l'intégration de nouveaux immigrants, la présente recherche n'étudiera pas les perturbations selon chaque vague. De plus, ce qui est entendu par un changement dans le niveau de compétence se comprend par le type de métier qu'occupe le travailleur migrant, c'est-à-dire un travail salarié industriel, ou un emploi non spécialisé.

<sup>40</sup> Pour résumer les propos de Gheller, les campagnes québécoises traversent une crise démographique à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle et une saturation des terres sous le régime seigneurial. L'Acte constitutionnel instaure une limite à la reproduction du système seigneurial en établissant des limites au régime. À cet effet, l'impossibilité d'ouvrir de nouvelles terres pour le régime, additionné à une vague d'immigration britannique, cause une importante saturation des terres.

<sup>41</sup> Par le passé, la classe ouvrière était principalement composée d'artisans. L'industrialisation permet une transition dans le mode de production des artisans vers les ouvriers industriels.

<sup>42</sup> La source de cette hostilité vient du fait que l'utilisation de travailleurs migrants s'effectue dans l'optique de briseurs de grève. Lorsque l'on ajoute cet usage technique à l'instabilité économique et au surplus de main-d'œuvre, il s'agit d'un environnement défavorable aux syndicats.

croissante envers les immigrants, rendent difficile l'élaboration d'une conscience de classe unie<sup>43</sup>. D'un autre côté, les politiques de l'État en matière d'immigration et l'appréciation économique des entreprises pour les immigrants au salaire minimum ont pour effet d'alimenter le sentiment d'hostilité régnant entre les groupes de travailleurs<sup>44</sup> (Brodie et Jenson, 1980, p. 61). Les problèmes de classes sont accentués par les divisions raciales et linguistiques, mises en place par l'État afin de maintenir la production malgré les conflits industriels (Brodie et Jenson, 1980, p. 61).

En dépit des difficultés du mouvement ouvrier à s'organiser, les centrales syndicales réussiront à créer en 1892 le *Trade and Labour Congress* (TLC) afin de mobiliser plus facilement les syndicats locaux (Brodie et Jenson, 1980, p. 28-29). L'avènement de cette organisation permet des victoires syndicales dans certains secteurs, ce qui conduit ultimement à une volonté de former une opposition au sein du système politique actuel<sup>45</sup>. Cette coopération entre les socialistes et le TLC a notamment été possible alors que l'organisation jouissait d'une autonomie relative à l'échelle du pays, c'est-à-dire avant le développement de liens avec les organisations syndicales états-uniennes (Brodie et Jenson, 1980, p. 29).

Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, l'industrie se divise en deux sphères. La première se concentre sur l'extraction de ressources naturelles pour un usage à l'étranger, alors que la deuxième se charge des biens pour le marché intérieur (Heron, 2012, p. xi à xiii). Cette division de l'industrie place les Canadiens dans une position économique vulnérable, puisque le marché des ressources est très instable (Brodie et Jenson, 1980, p. 54). Comme le rapporte Glen Williams (1994), à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, la richesse du Canada vient principalement de la production agricole exportée au Royaume-Uni. La fonction principale de l'industrie agricole est d'assurer le ravitaillement de

---

<sup>43</sup> Comme ce fut le cas pour le cas britannique.

<sup>44</sup> Au Québec, le développement de la pensée nationaliste conduit les intellectuels à dénoncer les politiques d'immigration du gouvernement fédéral, puisque l'arrivée de nouveaux travailleurs augmente le bassin de main-d'œuvre et contribue à diminuer les salaires (Mills, 2011, p. 60).

<sup>45</sup> À titre d'exemple, une coopération entre les socialistes et les syndicats en Colombie-Britannique a permis au parti socialiste de remporter 11 % des voix lors des élections provinciales de 1903 (Brodie et Jenson, 1980, p. 29).

vivres. Lors de cette période, les provinces échangent davantage avec les pays étrangers qu'avec les autres provinces canadiennes<sup>46</sup>. En 1909, la dépendance de la bourgeoisie canadienne à l'égard du marché et des investissements britanniques dans le développement de ses infrastructures de transport s'accroît. Bien que le marché agricole soit profitable pour l'économie canadienne, l'organisation économique crée un plafond quant à sa viabilité à long terme, puisque les investissements sont dirigés principalement vers l'extraction de ressources et leur déplacement, ce qui limite le développement des autres secteurs<sup>47</sup> (Williams, 1994, p. 40 à 42). L'économie centrée sur l'extraction de ressources s'avère problématique pour l'emploi, puisqu'entre 1966 et 1990, le Canada à un taux de chômage toujours plus élevé que la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Williams, 1994, p. 22).

Toujours selon Glen Williams, alors que la croissance de son industrie ne semble pas une priorité pour l'économie canadienne, une autre problématique concerne sa politique de développement qui repose sur une industrialisation par substitution aux importations. S'allonger sur la politique de développement canadienne n'est pas pertinent pour les objectifs du mémoire, mais ce qu'il faut retenir de cette politique est que l'option canadienne dans la production est systématiquement favorisée. Dans cette perspective, le gouvernement canadien instaure des barrières tarifaires afin de favoriser le développement d'entreprises canadiennes. Cependant, comme le révèle Williams, cette politique de développement industriel comporte plusieurs problématiques. Le principal objectif est d'occuper le marché domestique. À cet effet, les entreprises canadiennes ne s'insèrent pas au sein des marchés étrangers et manquent de compétitivité (Williams, 1994, p. 26-29). De surcroît, la réforme sur la loi des brevets en 1872 conduit à un renversement dans leur attribution favorisant les entreprises états-uniennes plutôt que canadiennes, ce qui place l'industrie canadienne dans une position de dépendance technologique avec les États-Unis. Ce contexte force les ententes

---

<sup>46</sup> 31 % des biens provinciaux exportés sont destinés à l'étranger comparativement à 22 % envoyés aux autres provinces (Williams, 1994, p. 15).

<sup>47</sup> Effectivement, entre 1901 et 1915, 27 % de la formation brute de capital du Canada est dirigé vers le chemin de fer. De plus, les fermes des prairies obtiennent un investissement de 15 % du capital national formé. À titre comparatif, les industries, les équipements et la machinerie minière reçoivent 7 % d'investissement.

de permis industriels d'entreprises canadiennes avec les branches américaines afin d'avoir l'accès aux technologies, processus qui est souvent moins coûteux que d'assurer le développement d'un nouveau concept. Ainsi, non seulement l'industrie canadienne ne possède pas de part dans les technologies brevetées, mais les machines auxquelles elles ont accès sont souvent des machines défaussées par les entreprises américaines. Le développement industriel du Canada est donc dépendant des États-Unis pour les brevets, les permis et la machinerie, ce qui ne permet pas l'essor d'une industrie compétitive dans la mesure où il s'agit d'équipements de seconde main (Williams, 1994, p. 34 à 37).

Au 20<sup>e</sup> siècle, l'économie canadienne est dominée par les corporations états-uniennes<sup>48</sup>. Lorsque l'on ajoute la dépendance technologique des entreprises canadiennes, les échanges avec les États-Unis favorisent une collaboration étroite entre les syndicats canadiens et le mouvement ouvrier américain. La coopération entre les syndicats canadiens et américains favorise l'exposition au *Gomperism* au sein du mouvement syndical canadien<sup>49</sup>. Le *Gomperism* est un concept selon lequel les syndicats ne devraient pas avoir pour objectif de former un parti politique, mais devrait continuellement rechercher la meilleure option pour le mouvement (Brodie et Jenson, 1980, p.31). L'influence conservatrice du *Gomperism* se fait ressentir au sein du TLC alors qu'en 1918 l'organisation vote pour le remplacement de son président et de son vice-président socialiste et sympathisant à l'endroit de l'Ouest canadien (Brodie et Jenson, 1980, p. 98)<sup>50</sup>.

Les conflits linguistiques et raciaux ne sont pas les seuls éléments minant le mouvement ouvrier. Comme il est mentionné chez Michael D. Ornstein et al., la structure fédérale conduit les conflits

---

<sup>48</sup> Lors de cette période, les États-Unis contrôlent plus de 40 % des industries manufacturières et minières du Canada (Williams, 1994, p. 14).

<sup>49</sup> Plus que l'influence du *Gomperism* et la tendance du mouvement syndical à s'allier avec ceux des États-Unis, le 19<sup>e</sup> siècle permet le développement de liens forts entre l'économie canadienne et américaine, qui, surtout lors de la Grande Dépression, remplace l'influence britannique. Les développements économiques dépendront de plus en plus des États-Unis (Brodie et Jenson, 1980, p. 157).

<sup>50</sup> La direction est remplacée par un syndicaliste international et ami personnel de Samuel Gompers.

de classes à s'insérer davantage au sein de l'espace politique provincial plutôt que fédéral<sup>51</sup>. De plus, contrairement aux États-Unis, les élections entre les différents paliers de gouvernement au Canada s'effectuent à des dates différentes, ce qui favorise un transfert des intérêts de classes entre les niveaux de gouvernement<sup>52</sup> (Ornstein *et al.*, 1980, p. 231-232). Un argument additionnel abordé par les auteurs concerne la croissance économique régionale inégale ne permettant pas l'avènement d'une classe ouvrière nationale unie. Le Canada connaît un développement industriel inéquitable et irrégulier, ce qui conduit à l'essor de conflits entre les centres urbains et les périphéries agraires. Dans cette perspective, la formation du clivage de classe s'effectue de façon fragmentée et régionalisée (Ornstein *et al.*, 1980, p. 233). Essentiellement, le développement économique conduit à une division entre l'Ouest canadien agraire et l'Est industrialisé<sup>53</sup>. Par conséquent, malgré la hausse des tensions entre les travailleurs et les bourgeois, accentuée à la suite de la conscription lors de la Première Guerre mondiale, le TLC n'est pas en mesure de former un parti des travailleurs cohérent capable d'unir les deux blocs régionaux (Brodie et Jenson, 1980, p. 86 à 89).

Comme il a été mentionné précédemment, l'économie canadienne du 20<sup>e</sup> siècle repose principalement sur l'extraction de ressources pour une consommation externe. Ainsi, lors de la crise économique des années 1930, la tendance isolationniste de l'économie internationale a eu pour effet d'amplifier la crise au Canada (Williams, 1994, p. 40). La crise conduit à la fois à l'effondrement de l'industrie manufacturière à l'Est et de l'industrie agricole à l'Ouest. Considérant que l'exportation des ressources naturelles représente la raison d'être de l'économie canadienne, lorsque le marché international impose des barrières protectionnistes afin de limiter les effets de la

---

<sup>51</sup> L'argument semble encore plus pertinent lorsque l'on considère que la FCC/NPD bénéficie d'une modeste influence au sein de l'espace politique fédéral, mais qu'il est parvenu à s'imposer au sein de quelques provinces comme la Saskatchewan, l'Ontario et la Colombie-Britannique.

<sup>52</sup> Pour Brodie et Jenson, la structure canadienne repose sur une division des pouvoirs. À cet effet, pendant une longue période, le droit de vote est limité, ce qui a pour conséquence de limiter l'obtention de levier pour le mouvement ouvrier (Brodie et Jenson, 1980, p. 86-89).

<sup>53</sup> Lors de la Première Guerre mondiale, les provinces de l'ouest seront touchées par une hausse importante du taux de chômage et de l'inflation. Le Québec et l'Ontario sont aussi touchés par une hausse de l'inflation, mais celle-ci affecte principalement les produits céréaliers, ce que produisent davantage les provinces de l'ouest.

crise, les ressources produites par le Canada cessent d'être vendues sur les marchés étrangers. Le contexte cause un effondrement économique pour l'ensemble du pays (Williams, 1994, p. 40-41). Bien que les initiatives conduisant à l'avènement d'un parti des travailleurs débutent au cours des années 1920, la Grande Dépression agit comme catalyseur permettant l'avènement de la Fédération du Commonwealth coopératif (FCC) en 1933. Lors de cette période, la crise de l'idéologie du *laissez-faire*, crée les conditions pour la fondation de la FCC, puisque les échecs du système capitaliste ont conduit à un effritement de la loyauté des électeurs envers les partis traditionnels. Le parti repose sur une alliance entre trois groupes de gauche<sup>54</sup> qui militent tous pour une action politique directe, ainsi que la formation d'un nouveau parti politique (Brodie et Jenson, 1980, p. 156-161, p.165). La fondation du parti repose donc sur une union entre les socialistes, les fermiers de l'ouest et de l'Ontario et les intellectuels. Cependant, cette alliance est aux prises avec plusieurs contradictions internes, lesquelles, à terme, mènera le parti pour les années à suivre (Brodie et Jenson, 1980, p. 155). Pour comprendre ces contradictions, il faut d'abord explorer les groupes qui composent le parti et leurs motivations.

Au sein de la FCC, les socialistes ont longtemps été divisés entre les communistes et non-communistes. Les premiers sont méfiants des initiatives réformistes et ils sont en attente de la prise du pouvoir par la révolution. L'autre groupe se qualifie davantage comme des sociaux-démocrates. Ils voient le capitalisme comme un système de relation et d'exploitation de classes à éliminer par l'entremise de réformes parlementaires<sup>55</sup>. Bien qu'il forme le groupe majoritaire, les sociaux-démocrates ont conscience que le contexte canadien ne permet pas de suivre aveuglément le cas du *Labour Party* britannique. En effet, le niveau d'industrialisation canadien n'est pas suffisant pour fonder un parti avec un électorat composé majoritairement d'ouvriers. Devant le sous-développement de la force ouvrière et de ses organisations, il y a une reconnaissance de l'importance des producteurs de matières premières, ce qui favorise l'alliance avec les fermiers

---

<sup>54</sup> Nous incluons les fermiers au sein de la gauche, malgré qu'ils soient moins favorables aux idées socialistes. Ils sont à gauche dans la mesure où la Grande Dépression permet au groupe d'être favorable à la gauche lors de la formation de la FCC.

<sup>55</sup> À noter que les sociaux-démocrates sont sous une forte influence du Labour britannique et de la société Fabian et du mouvement chrétien progressiste.

(Brodie et Jenson, 1980, p. 166 ; Naylor, 2016, p. 112 à 114). Les fermiers forment le deuxième groupe de l'alliance. Avec la mort de leur parti progressiste et la réalisation de leur place sur de l'échiquier politico-social, ils reconnaissent la nécessité d'une alliance avec les ouvriers et les intellectuels. L'union est motivée par l'espoir d'être plus entendu qu'avec les libéraux<sup>56</sup>. Le dernier groupe est composé d'intellectuels socialistes de la Ligue pour la reconstruction sociale (LRS). Ils vont contribuer à l'élaboration du programme du parti et permettront à la FCC de rejoindre un public plus large (Brodie et Jenson, 1980, p. 168 ; Naylor, 2016, p. 113 à 115).

La difficulté du parti se trouve dans la gestion de ses contradictions. Lors de la Grande Dépression, les fermiers sont en accord avec le socialisme comme remède (Naylor, 2016, p. 305). Or, à long terme, les buts ne sont plus compatibles, puisqu'ils ne sont pas des ouvriers. Ils forment ce que Brodie et Jenson qualifient d'une classe de petits bourgeois<sup>57</sup> (Brodie et Jenson, 1980, p. 170). La fondation de la FCC repose sur le *Manifeste de Regina*, un document politique où l'orientation et les objectifs sont radicaux<sup>58</sup>. Le parti est une construction ouvrière, mais la base demeure agricole. L'organisation est donc radicale pour les fermiers, mais pas suffisamment pour les ouvriers. Une autre problématique se trouve dans la tendance conservatrice au sein du mouvement syndical. Lors de sa fondation, la FCC tient pour acquis que les ouvriers vont naturellement voter pour un parti socialiste. Or, le faible taux de syndicalisation et les divisions au sein du mouvement vont miner une fois de plus le parti<sup>59</sup>. Tandis que la FCC se qualifie comme un parti des travailleurs, l'organisation politique ne bénéficiera pas de l'appui du TLC, puisque celui-ci favorise le maintien

---

<sup>56</sup> Malgré le fait que plusieurs des anciens membres du parti progressiste ont intégré le Parti libéral.

<sup>57</sup> Le parti ouvrier se présente comme solution à la fois pour les ouvriers et les fermiers, mais pour les travailleurs agricoles, le parti est une solution temporaire afin d'assurer la protection de la production indépendante. Le dilemme au sein du parti ne sera pas perçu avant la reprise économique à la fin de la décennie (Brodie et Jenson, 1980, p. 170).

<sup>58</sup> Comme la nationalisation de la propriété privée, socialisation des banques, ou encore une économie contrôlée par le gouvernement (Boyko, John, 2021).

<sup>59</sup> La FCC est plus acceptée en Colombie-Britannique puisque les gens sont affiliés à un parti socialiste (Brodie et Jenson, 1980, p. 171).



d'une attitude de non-partisanerie avec tous les partis, en accord avec le *Gomperism* (Brodie et Jenson, 1980, p. 171).

Comme le mentionne James Naylor, les transformations que subit le Canada lors de la Deuxième Guerre mondiale conduisent à l'émergence de nouveaux enjeux pour la classe ouvrière<sup>60</sup>. Cette période a permis au Canada d'effectuer la transition vers une nation industrielle, en plus d'une transition vers l'État-providence pour assurer la gestion du capitalisme. Effectivement, lors de cette période, le rôle de l'État au sein de l'économie change. Que ce soit par la possibilité de prendre le contrôle de la production afin d'assurer l'effort de guerre ou par le biais de programmes du travail afin d'assurer l'emploi, la ligne séparant l'entreprise privée et l'État est devenue plus floue. De plus, l'adoption d'une version canadienne du *Wagner Act*, ainsi que l'adoption de politiques favorables pour les travailleurs comme les allocations familiales démontrent la possibilité pour l'État d'intervenir au sein du quotidien des ouvriers. Devant les gains obtenus lors de la période de guerre, les travailleurs souhaitent lutter afin de maintenir les droits acquis et leur place au sein du nouveau système, plutôt que de le remplacer (Naylor, 2016, p. 310-311). Dans cette optique, la plateforme de la FCC vise davantage à réguler le capitalisme de l'après-guerre au Canada, que le modifier. La critique ne porte plus sur le système, mais plutôt sur l'effet des monopoles, de la concentration et des grosses entreprises (Brodie et Jenson, 1980, p. 196 ; Laycock et Erickson, 2015, p. 15 ; Naylor, 2016, p. 313). Le virage idéologique est aussi dû à une volonté de plaire au TLC et aux radicaux du *Committee for Industrial Organization* (CIO). Alors que l'élection de 1940 est une défaite pour le parti des travailleurs, elle semble témoigner de l'ascension de la FCC qui se positionne pour devenir le parti d'opposition<sup>61</sup>. Entre 1941 et 1945, les partis provinciaux de la FCC forcent la coalition entre conservateurs et libéraux en Colombie-Britannique et au Manitoba, ils deviennent l'opposition officielle en Ontario et prennent le pouvoir en Saskatchewan (Brodie et Jenson, 1980, p. 202).

---

<sup>60</sup> Comme l'augmentation de la taille des usines et des mines, mais aussi le manque de logement et la surpopulation de ceux-ci (Naylor, 2016, p. 309)

<sup>61</sup> L'idée se cristallise lorsque le parti bénéficie de l'appui du CCL qui perçoit le parti comme son bras politique.

La période d'après-guerre cause au sein du parti une angoisse, alors que la peur de revivre les années de la Grande Dépression conduit l'organisation à modifier de nouveau son programme. Plutôt que de viser la nationalisation, comme le parti mentionnait pendant la guerre, la FCC adoucit son programme réformiste, proposant de modifier le capitalisme seulement lorsque nécessaire afin d'assurer l'État-providence. Il ne s'agit plus d'effectuer l'éradication du système, comme il était mentionné lors de sa fondation. Le caractère de classe qui composait le parti cesse d'exister (Naylor, 2016, p. 314-315). La déradicalisation s'effectue dans l'optique de maximiser les chances de remporter les élections, puisque malgré tout, le parti tient pour acquis que la période d'après-guerre devrait favoriser l'élection d'un parti de gauche. Une motivation supplémentaire derrière ce recentrage du programme vient d'une volonté de répondre aux contradictions engendrées par la coalition. Le mouvement syndical est plutôt conservateur et l'adoucissement crée de meilleures chances pour des rapprochements<sup>62</sup> (Brodie et Jenson, 1980, p. 200-201). Ultimement, la déradicalisation du programme de la FCC permettra aux libéraux de reprendre certains aspects de leurs propositions et de les appliquer, ce qui aura pour effet de miner le parti (Brodie et Jenson, 1980, p. 204-206).

Finalement, une fusion de la TCL et du *Canadian Congress of Labour* (CCL) mène à la naissance de la CLC en 1956. Cette organisation est un acteur important lors de la fondation du NPD, un parti social-démocrate, en 1961 (Brodie et Jenson, 1980, p. 215). Contrairement au FCC, le NPD jouit de liens organisationnels et financiers avec le CLC. Un des objectifs de la transition de la FCC vers le NPD est à la fois de consolider les liens avec les syndicats et les travailleurs organisés<sup>63</sup> (Laycock et Erickson, 2015, p. 15). Un but additionnel était de mettre sur pied un nouveau programme afin d'attirer l'électorat de la classe moyenne. À cet effet, le parti procède à une réorientation de ces objectifs, ce qui conduit au retrait des références concernant la nationalisation. L'objectif du parti est d'assurer que l'ordre social permet la liberté et l'équité pour tous les individus (Brodie et Jenson,

---

<sup>62</sup> À l'époque, les objectifs des syndicats consistent à améliorer les salaires et les capacités de négociation. Ils n'ont pas pour objectif d'effectuer une révolution socialiste (Heron, 2012, p. 10).

<sup>63</sup> Bien que la transition ne conduit pas à une percée significative dans le nombre de représentants, le NPD va tout de même augmenter sa popularité auprès de l'électorat et voir son pourcentage de voix augmenter (Laycock et Erickson, 2015, p. 15-16).

1980, p. 296). Lors de la fondation du NPD, il y a une volonté des dirigeants de calquer la structure du *Labour Party* britannique. Par l'union entre les centrales syndicales et le parti, l'idée du succès politique reposait sur le fait que les membres allaient naturellement appuyer un parti qui profite de l'appui des centrales. La problématique est que la campagne dirigée par le CLC concernant la fondation d'un nouveau parti est initiée par les dirigeants plutôt que par la base. L'organisation du NPD est plutôt de type *top-down* que *bottom-up*. Le mouvement syndical n'est pas inclus dans son ensemble et les dirigeants ne sont pas neutres dans la mesure où, plusieurs demeurent associés au Parti libéral (Brodie et Jenson, 1980, p. 241).

En somme, la dynamique dans laquelle se développe le mouvement ouvrier canadien est très différente du cas britannique. Le mouvement ouvrier britannique ne repose pas uniquement sur l'activité syndicale, alors que le mouvement socialiste britannique lance le premier parti travailliste en 1893<sup>64</sup>. De plus, le mouvement syndical britannique n'effectue pas l'internationalisation comme le Canada, c'est-à-dire qu'il ne cherche pas à s'associer à d'autres associations syndicales, comme ce fut le cas entre les syndicats canadiens et américains (Heron, 2012, p. xiii). La cohabitation entre travailleurs spécialisés et non spécialisés<sup>65</sup> est tendue par moment, notamment lorsque les artisans par exemple, perdent leurs leviers au chapitre de la production de certains articles par exemple, ou sur le rythme de travail souhaité<sup>66</sup> (Heron, 2012, p. 17). Cette tendance est encore une fois très différente de ce qui a été développé au sein du contexte britannique. Quoique difficile au départ, le syndicalisme britannique connaît des changements importants lorsqu'une forme plus contestataire fait son apparition. Cette nouvelle forme parvient à organiser les travailleurs moins spécialisés ainsi que les femmes en plus d'abaisser le niveau des cotisations, ce qui a pour effet d'accroître les rangs

---

<sup>64</sup> À cet égard, il faut rappeler que le mouvement ouvrier britannique repose sur une collaboration à la fois du mouvement syndical et du mouvement socialiste. Au Canada, le mouvement socialiste n'est pas suffisamment influent pour fonder un parti ouvrier à l'image du ILP.

<sup>65</sup> La notion de travailleurs spécialisés est entendue comme les artisans spécialisés. Les travailleurs dits non spécialisés sont les ouvriers au sein des usines.

<sup>66</sup> Les artisans au sein de leur syndicat représentent l'aristocratie ouvrière et se concentrent davantage à protéger leur statut qu'à développer des liens avec les travailleurs non spécialisés, ou encore avec les femmes.

ouvriers<sup>67</sup> (Reid, 1955, p. 19). Le contrôle du parti est extra-parlementaire et l'affiliation à un candidat s'établit à l'extérieur de l'organisation du parti soit par le LRC. Au Canada, l'organisation du mouvement ouvrier est minée par les vagues d'immigration qui modifient la composition de la classe et alimentent la division. En contraste à l'organisation extra-parlementaire du LP, l'affiliation au parti des travailleurs du Canada est une liberté laissée aux syndicats locaux (Brodie et Jenson, 1980, p. 241 ; McLean, Alain, 1980, p. 41).

### **2.3 Imposition des clivages dans le cas britannique et canadien**

Un aspect additionnel au sein de la théorie proposée par Lipset et Rokkan concerne l'hypothèse du « gel des alternatives partisanses » (Frogner, 2007, p. 283). Selon les auteurs, le système partisan des années 1960 est, à quelques exceptions près, le reflet du système partisan des années 1920 (Hottinger, 1995, p. 58). Les clivages s'institutionnalisent en parti politique à la suite d'une révolution, ou d'un choc qui vient perturber l'équilibre des forces. Comme nous l'avons vu au chapitre 1, les divisions prennent la forme de clivages. Ceux-ci sont, dans certaines conditions, repris par les partis politiques, lesquels par leur positionnement, témoignent de leur intégration au sein de l'espace politique. L'ensemble des offres politiques constitue le système de partis.

Pour le contexte britannique, la perturbation de l'équilibre des forces politiques arrive en deux temps, puisque malgré l'accroissement du nombre d'électeurs suite au *Reform Bill* de 1867, puis de 1884, les associations syndicales vont offrir leurs appuis au Parti libéral de 1868 jusqu'au tournant des années 1890, bien que la relation s'effrite déjà à partir des années 1880 (Reid, 1955, p. 22). D'une part, comme nous l'avons établi lors du chapitre 1, pour qu'une division sociale se traduise au sein de l'espace politique, une identité claire doit être partagée au sein du groupe. Au tournant du 19<sup>e</sup> siècle, la Révolution industrielle crée les conditions pour le développement d'une identité de classe, aussi appelé une conscience de classe. La Révolution industrielle entraîne une dégradation des conditions de vie chez les travailleurs. Additionnés à la salarisation et la

---

<sup>67</sup> Les premières formes de syndicats permettent l'intégration d'un nombre limité de travailleurs (10 % en 1885) dans la mesure où le montant des cotisations est trop élevé et il est difficile de se qualifier comme travailleurs (Reid, 1955).

massification du travail au sein d'usines plus imposantes, les travailleurs développent une conscience de classe à travers les difficultés de leur quotidien (Phillips, 1992, p. 4). D'autre part, l'identité doit être mobilisée par une organisation politique. Le *Reform Bill* de 1867, puis de 1884, ont pour effet d'accroître l'électorat en incorporant la classe ouvrière. Cependant, il importe de rappeler que le mouvement syndical du 19<sup>e</sup> siècle demeure dominé par la doctrine du volontarisme, qui repose essentiellement sur la négociation de conventions collectives, ce qui limite l'intérêt du mouvement syndical de s'insérer dans l'espace politique<sup>68</sup>. Dans cette optique les syndicats offrent leur appui aux libéraux, puisqu'ils ne peuvent pas compter sur une base électorale stable.

Avec le temps, la dégradation des conditions de vie conduit à une hausse de la syndicalisation<sup>69</sup> et d'une remise en question du volontarisme par la nouvelle génération au sein du mouvement syndical<sup>70</sup> (Reid, 1955, p. 41). L'émergence de cette nouvelle identité conduit à une redéfinition des visées syndicales. Un exemple de cette transition au sein du syndicalisme britannique est la victoire du *new unionism* et de la grève des *London dockers*, en 1889, qui obtiennent la majorité de leurs demandes. Pour Reid, cet événement marque le début d'une nouvelle phase du mouvement syndical qui passe de la défensive à l'attaque (Reid, 1955, p. 40-41). Les conditions sociales facilitent la transition d'un clivage dans l'espace politique, mais comme le mentionne Mair, l'agent premier est le parti ou les autres instances qui interviennent sur ces conditions (Mair, 2006b, p. 3). L'intérêt croissant du mouvement syndical dans sa volonté d'intervenir dans l'espace politique permet le rapprochement et l'élaboration d'une alliance avec le mouvement socialiste, qui ultimement conduit à l'avènement du LP. L'objectif est de former une organisation politique pour

---

<sup>68</sup> Le mouvement syndical de la fin du 19<sup>e</sup> siècle ne porte aucun intérêt à s'impliquer dans une lutte électorale et c'est pour toutes ces raisons qu'ils appuient les libéraux. Le but de cette alliance est d'obtenir des clauses favorables pour les syndicats lors de la négociation de convention collective. De surcroît, l'idée dominante est que le pouvoir politique ne devrait en aucun cas s'ingérer dans le processus de négociation (Fenley, 1980, p. 52).

<sup>69</sup> En effet, si en 1888 1/10 ouvrier est syndiqué, ce nombre passe à 1/3 en 1914 (Phillips, 1992, p. 4).

<sup>70</sup> Comme le rapporte Reid, devant l'augmentation du nombre de membres et l'intervention du Parlement qui déséquilibre la négociation entre les entreprises et les syndicats, le mouvement syndical développe une volonté de rassembler les travailleurs et leur enseigner comment utiliser leur nouveau pouvoir politique (Reid, 1955, p. 40-41).

les travailleurs, puisque les libéraux ne sont pas suffisants pour assurer des gains favorables aux ouvriers<sup>71</sup> (Reid, 1955, p. 42). À sa fondation, le LP s'insère dans une alliance avec les libéraux, puisqu'il s'agit du seul moyen permettant leur représentation (Reid, 1955, p. 22). Avec le temps, les travailleurs vont être en mesure de s'établir dans l'espace politique à l'extérieur d'une alliance avec les libéraux, puisqu'ils sont en mesure de compter sur un électorat dont l'identité est définie et mobilisée. À partir de 1924, le LP remplace les libéraux comme alternative aux conservateurs et, pour reprendre les termes de Lipset et Rokkan, un nouveau système de partis s'impose, une dualité entre le Parti conservateur et le *Labour Party*.

Le cas canadien présente plusieurs différences avec le cas britannique. Effectivement, alors que le Royaume-Uni a des partis très classistes, le clivage de classe au Canada a un impact limité sur le vote, puisque le paysage politique est dominé par trois autres clivages. Les principaux déterminants politiques au Canada sont les clivages régionaux, linguistiques et religieux (Gethin *et al.*, 2021, p. 206-207). La domination de ces clivages sur la scène politique canadienne comparativement au vote de classe s'explique en partie par les nombreux échecs du NPD à s'établir comme force politique à la Chambre de communes. Comparativement à d'autres démocraties comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, Amory Gethin avance que les mouvements socialistes canadiens n'ont jamais eu suffisamment d'influence pour forcer les libéraux et les conservateurs à s'unir comme ce fut le cas dans le contexte britannique alors que le *Labour Party* remplace les libéraux comme deuxième force politique en 1924 (Gethin *et al.*, 2021, p. 204).

Une hypothèse additionnelle concernant les échecs du NPD pourrait être attribuée à la régionalisation de la politique canadienne et des échecs à s'associer avec les syndicats du Québec. Autrement dit, le NPD ne parvient pas à rassembler les provinces de l'ouest canadien, plus rural et les syndicats du Québec<sup>72</sup> (Gethin *et al.*, 2021, p. 204 et 207). Comme nous l'avons mentionné, la

---

<sup>71</sup> Un sentiment de frustration et d'exaspération de la part du mouvement syndical, alors que les échecs répétés des différentes administrations libérales à régler les besoins des travailleurs ont conduit le mouvement à s'organiser autrement (Reid, 1955, p. 43).

<sup>72</sup> Devant ce constat, il semble que la transition de la FCC vers le NPD n'a pas permis de résoudre la problématique concernant le manque de cohésion nationale. Lors de la Première Guerre mondiale, les

classe agraire et ouvrière n'est pas compatible dans la mesure où les travailleurs ruraux sont davantage des membres de la classe moyenne, ce qui complique leur adhésion aux visées socialistes. Considérant que le mouvement ouvrier repose sur l'alliance entre ces deux groupes, la formation d'une identité durable est difficile. La Grande Dépression permet l'émergence de la FCC, mais l'alliance n'est que temporaire. Les clivages régionaux au Canada expliquent environ 5 % du vote et se présentent souvent comme l'ouest agraire contre l'Est urbain (Gethin *et al.*, 2021, p. 73). Bien que son influence soit limitée, Elisabeth Gidengil et al. mentionnent que la région et la religion sont des facteurs dont l'influence est plus importante que la classe pour déterminer le vote (Gidengil *et al.*, 2012, p. 20).

Une explication alternative concernant la faiblesse du clivage de classe au Canada est abordée chez Jon H. Pammett lorsqu'il recense les différentes théories concernant le sujet. L'une de ces hypothèses associe la faiblesse d'un vote de classe aux institutions, plus précisément les syndicats, dans la mesure où ils n'auraient pas renseigné suffisamment leurs membres envers les enjeux de classe. De plus, plutôt que de lutter pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, les syndicats préféreraient militer pour l'amélioration des conditions des membres affiliés à l'organisation. Dans ce contexte, les syndicats apparaissent davantage comme un groupe d'intérêt plutôt qu'un mouvement ouvrier uni<sup>73</sup> (Pammett, 1987, p. 273-281). Sur ce point, Pammett rejoint ce que nous mentionnons de Mair. L'identité doit être partagée par les membres et s'associer à un ensemble de valeurs (Mair, 2006b, p. 3-4). Ainsi, le vote de classe doit être précédé par le développement d'organisations qui institutionnalisent l'identité, puis remettent en cause les définitions du politique qui traitent des relations en termes non classistes (Brodie et Jenson, 1980, p. 8).

---

disparités économiques ne permettant pas l'établissement d'une cohésion de classe entre l'Ouest canadien agraire et l'Est industriel.

<sup>73</sup> Pammett ajoute qu'il était difficile pour une organisation de militer pour l'ensemble du mouvement ouvrier, puisque les intérêts des travailleurs syndiqués diffèrent des non-syndiqués (Pammett, 1987, p. 281). Sur ce point, il rejoint ce que nous mentionnons précédemment que le mouvement ouvrier canadien n'est pas autant uni que l'exemple britannique.

Sans une organisation adéquate, les clivages de classe sont submergés et rarement visibles dans le comportement électoral (Brodie et Jenson, 1980, p. 8-9). Dans le cas canadien, la recherche nous apprend que le clivage de classe a un impact limité sur le vote. Le paysage politique est plutôt dominé par trois autres clivages, soient les clivages régionaux, linguistiques et religieux (Gethin *et al.*, 2021, p. 206-207). Devant ce constat, la littérature a pour longtemps accordé peu d'attention à son étude dans la mesure où son existence était peu reconnue (Polacko *et al.*, 2022, p. 664). Cela dit, bien que sa force au sein du système partisan canadien soit modeste, l'appui dont bénéficie le NPD à partir du clivage de classe se maintient entre 1965 et 2019 (Polacko *et al.*, 2022, p. 663). Autrement dit, pour faire contraste avec ce qui a été mentionné précédemment au sujet de la faiblesse du vote de classe, celui-ci n'est pas inexistant au sein du contexte canadien. Tandis que son influence est limitée, la force de ce clivage demeure stable d'une élection à l'autre.

Brodie et Jenson accordent une grande importance aux syndicats dans la mobilisation des travailleurs et leur positionnement idéologique. Ainsi, la coopération entre les syndicats dans la formation d'un « labour » est essentielle (Brodie et Jenson, 1980, p. 13). Comme il a été établi dans le contexte britannique, l'institutionnalisation du clivage de classe se fait par le TUC, qui par la hausse de la syndicalisation, permet l'éducation des travailleurs quant à leur pouvoir politique nouvellement acquis. À l'image des Britanniques et du TUC, le mouvement ouvrier canadien parvient en 1892 à fonder le TLC afin de faciliter l'organisation des syndicats locaux. Cependant, son influence sera limitée par les divisions linguistiques et ethniques causées par la politique migratoire de l'État canadien (Heron, 2012, p. xi-xiii). En effet, l'économie canadienne est instable, puisqu'elle repose sur l'extraction de ressources pour un usage extérieur (Heron, 2012, p. xi-xiii). Glen Williams qualifie le rôle de l'économie canadienne comme le spécialiste en production de ressources auxiliaires aux États-Unis (Williams, 1994, p. 14).

Alors que les ouvriers britanniques développent un sentiment de solidarité à travers la massification de la production et l'essor des grandes corporations, la classe ouvrière canadienne est divisée par les vagues de travailleurs migrants. L'intensification du travail et la dégradation des conditions de vie affectent les travailleurs canadiens, mais la classe ouvrière canadienne ne parvient pas à se construire une identité de classe, puisque les différentes vagues migratoires viennent alimenter non



seulement les divisions raciales et linguistiques (Brodie et Jenson, 1980, p. 61), mais aussi religieuses et régionales (Gidengil *et al.*, 2012, p. 20). Cet afflux continue de travailleurs étrangers non syndiqués a pour effet d'alimenter une hostilité au sein de la classe ouvrière. Plutôt que de permettre l'adoption d'un clivage de classe au sein de l'espace politique canadien, celui-ci a été fragilisé par les divisions ethniques, linguistiques et régionales. Effectivement, à titre de rappel, le développement économique lors de la Première Guerre mondiale a conduit à une division entre l'ouest agricole et l'est industriel. Ainsi, malgré la hausse des tensions entre les travailleurs et les bourgeois<sup>74</sup>, le TLC n'a pas pu fonder un *Labour Party* capable d'unir les deux régions, puisque le clivage régional a eu préséance sur les enjeux de classe (Brodie et Jenson, 1980, p. 86-89).

Alors que la Révolution industrielle n'est pas suffisante pour permettre l'avènement d'une conscience de classe, la précarité économique des ouvriers industriels et agricoles lors de la Grande Dépression permet l'institutionnalisation des enjeux de classe au sein de l'espace politique par la fondation de la FCC en 1933 (Brodie et Jenson, 1980, p. 155). Le parti ouvrier canadien apparaît un peu plus de 30 ans après le *Labour Party*, mais contrairement à ce dernier cas, la FCC ne parvient pas à s'imposer au sein de l'espace politique. Le cas canadien est pertinent, car il expose l'idée que l'émergence d'un parti des travailleurs n'est pas automatique et que son avènement ne se traduit pas par son insertion au sein de l'espace politique. Malgré le fait que le TLC a joué un rôle significatif dans l'organisation et l'éducation des ouvriers quant à leur position sociale, celui-ci ne développe aucun lien avec la FCC. En effet, lors de sa fondation, le mouvement syndical canadien est trop désorganisé et divisé pour offrir un appui sérieux. Comme le rapporte la LSR, les ouvriers non qualifiés sont désorganisés sauf pour les travailleurs du chemin de fer, l'imprimerie, la construction, pour ne nommer que ces emplois. Pour les ouvriers syndiqués, ceux-ci sont divisés entre plusieurs tendances concernant les moyens d'action<sup>75</sup> (Brodie et Jenson, 1980, p. 163-164).

---

<sup>74</sup> Surtout pendant la guerre et l'imposition de la conscription.

<sup>75</sup> Au Québec, 26 894, soit plus de la moitié du total des ouvriers syndiqués de la province font partie de syndicats contrôlés par l'Église catholique. Ils sont donc anti-militants, anti-classes et antisocialistes.

Ensuite, tout comme le TUC au départ avec l'influence du volontarisme, la tendance conservatrice limite l'influence des idées socialistes au sein du mouvement (Cook et Taylor, 1980, p. 52-53). Or, comparativement à l'exemple britannique qui connaît un changement de leadership remettant en question les bases idéologiques du mouvement, le mouvement syndical canadien est influencé par le *Gomperism* du mouvement syndical américain (Brodie et Jenson, 1980, p. 157). Ainsi, pour faire le pont avec les travaux de Brodie et Jenson, contrairement à la remise en question qui s'effectue au sein du mouvement syndical britannique à partir des années 1880-1890, l'apport de l'influence américaine au sein du mouvement canadien favorise le maintien de la tendance non partisane des syndicats à l'égard de tous les partis. À terme, contrairement au cas britannique, les syndicats canadiens ne participeront pas à l'organisation des travailleurs dans l'espace politique. La FCC ne parvient pas à s'imposer sur la scène politique, puisque le parti assume que les ouvriers vont voter naturellement pour un parti socialiste. Cependant, les travailleurs n'étaient pas mobilisés autour d'une identité de classe, ce qui s'avère essentiel pour permettre son institutionnalisation (Brodie et Jenson, 1980, p. 171).

Un élément additionnel expliquant la faiblesse de la FCC, puis du NPD, au sein de l'espace politique canadien se rattache au niveau d'influence des mouvements socialistes. Comme nous l'avons déjà mentionné, lorsque l'on compare le cas canadien à d'autres démocraties comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, les mouvements socialistes canadiens n'ont jamais suffisamment d'influence pour forcer les libéraux et les conservateurs à s'allier. Pour le cas britannique, l'union s'est effectuée, alors que le parti travailliste remplace les libéraux comme deuxième force politique en 1924. Le *Labour Party* s'impose dans l'espace politique anglais, en profitant de la force du vote de classe et l'association des syndicats et des mouvements socialistes. Cette collaboration conduit les libéraux à s'unir avec les conservateurs. Du côté canadien, c'est davantage l'absence d'une implication du mouvement syndical lors de la fondation de la FCC, qui a joué un rôle significatif dans son incapacité à s'imposer dans l'espace politique. Pour reprendre la perspective de Brodie, la coopération du mouvement syndical est essentielle pour développer et organiser l'électorat ouvrier (Brodie et Jenson, 1980, p. 13).

Le cas britannique est un exemple représentatif du besoin de coopération. Comme le développe Cook et Taylor, l'effondrement du *Chartism* en 1848 a conduit à deux mouvements : le positivisme et le libéralisme. Pour la *Fabian society*, le progrès social est atteint par l'imposition de transformations radicales et par l'éducation. En 1872, un appel visant la formation est lancé par la gauche, mais très peu de membres s'investissent dans ce projet (Cook et Taylor, 1980, p. 3-5)<sup>76</sup>. En dépit des tensions idéologiques quant au positionnement du parti, ce n'est qu'à la suite de la fondation du LRC et donc de la participation des organisations syndicales<sup>77</sup>, en 1900, et la rédaction du programme politique, en 1918, que l'organisation du LP se solidifie (Cook et Taylor, 1980, p. 10).

À la lumière du cas britannique, l'argument de Gethin concernant la faiblesse du mouvement socialiste est valable. Cependant, l'imposition du *Labor Party* au sein de l'espace politique n'est pas attribuable uniquement à la force du courant socialiste, mais par l'implication du mouvement syndical. Pour le cas canadien, il n'y a pas eu une intégration de la sorte du mouvement ouvrier au sein de la FCC<sup>78</sup> (Brodie et Jenson, 1980, p. 199). L'absence de l'appui du mouvement syndical à l'égard de la FCC sera en partie responsable de son échec. En effet, comme il a été établi plus haut à travers les travaux de Brodie et Jenson, la naissance du parti repose sur plusieurs contradictions<sup>79</sup>.

---

<sup>76</sup> Ce n'est qu'en 1883 que les leaders syndicaux, les marxistes et la *Fabian Society* s'organisent autour des mêmes demandes, plus précisément le suffrage universel, l'abolition de l'autorité héréditaire, la nationalisation de la terre et du chemin de fer, une amélioration des conditions de vie, etc. À la suite de l'augmentation du nombre d'électeurs en 1884, une synthèse de plusieurs courants socialistes sans idéologie clairement identifiable, fonde le *Independent Labour Party* (ILP) en 1893. Le mouvement socialiste a pour but d'offrir une représentation politique à la classe ouvrière et d'attirer les syndicats à l'extérieur de l'influence des libéraux et lorsque possible vers les idées socialistes (Phillips, 1992, p. 2-6).

<sup>77</sup> Qui joue un rôle significatif dans la fondation du LP. Il s'agit de l'aile extra-parlementaire du LP réunissant à la fois le mouvement syndical et socialiste. Le comité est l'expression de l'alliance entre les deux mouvements (Phillips, 1992, p. 12).

<sup>78</sup> Il faudra attendre jusqu'en 1943 pour voir la CCL reconnaître la FCC comme le bras politique des travailleurs.

<sup>79</sup> L'orientation du programme du parti se fait dans une perspective ouvrière, mais les fermiers forment une classe de petits bourgeois. Ainsi, ils sont en accord avec le discours lors de la Grande Dépression, mais à long terme, celui-ci n'est pas compatible avec leurs revendications (Brodie et Jenson, 1980, p. 170).

À cet effet, le parti apparaît radical pour les fermiers et pas assez pour les ouvriers. En 1940, dans une tentative de plaire aux ouvriers agricoles, mais surtout d'aller chercher l'appui du TLC<sup>80</sup>, le parti des travailleurs modère son programme politique et vise plutôt à réguler et modifier le capitalisme de l'après-guerre au Canada. La critique n'est plus tant sur le système que sur l'effet des monopoles, de la concentration et des grandes entreprises (Brodie et Jenson, 1980, p. 196).

Animée par la peur<sup>81</sup> de la période d'après-guerre, la FCC recentre de nouveau son programme de nationalisation, au profit d'un nouveau programme réformiste proposant de modifier le capitalisme afin d'assurer l'État-providence pour la population. Autrement dit, il ne s'agit plus de faire l'éradication du système, mais de l'amender, puisque le langage de classe n'est pas compris au sein de la population. Le but est davantage de remporter les élections que de développer le langage de classe (Brodie et Jenson, 1980, p. 196-201). Bien que le parti considère que la période d'après-guerre devrait favoriser l'élection d'un parti de gauche, celui-ci sous-estime les partis bourgeois dans leur capacité à assurer un État-providence (Brodie et Jenson, 1980, p. 201). Pour Brodie et Jenson, l'adoucissement du programme de la FCC a eu pour effet de le rapprocher des deux partis bourgeois. À cet effet, le parti des travailleurs canadien se retrouve surtout concurrencé par les libéraux. Profitant du fait qu'il est au pouvoir, le Parti libéral s'inspire du programme de la FCC et effectue la transition vers l'État-providence afin d'assurer la gestion du capitalisme. Bien que peu convaincus du keynésianisme, les libéraux de Mackenzie King vont notamment offrir des concessions aux syndicats et adopter un programme interventionniste en favorisant la création de programmes sociaux pancanadiens (Bickerton, Gagnon et Smith, 2002, p. 89-90)<sup>82</sup>. Cette

---

<sup>80</sup> Qui sont plus conservateurs dans leurs objectifs politiques, puisqu'ils sont toujours sous l'influence du *Gomperism* (Brodie et Jenson, 1980, p. 196).

<sup>81</sup> Chez Brodie et Jenson, il est mentionné à plusieurs reprises que la fin de la Deuxième Guerre mondiale alimentait une peur pour la FCC de revivre l'après-guerre de la Première Guerre mondiale. Cette peur conduit à un adoucissement du langage afin de se rapprocher du mouvement syndical plus conservateur, mais surtout d'éviter les conditions difficiles vécues lors de la Grande Dépression. Chez Bickerton et al. c'est plutôt l'idée de maximiser les chances de remporter les élections qui motive la modération du programme (Bickerton *et al.*, 2002, p. 141-142).

<sup>82</sup> En 1 an, les libéraux vont désamorcer le radicalisme des syndicats industriels, créer un courant réformiste au sein des rangs du parti, le libéralisme de providence comme mentionné chez James

orientation du gouvernement libéral aura pour effet de faire basculer les appuis du TLC et du CCL à la FCC vers les libéraux pour obtenir des faveurs politiques plus favorables (Brodie et Jenson, 1980, p. 204). Le gouvernement libéral présente aux électeurs une possibilité de réformes sans l'incertitude socialiste. Pour Brodie et Jenson, le recentrage de la FCC a conduit le parti vers une bataille avec les bourgeois selon leurs termes. Alors que le parti des travailleurs s'appuie sur l'interventionnisme et les politiques sociales pour mobiliser le clivage de classe, celui-ci se vide lorsque les libéraux reprennent ce discours en l'intégrant à leur propre discours. En somme, dans une tentative de se rapprocher du mouvement syndical, l'adoucissement de la FCC permet au Parti libéral de faire la transition d'un parti du statu quo, à un parti prônant les réformes (Brodie et Jenson, 1980, p. 208 et 215).

La transformation qui s'opère au sein du Parti libéral du Canada est un autre élément qui diffère du cas britannique. Bien que le LP anglais ne se déradicalise pas lors de cette période, les échecs des administrations libérales vont, à terme, alimenter l'insatisfaction du mouvement syndical. À cet effet, celui-ci s'associe à la cause socialiste. Effectivement, comme le mentionne Reid, en 1874, il y a une tentative de la part du Parti libéral britannique d'incorporer le mouvement syndical au sein du parti. La condamnation des actes de piquetage finit par déplaire aux représentants syndicaux et rendre difficile toute coopération. Comme élaboré précédemment, le positionnement idéologique du mouvement syndical de l'époque n'est pas si éloigné des positions conservatrices du TLC. Lors de cette période, le mouvement syndical n'a aucune doctrine basée sur le conflit de classe. Ainsi, il ne s'agit pas de faire la guerre au capitalisme, mais d'assurer les gains par la négociation (Reid, 1955, p. 17-19). C'est finalement l'échec, jusqu'à la fin des années 1890, des législations existantes à protéger les travailleurs contre la dégradation des conditions de vie, qui favorise l'essor d'une nouvelle forme de syndicalisme et ultimement permet l'avènement du LP<sup>83</sup>. Contrairement à la

---

Bickerton, mettre sur pied un plan du plein emploi afin d'effacer les craintes associées à la fin de la guerre (Brodie et Jenson, 1980, p. 206).

<sup>83</sup> L'application du Factory Act est inefficace ou complètement absente. La protection est offerte à une minorité de travailleurs, puisque la majorité n'a pas accès à la mesure. De plus, il n'y a pas d'action du gouvernement pour lutter contre le chômage récurrent. La Commission Royale de 1884-85 révèle le mauvais état des logements, mais le gouvernement ne prend tout de même pas d'action (Reid, 1955, p. 37-40).

version britannique, le Parti libéral du Canada reconnaît le danger que représente la FCC et du besoin de réforme (Brodie et Jenson, 1980, p. 203 ; Lafrance, 2017, p. 272). La modération de la FCC et l'adoption du manifeste de Winnipeg<sup>84</sup> permettent à certains de croire qu'il s'agit d'un mouvement de protestation apaisé (Bickerton *et al.*, 2002, p. 142). En d'autres termes, les concessions libérales ne permettent pas l'exaspération du mouvement syndical, comme ce fut le cas au Royaume-Uni, mais au contraire favorisent leur collaboration.

Il y a une tentative d'incorporation du mouvement syndical à l'action d'un parti des travailleurs lors de la fondation du NPD en 1961. Pour les dirigeants de FCC et de la CLC<sup>85</sup>, il y avait un espoir de calquer la structure du LP britannique. Pour cette union, le succès politique reposait sur le fait que l'appui du syndicat au parti devrait mener à un appui des syndiqués, à l'image de la tendance britannique<sup>86</sup>. Or, l'inclusion du mouvement syndical est partielle dans la mesure où l'affiliation est un choix laissé aux syndicats locaux plutôt qu'une association de masse de tous les syndicats du CLC. Cette organisation pose des problèmes pour plusieurs raisons. D'une part, plusieurs dirigeants syndicaux sont favorables aux libéraux dans la mesure où le parti a fait plusieurs concessions au mouvement syndical. Ainsi, plusieurs syndicats demeurent favorables au Parti libéral et s'opposent à une affiliation au NPD<sup>87</sup>. D'autre part, plusieurs ouvriers sont peu familiers, voire hostiles au socialisme. Ces travailleurs ne souhaitent pas risquer leurs salaires pour la promesse d'une nouvelle société. Essentiellement, la base n'est pas prête pour appuyer un parti ouvrier (Brodie et Jenson, 1980, p. 240-241).

La base électorale n'est pas prête à appuyer un parti des travailleurs, puisque la stratégie n'a jamais reposé sur l'organisation partisane de la classe des travailleurs, mais sur une fédération (Naylor, 2016, p. 69). Plutôt que de s'opposer à l'idéologie dominante en établissant sa propre définition du

---

<sup>84</sup> Manifeste qui fait suite au manifeste de Régina.

<sup>85</sup> Naît à la suite de la fusion du CCL et du TLC en 1956.

<sup>86</sup> Tout comme la FCC, le vote de classe est attendu plutôt que mobilisé.

<sup>87</sup> En plus de l'influence du Gompersism qui décourage l'idée de fonder un parti des travailleurs.

politique, la FCC accepte la définition des partis bourgeois ce qui ne lui permet pas de gagner<sup>88</sup>. La Grande Dépression est le choc qui introduit les éléments permettant la fondation d'un parti des travailleurs. Comme l'entendait Mair, la situation d'extrême pauvreté qui affecte la population canadienne a pour effet de créer une nouvelle identité partagée par une catégorie sociale qui s'institutionnalise, lors de la fondation de la FCC (Mair, 2006b, p. 5). Cependant, le recentrage progressif du parti, dans une tentative de se rapprocher continuellement des autres classes, en décroissance dans la période d'industrialisation et du TLC, ne permet aucun développement du langage politique de classe, ce qui aurait permis l'alliance entre la classe ouvrière et le parti (Brodie et Jenson, 1980, p. 230). Elle témoigne du concept d'agentivité des partis dans la mesure où la conscience potentielle du cas canadien est influencée par la décision stratégique du parti d'inclure les membres des autres classes permettant des succès électoraux.

Il est important de mentionner qu'il y a une tentative au sein du NPD, initié par le mouvement Waffle en 1968, de faire du parti une véritable organisation socialiste. Le regroupement publie un manifeste pour un socialisme canadien indépendant et réintroduit le langage de classe, absent du NPD depuis des années (Brodie et Jenson, 1980, p. 280-281). Il y avait une volonté pour les intellectuels et les travailleurs de construire un socialisme adapté au cas canadien. La théorisation du mouvement Waffle représentait un point de rupture avec la FCC dans la mesure où, par le passé, le parti croyait devoir prendre le pouvoir pour développer le socialisme. À ce moment, il y a une reconnaissance du besoin de développer une continuité de classe pour permettre l'avènement du socialisme (Brodie et Jenson, 1980, p. 283). Cependant, le positionnement idéologique du mouvement Waffle met en danger le leadership du parti et représente un groupe radical pour les syndicats qui sont plutôt conservateurs. Pour Brodie et Jenson, cette dispute expose le fait que les forces modérées favorables à une orientation non classiste ont survécu dans les années 1960. À partir de ce point, le NPD se concentre à dénoncer le mauvais capitaliste plutôt qu'à exposer les

---

<sup>88</sup> Un exemple se trouve dans le développement économique des années 1950. La définition de la FCC de la classe moyenne intègre les cols blancs. Il y a une division entre les cols bleus, qui représente pour le parti les vrais ouvriers, et les cols blancs qui sont formés d'une petite bourgeoisie. Or, cette division et l'intégration de tous les cols blancs au sein de la catégorie de classe moyenne ne permettent pas d'expliquer à cette classe le gouffre entre les attentes et la réalité en matière de conditions de travail.

inégalités de classe en proposant un système capitaliste plus juste (Brodie et Jenson, 1980, p. 287). Finalement, le NPD forme un gouvernement de coalition avec les libéraux à plusieurs reprises, comme en 1972, mais le parti ne parvient pas à se démarquer. Plutôt que d'apparaître comme une alternative au sein du système de partis, l'accès à un gouvernement de coalition a pour effet de transformer la perception du NPD comme un des vieux partis (Brodie et Jenson, 1980, p. 287-288). En d'autres termes, par une mobilisation auprès de la classe moyenne, le NPD cherche davantage à remplacer les libéraux comme représentant de la classe moyenne que de former un parti des travailleurs.

Bien que la recherche concentre beaucoup de ressources à expliquer les échecs de la FCC et du NPD à s'imposer à l'image du *Labour Party* britannique au sein du système de partis, le contexte canadien permet tout de même l'institutionnalisation d'un parti des travailleurs. Cependant, les échecs de la FCC, puis du NPD à s'imposer comme alternative aux vieux partis ont permis d'observer des distinctions avec le cas britannique. Ces distinctions sont pertinentes dans la mesure où elles permettent de mettre en contraste le changement de système de partis qui s'opère au Canada. Pour le cas anglais, le changement de système de partis est facilement identifiable par l'arrivée en 1924 du LP comme alternative politique aux conservateurs. Un tel événement est absent du cas canadien, alors que la Grande Dépression permet simplement l'institutionnalisation d'un parti des travailleurs sans que celui-ci s'impose comme l'une des deux forces du système. De plus, l'opportunité de développer et de mobiliser l'identité de classe semble neutralisée par la tendance conservatrice du mouvement.

Considérant que le changement dans le nombre de partis au sein de l'espace politique n'est pas suffisant pour déterminer qu'un système de partis soit altéré (Mair, 2006b, p. 5-6), certaines personnes pourraient être tentées de croire que la séquence d'alternative de prise de pouvoir n'est pas altérée, puisque les conservateurs et les libéraux continuent de s'échanger le pouvoir et donc aucun changement de système de partis n'a lieu (Mair, 2006b, p. 6). Comme soulevé chez Bickerton et *al*, certes le triomphe du keynésianisme a favorisé la mise en place de l'État-providence par les libéraux, mais le repositionnement idéologique est attribuable à la puissance grandissante de la FCC pendant la guerre. Ainsi, King fut forcé de recentrer son parti afin de mettre



un terme à la progression des socialistes, résultant à l'adoption de lois progressistes (Bickerton *et al.*, 2002, p. 90). Le recentrage du Parti libéral a eu pour effet d'altérer le système de partis canadien, dans la mesure où l'accès au pouvoir a nécessité l'intégration de concessions pour le mouvement syndical.

Alors que le système précédent reposait sur un discours concernant l'unité nationale, les transformations engendrées par la Révolution industrielle et la Grande Dépression ont eu pour conséquence de transformer les stratégies pour accéder au pouvoir. Il ne s'agit plus de parvenir à une politique pancanadienne, mais de trouver la coalition gagnante. L'essor de la FCC, puis du NPD a conduit les libéraux à faire des concessions au mouvement syndical afin de gagner leur appui. La modération progressive du programme de la FCC, repris par le NPD, a permis cet ajustement des libéraux. La FCC/NPD n'a jamais pris le pouvoir au niveau fédéral, mais son institutionnalisation a conduit à une réorientation idéologique des partis bourgeois, ce qui avait été négligé par les libéraux et conservateurs dans le contexte britannique<sup>89</sup>. De surcroît, le succès dans certaines élections provinciales au cours des années 1941 à 1945 demeure non négligeable. Devant les difficultés concernant la formation d'une identité de classe dans une perspective nationale, la période d'après-guerre a favorisé l'arrivée de la FCC au niveau provinciale, mais son importance au sein du contexte québécois a été minimale. Nous nous tournons maintenant vers le cas québécois.

---

<sup>89</sup> Il faut tout de même rappeler que le FCC prend une place significative au sein de la politique provinciale, devenant l'opposition officielle dans quelques provinces et dans certains cas, remportant les élections.

## **CHAPITRE 3**

### **Étude du cas du Québec**

Le présent chapitre a pour objectif d'étudier, à la fois, le développement du mouvement ouvrier québécois, ainsi que l'évolution du système partisan du Québec des années 1960 à 1980 afin de mettre en lumière l'absence d'un parti des travailleurs au sein de l'espace politique provincial. À titre de rappel, l'hypothèse de recherche postule l'idée qu'au cours de cette période, le développement du clivage de classe est concurrencé par le développement d'un clivage souverainiste, monopolisé par le PQ ce qui conduit le mouvement syndical à appuyer le PQ et son projet référendaire plutôt que de former un parti ouvrier. En effet, une fois institutionnalisé, le système connaît un gel des alternatives partisans, ce qui ne permet pas l'espace pour une alternative ouvrière. L'émergence du PQ a donc eu pour effet de réduire l'espace disponible pour un parti des travailleurs. Néanmoins, les acteurs ne sont pas seulement les victimes du contexte politique dans lequel ils évoluent. Dans cette perspective, comprendre l'absence d'un parti des travailleurs au Québec nécessite une étude du rôle des acteurs politiques et du contexte politique. Autrement dit, d'un côté, nous allons explorer l'évolution du système partisan québécois et son influence sur le mouvement syndical et mouvement féministe. De l'autre côté, la recherche illustre les conséquences du développement des organisations sociopolitiques, ainsi que leur influence sur l'évolution du système de partis au Québec.

L'analyse du cas du Québec se divise en trois parties. D'abord, il s'agit de cerner le contexte de la Révolution industrielle au Québec afin de mettre en lumière les fondements de l'identité potentielle émergente, du caractère conservateur de cette identité et de son influence au sein du premier et deuxième système de partis. Cette partie a pour objectif de mettre en lumière à la fois les conséquences de la Révolution industrielle, mais aussi l'état de la modernisation économique et politique de la province. Ensuite, il s'agit d'analyser les conséquences du choc de la Révolution tranquille en lien avec l'affirmation de l'identité québécoise. D'une part, nous étudions le développement de l'identité francophone et du rattrapage associé à la modernisation politique. D'autre part, nous concentrons notre attention sur le développement du mouvement syndical québécois en analysant l'évolution de deux centrales majeures, soit la Fédération des travailleurs

et des travailleuses du Québec (FTQ) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN)<sup>90</sup>, puis sur le développement du mouvement féministe au Québec. Finalement, à la lumière du développement des organisations syndicales et féministes, il s'agit d'étudier l'évolution du système partisan québécois dans l'optique d'établir une piste explicative concernant l'absence d'un parti des travailleurs au Québec.

### **3.1 Modernisation et développement du Québec avant 1960**

Nous souhaitons rappeler que, selon les travaux de Peter Mair, trois conditions permettent l'émergence d'un clivage. D'abord, il doit y avoir une division sociale, une identité claire et partagée par l'ensemble d'un groupe ainsi qu'une traduction de cette division au sein d'une organisation politique (Mair, 2006a, p. 5). Selon lui, un système de partis a tendance à demeurer constant<sup>91</sup>. Cependant, à la suite d'un choc, de nouveaux clivages s'institutionnalisent ce qui a pour effet de perturber l'équilibre des forces du système précédent (Mair, 2006a, p. 6). Comme nous avons vu dans le chapitre 2, pour le cas britannique, la Révolution industrielle a permis l'avènement d'une conscience de classe, laquelle, jumelée à l'élargissement du suffrage et le développement des organisations syndicales et politiques, permet l'établissement d'un nouveau système de partis<sup>92</sup>. Pour le cas canadien, la Révolution industrielle permet la transformation de l'activité économique. Cependant, elle n'est pas suffisante pour permettre l'avènement d'une conscience de classe, puisque les différentes vagues migratoires du pays limitent son développement chez les travailleurs (Brodie et Jenson, 1980, p. 61). Les difficultés économiques engendrées au moment de la Grande Dépression permettent une alliance entre les divers secteurs de l'économie canadienne, permettant l'institutionnalisation du clivage de classe à travers l'avènement de la FCC en 1933 (Brodie et Jenson, 1980, p. 155). Autant pour le Royaume-Uni que pour le Canada, le choc de la Révolution industrielle transforme l'organisation économique et permet l'introduction de nouveaux paramètres contribuant à la naissance du clivage de classe. L'agrandissement du suffrage au Royaume-Uni et

---

<sup>90</sup> Par souci d'espace, nous ne développerons pas sur les transformations de la CEQ, bien que celle-ci soit perçue comme tout aussi influente que la FTQ et la CSN.

<sup>91</sup> Ce que Lipset et Rokkan entendaient par le « gel des alternatives partisans » (Frogner, 2007, p. 283).

<sup>92</sup> Pour plus de détail, consulter la revue de la littérature au Chapitre 1.

la Grande Dépression au Canada permettent l'établissement d'une identité potentielle, qui finalement s'organise en parti politique.

Au Québec, la Révolution tranquille est souvent associée à la transition d'un système politique conservateur dominé par la droite et la religion vers un modèle plus interventionniste et laïque (Pelletier, 2012, p. 215). Cependant, pour Sean Mills, la Révolution tranquille n'est pas une période de rupture avec le passé. Il s'agit plutôt d'un événement permettant des changements accélérés, puisque le processus a débuté au tournant du 20<sup>e</sup> siècle (Mills, 2011, p. 31). Selon l'auteur, l'influence du nationalisme Canadien français et l'identité potentielle canadienne-française s'établissent avant l'arrivée des années 1960. À cet effet, il importe d'explorer le contexte précédant la période qui nous intéresse, en cernant les effets de la Révolution industrielle à partir de 1900. Cette contextualisation permettra d'établir les fondements explicatifs des transformations poursuivies à la suite de la Révolution tranquille (Mills, 2011, p. 22). En d'autres mots, l'analyse du contexte précédant la Révolution tranquille est primordiale, puisqu'il s'agit du contexte dans lequel l'identité canadienne-française s'impose dans le système politique. À l'image du cas britannique et du cas canadien, la Révolution industrielle conduit le Québec dans une période de modernisation économique et politique. Ces changements se traduiront par une prise de conscience, d'abord économique, puis politique, de la part de la classe ouvrière francophone plus éduquée et plus urbaine (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63).

### **3.1.1 Contexte économique avant 1960**

Tout d'abord, comme le révèle Arnaud Sales, il est impossible de dissocier l'économie québécoise de l'économie canadienne. La référence contextuelle du Canada est essentielle, puisqu'une analyse concentrée uniquement sur le cas québécois ne permettrait pas de formuler une analyse complète<sup>93</sup>. Les deux contextes sont liés dans la mesure où le statut juridique du Québec relève du palier fédéral (Sales, 1979, p. 107). Comme nous l'avons mentionné au sein du chapitre 2, l'économie canadienne est dépendante du marché étranger et de l'investissement étranger. Au Canada, si

---

<sup>93</sup> Par exemple, il serait impossible d'expliquer la présence du capital étranger en réservant notre analyse uniquement sur le cas québécois (Sales, 1979, p. 107).

l'importance du capital industriel compte pour 42 % du PIB, l'industrie de transformation et de fabrication occupe 54,3 % des activités du secteur. Cependant, le contrôle étranger s'élève à 60 %<sup>94</sup> (Sales, 1979, p. 108-109). Pour Kenneth McRoberts et Dale Posgate, la croissance économique du Québec calque la tendance nord-américaine. D'un côté, l'industrialisation permet l'arrivée de capitaux financiers et l'essor du secteur manufacturier. Bien que traditionnellement rural, le secteur agricole du Québec perd de l'importance au profit du secteur manufacturier qui, entre 1900 et 1920, voit son apport au sein de la main-d'œuvre passer de 4 % à 38 %<sup>95</sup>. L'industrialisation au Québec débute réellement à partir de 1920 et s'étire jusqu'en 1936 (Quinn, 1979, p. 31). Tout comme le cas canadien, l'exploitation des ressources naturelles de la province, ainsi que le développement du secteur secondaire et tertiaire a permis au Québec de profiter de la croissance économique dont jouit l'ensemble du pays lors de la période d'après-guerre. Pour Kenneth McRoberts et Dale Posgate, deux indicateurs exposent la croissance économique du Québec. D'une part, l'approvisionnement en abondance de l'énergie hydro-électrique s'avère vital pour assurer le fonctionnement de plusieurs industries manufacturières comme les pâtes et papier et l'aluminerie. Entre 1921 et 1961, la production d'hydro-électricité, en millions de kWh, augmente significativement passant de 1791 à 50 433. D'autre part, la croissance de l'exploitation minière s'avère un indicateur significatif du développement économique dans la mesure où, dans les années 1950, le minerai de fer devient une ressource dont l'importance est en croissance<sup>96</sup>. Entre 1921 et 1961, la valeur de la production minière passe de 15 522 988 \$ à 455 522 933 \$ (McRoberts et Posgate, 1983, p. 49, 54 à 57).

---

<sup>94</sup> Par exemple, Sales rapporte que 69 % des actifs, 76 % des ventes et 79 % des profits du secteur minier sont contrôlés par des entreprises étrangères.

<sup>95</sup> La dépression et le déclin de l'emploi industriel ont provoqué une politique de retour à la terre par le gouvernement Taschereau. Cependant, la Seconde Guerre mondiale relance l'économie et permet de poursuivre la transition qui s'opérait au début de la Révolution industrielle (McRoberts et Posgate, 1983, p. 54).

<sup>96</sup> En plus du fer, les mines de cuivre et de zinc vont jouer un rôle important pour plusieurs régions du Québec. Ces régions connaissent une croissance importante lors de Seconde Guerre mondiale. À titre indicatif, en 1970, les mines enregistrent des revenus d'environ 800 000 000 \$ et emploient 25 400 des 1 590 000 personnes actives du Québec (McRoberts et Posgate, 1983, p. 56).

<b>Tableau 3.1 Répartition (en %) de la main-d'œuvre masculine et de la main-d'œuvre masculine francophone, par secteur économique, 1931-1971</b>				
<b>Année</b>	<b>Primaire</b>	<b>Secondaire</b>	<b>Tertiaire</b>	<b>Non précisé</b>
<b>1931</b>				
Total	30,1	29,8	33,8	6,3
Francophones	35,2	27,5	30,6	6,7
<b>1941</b>				
Total	31,6	36,6	30,2	1,6
Francophones	36,1	34,3	28	1,6
<b>1951</b>				
Total	20,9	41,1	35,9	2
Francophones	24	40,2	33,8	2
<b>1961</b>				
Total	12,4	38,8	46	2,8
Francophones	14,8	37,4	45	2,8
<b>1971</b>				
Total	5,6	35,2	51,2	8
Francophones	6,7	34,7	50,9	7,7
<b>Tableau reproduit de : McRoberts, Kenneth et Dale Posgate. Développement et modernisation du Québec. Paris : Les éditions du Boréal Express, 1983, 350 p. (p.58)</b>				

La province connaît une croissance économique importante à la suite de la Révolution industrielle. Or, bien que la croissance semble profiter aux francophones par une croissance du secteur primaire, le portrait est tout autre lorsque l'on compare la situation économique entre les francophones et les anglophones. Comme l'illustre le tableau 3.1, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la proportion de travailleurs au sein du secteur primaire a chuté de façon significative.

L'augmentation la plus importante se trouve dans le secteur tertiaire, soit celui des services, du commerce, etc. Cependant, cette transformation de l'emploi semble plus difficile chez les francophones, qui demeurent surreprésentés au sein des secteurs en perte de vitesse. Cet écart est

encore plus important au sein du secteur tertiaire, alors que celui-ci est considéré comme ayant les meilleurs emplois (McRoberts et Posgate, 1983, p. 58).

<b>Tableau 3.2 Répartition (en %) de la main-d'œuvre masculine par groupe ethnique, profession choisie<sup>1</sup>, 1941, 1961, 1971</b>			
<b>Professions</b>	<b>Français</b>	<b>Britanniques</b>	<b>Autres</b>
<b>1941</b>			
Total	79,1	14	6,9
Professions libérales	66,8	26,1	7,1
Commis	59,1	34,8	6,1
Agriculteurs	90,9	7,9	1,2
<b>1961</b>			
Total	77,5	11,8	10,7
Cadres	63,8	19	17,2
Prof. libérales, techniciens	72,9	22,5	14,6
Commis, vendeurs	72,3	17,1	10,6
Trav. d'usine	80,2	8,8	11
<b>1971</b>			
Total	75,8	11,7	12,5
Cadres, administrateurs	61,9	22,8	15,3
Commis, vendeurs	72,7	14,5	12,8
Trav. d'usine	79,5	8,6	11,9
Agriculteurs	87,9	7,9	4,2
<b>Tableau reproduit de :</b> McRoberts, Kenneth et Dale Posgate. Développement et modernisation du Québec. Paris : Les éditions du Boréal Express, 1983, 350 p. (p.59)			

Le tableau 3.2 permet d'exposer le fait que la proportion de Canadiens français détenant un emploi prestigieux et mieux rémunéré est plus petite que leur proportion totale au sein de la main-d'œuvre disponible. L'écart est maintenu pour l'ensemble de la période d'après-guerre (McRoberts et Posgate, 1983, p. 59). À cet effet, comme le rapporte Mills, avec l'accroissement économique, l'inégalité entre les Canadiens français et anglais est pire en 1961 qu'en 1941. Le maintien des

Canadiens français à l'extérieur des sphères de pouvoir<sup>97</sup> conduit la Commission royale d'enquête à conclure qu'ils sont victimes d'une discrimination continue (McRoberts et Posgate, 1983, p. 60 ; Mills, 2011, p. 34).

En plus d'une mobilité réduite pour les francophones, Sales rapporte que seulement 8,4 % des Canadiens français, au 20<sup>e</sup> siècle sont membres de l'élite économique canadienne, alors que la population francophone représente un tiers de la population canadienne (Sales, 1979, p. 119). Dans son œuvre *The Vertical Mosaic*, John Porter expose les écarts économiques évidents entre les francophones et les anglophones<sup>98</sup>. Dans un échantillon composé à 60 % de Canadiens français, le groupe représente seulement 17 % des individus gagnant plus de 12 000 \$ par année (McRoberts et Posgate, 1983, p. 60). Chez Mills, le constat est semblable, alors que l'auteur mentionne qu'à compétences égales, les francophones ont un salaire inférieur aux anglophones. En 1961, l'écart moyen est de 35 % entre les deux groupes et 56 % des travailleurs les mieux payés sont anglophones, bien que le groupe représente 24 % de la main-d'œuvre. De plus, il ajoute qu'à cette période, 20 % de l'économie de la province est dirigée par des francophones. Pour ce qui est de la langue de travail, l'auteur stipule que 78 % des francophones gagnant plus de 5000 \$ par année doivent maîtriser l'anglais, comparativement à 14 % des anglophones dont l'emploi est équivalent doivent être en mesure de communiquer en français (Mills, 2011, p. 33-34). Ainsi, les francophones ont besoin de l'anglais afin d'obtenir des postes mieux rémunérés, mais l'inverse n'est pas requis. Pour McRoberts et Posgate, la croissance économique a eu deux conséquences pour les Canadiens français. D'un côté, elle est venue changer, les salaires et le genre de travail. D'un autre côté, elle a permis de faire prendre conscience aux francophones qu'un groupe minoritaire détenait les meilleurs emplois (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63). Toujours selon les mêmes auteurs, la

---

<sup>97</sup> La période de domination de Duplessis sera développée un peu plus loin, mais malgré l'élection du Parti libéral en 1960, il n'y a pas d'historique permettant d'annoncer que l'État québécois allait se développer afin de défendre les Canadiens français et faire contrepoids à la domination anglo-saxonne. Historiquement, l'État québécois se veut garant du secteur privé alors que celui-ci met en place un système de patronage généralisé distribuant des faveurs (McRoberts et Posgate, 1983, p. 83).

<sup>98</sup> La mise en lumière de ces écarts de richesse n'est qu'une partie de son œuvre alors qu'il met en place un argument selon lequel la croyance populaire que le Canada est un pays démocratique et égalitaire dont le système permet à tous les groupes ethniques de réussir est un mythe.



domination économique des anglophones excède les frontières de la province dans la mesure où, à l'exception des provinces de l'Atlantique, le Québec se situe au bas de l'échelle des revenus, des standards d'habitation et a un taux de chômage généralement plus élevé. En 1961, le revenu moyen d'un travailleur au Québec est inférieur de 300 \$ à la moyenne canadienne et inférieur de pratiquement 1000 \$ à la moyenne ontarienne<sup>99</sup>. Comme le présente le tableau 3.3, le revenu est systématiquement inférieur au Québec qu'en Ontario.

<b>Tableau 3.3 Revenu annuel moyen déclaré (en \$), homme 1971</b>			
	Québec	Ontario	Canada
Total	6288	7250	6538
Urbains	6691	7566	7050
Ruraux	4468	5733	7857
Ruraux cultivateurs	4041	4955	4174
<b>Tableau reproduit de :</b> McRoberts, Kenneth et Dale Posgate. Développement et modernisation du Québec. Paris : Les éditions du Boréal Express, 1983, 350 p. (p.62)			

En somme, les données concernant la situation des francophones sont intéressantes, puisqu'elles permettent de mettre en perspective le développement industriel du Québec, ainsi que l'accroissement combiné des inégalités économiques et linguistiques. La province connaît la même

<sup>99</sup> La comparaison avec l'Ontario est significative, puisque le taux d'industrialisation et le niveau de leur population respective se distinguent du reste du Canada (McRoberts et Posgate, 1983, p. 62).

tendance que le Canada dans la mesure où l'industrialisation permet l'insertion des éléments permettant l'essor d'un clivage de classe. Or, ce qui distingue le cas québécois est que le développement économique est teinté d'un caractère linguistique qui permet son insertion dans une perspective culturelle (McRoberts et Posgate, 1983, p. 23). Autrement dit, l'industrialisation du Canada et du Québec cause trois problèmes. Premièrement, tout comme le Canada, l'industrie manufacturière québécoise est dépendante du capital étranger<sup>100</sup> (Sales, 1979, p. 114). Deuxièmement, la propriété des entreprises à capital canadien conduit à une insertion inégale des groupes ethniques dans la bourgeoisie industrielle intérieure et donc à une sous-représentation des Canadiens français dans le contrôle des activités industrielles. Troisièmement, le recrutement des dirigeants repose sur les origines ethniques et nationales. Comme l'explique Sales, l'observation de l'origine ethnique des dirigeants d'entreprises révèle un effet d'endorecrutement, où les entreprises sont plus favorables à engager des gestionnaires en fonction de leur origine ethnique ou nationale. Par exemple, 74,4 % des entreprises d'origine canadienne-française ont un dirigeant canadien-français. À titre comparatif, 52,2 % des entreprises américaines ont un dirigeant anglo-saxon (Sales, 1979, p. 132, 136, 138). Ainsi, bien que le Québec connaisse une croissance économique, l'industrialisation de la société semble placer les Canadiens français dans une position d'exploitation profitant à la bourgeoisie canadienne-anglaise. À la lumière de ce constat, il importe d'explorer les théories concernant l'échec des Canadiens français à dominer l'industrialisation de la province<sup>101</sup>.

L'une des théories expliquant la faible représentation des Canadiens français au sein de l'élite économique repose sur le cadre culturel, qui influence la nation canadienne-française (McRoberts et Posgate, 1983, p.63). Selon cette perspective la tendance conservatrice, dominée par le caractère agraire, traditionnel et religieux de la société francophone<sup>102</sup>, décourage l'esprit d'entreprise au

---

<sup>100</sup> En 1973, celui-ci est responsable de 25,5 % du PIB.

<sup>101</sup> Par souci d'espace, il ne s'agit pas d'une étude exhaustive de l'ensemble des théories expliquant le rôle secondaire que jouent les francophones à la suite de l'industrialisation.

<sup>102</sup> Jusqu'à l'industrialisation, le Québec est effectivement une société agraire. Cependant, l'urbanisation et l'industrialisation remettent en question l'idéologie dominante. À cet effet, le mythe du Québec agraire est

profit de la vocation agricole (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63). Autrement dit, les valeurs culturelles qui caractérisent le nationalisme des Canadiens français ne reposent pas sur le succès économique de l'individu, mais plutôt sur les valeurs familiales. Le succès est conceptualisé à partir d'un environnement différent de celui de la ville. À la campagne, la participation de la famille au labeur et la reprise de la ferme familiale par la génération suivante sont la norme. Cette séquence d'événement, pour Durocher, Linteau et Robert, se transpose dans le contexte urbain où l'entreprise a un caractère plus familial chez les Canadiens français. À cet effet, plutôt que d'accroître les parts de marché en faisant appel à de l'aide externe, comme les banques, les entrepreneurs se tournent vers la famille. En l'absence d'une relève, comme l'illustrent les témoignages au sein de l'œuvre de Durocher, Linteau et Robert, les Canadiens français préfèrent fermer l'entreprise (Linteau *et al.*, 1994, p. 46-47 et 51 à 53).

Une théorie alternative avancée par les auteurs veut que l'origine anglo-saxonne du capitalisme ait mené au rejet de celui-ci par la part de la communauté francophone sans considérer leur désir de croissance économique. La nation canadienne-française aurait refusé le capitalisme dans l'optique de se réapproprier son identité et d'assurer sa survie culturelle. D'après McRoberts et Posgate, l'Église et les institutions canadiennes-françaises auraient joué le rôle de gardien des valeurs traditionnelles, en plus de maintenir l'idéal agraire et de s'opposer au matérialisme industriel. À travers le système d'éducation, les Canadiens français ne développeraient pas les compétences et la motivation nécessaire pour parvenir à réaliser des conquêtes économiques (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63 à 65). Comme le révèle Pierre Elliott Trudeau, il y avait au Québec une compréhension de la subordination politique et économique des Canadiens français, bien que la population soit industrialisée et urbaine. Cependant, le discours dominant de l'Église prêchait d'éviter d'ambitionner la foi au profit du phénomène industriel. Autrement dit, la communauté francophone préfère demeurer dans le confort du nationalisme traditionnel plutôt qu'agir sur leur situation économique actuelle (Trudeau, 1970 b, p. 16 à 19). Comme le mentionne Sales, l'argument de l'influence de l'Église et du cadre culturelle semble mal expliquer l'insertion du capital américain

---

maintenu jusque dans les années 1950 par les intellectuelles francophones et les élites traditionnelles. (McRoberts et Posgate, 1983, p. 37, 68 et 84)

au Canada. Cette insertion du capital étranger s'exécute malgré la prépondérance de la population anglo-saxonne, qui devrait partager les mêmes caractéristiques que les capitalistes américains. Qu'il s'agisse d'un rejet du système capitaliste en raison de son origine anglophone, ou d'un cadre culturel défavorable à l'esprit d'entreprise, une problématique des théories culturalistes<sup>103</sup> est l'importance accordée à la dualité entre les francophones et les anglophones. Dans cette perspective, Sales, mentionne que la propriété économique des entreprises et l'occupation des positions dirigeantes au sein de l'industrie ne s'expliquent pas selon des facteurs individuels comme l'esprit entrepreneur, mais par l'organisation des entreprises au sein du marché. Selon lui, il est nécessaire d'étudier le secteur industriel canadien dans son ensemble afin de comprendre le développement du capitalisme au Québec (Sales, 1979, p. 151 à 155).

En lien avec la dernière hypothèse, une autre théorie concernant l'incapacité des Canadiens français à dominer l'industrialisation de la province remonte à la conquête de la Nouvelle-France par les Britanniques. En effet, favorisés lors de la Conquête, les anglophones se sont imposés dans les sphères économiques de la province. Le changement de métropole et de la langue du commerce a été favorable pour les anglophones dans la mesure où, à leur arrivée, ceux-ci étaient plus aptes à établir des relations commerciales avec la nouvelle métropole. Ce phénomène a eu pour effet de remplacer graduellement les Canadiens français au sein de la sphère économique (McRoberts et Posgate, 1983, p. 30 et 64). De surcroît, le changement de métropole a favorisé l'investissement de capitaux étrangers vers des entreprises anglophones plutôt que francophones. Cette tendance s'est maintenue lorsque les Américains ont remplacé les Britanniques comme principale sphère d'influence au Québec (McRoberts et Posgate, 1983, p. 64). En fait, à l'image de la Confédération qui, selon ce que rapportent McRoberts et Posgate, est basée sur une union inégale qui implique l'exclusion relative des francophones des fonctions économiques majeures, l'exclusion des Canadiens français a eu pour effet de limiter la mise à contribution des ressources humaines du Québec (McRoberts et Posgate, 1983, p. 26-27). À cet effet, la dépendance de la région à l'égard du reste du Canada s'est accentuée. L'établissement des structures industrielles au Québec s'est effectué selon la même hiérarchie ethnolinguistique (McRoberts et Posgate, 1983, p. 29). Excl

---

<sup>103</sup> C'est-à-dire les explications qui reposent sur des facteurs culturels.

de la propriété, les Canadiens français quittant la campagne se prolétariseront dans un environnement anglophone (Sales, 1979, p. 142).

Comme nous l'avons mentionné lors du chapitre 2, le développement de l'industrie canadienne s'effectue dans un contexte de dépendance à l'égard des États-Unis. Que ce soit pour la vente de ses ressources ou de son développement technologique, le contexte favorise une place importante au capital étranger et limite le développement d'une bourgeoisie intérieure canadienne, peu importe son origine linguistique<sup>104</sup> (Williams, 1994, p. 22,37). Plus précisément, lors du départ des élites françaises à la suite de la Conquête, une nouvelle structure de classe se développe. L'accumulation de la richesse s'effectue dans une perspective coloniale, où l'importance est accordée à l'exploitation des ressources naturelles plutôt qu'au développement industriel. Les prêts ne sont pas accordés aux fermiers, mais pour le financement du commerce des ressources (Sales, 1979, p. 156-157). Par exemple, la construction du chemin de fer canadien lors du 19<sup>e</sup> siècle dépendait principalement d'investissement étranger (McCallum, 1980, p. 78-79)<sup>105</sup>. Ainsi, la situation coloniale minimise le développement du capital intérieur. L'organisation économique a pour objectif de maximiser les surplus pour la métropole ce qui conduit à un développement économique axé sur le court terme plutôt que sur les besoins industriels (Sales, 1979, p. 157, 158, 159). Le contexte canadien permet le développement d'une bourgeoisie industrielle, au sein des années 1860, mais celle-ci se concentre principalement dans le secteur du transport. Le manque de diversification de l'activité industrielle, à l'exception du transport maritime et ferroviaire, favorise la bourgeoisie américaine qui joue un rôle central au sein de l'industrialisation. Le capital étranger occupe les secteurs les plus productifs et monopolise les investissements ce qui conduit aux échecs du développement de la bourgeoisie industrielle canadienne (Sales, 1979, p. 159 et 176).

---

<sup>104</sup> Comme le précise Sales, des limites quant au développement d'une bourgeoisie ont aussi été imposées aux Canadiens anglais, mais ces limites ont été plus fortes auprès des Canadiens français (Sales, 1979, p. 156).

<sup>105</sup> Majoritairement d'origine britannique, l'investissement avait pour objectif d'accroître la circulation des produits agricoles afin d'approvisionner plus facilement l'Angleterre.

En somme, la structure de l'économie canadienne qui favorise l'insertion du capital étranger nuit non seulement au développement de la bourgeoisie québécoise, mais à l'ensemble de la bourgeoisie canadienne. Or, comment expliquer la sous-représentation des Canadiens français au sein de la bourgeoisie canadienne ? D'une part, comme nous l'avons mentionné plus haut, la guerre coloniale coupe la bourgeoisie francophone naissante et relègue les Canadiens français à des activités de commerce résiduelles et à l'agriculture. La perte du commerce des fourrures limite les possibilités d'accumulation de capital. D'autre part, les barrières structurelles empêchent le développement d'une nouvelle classe bourgeoise<sup>106</sup>. Les Canadiens anglais vont profiter de la métropole pour s'appropriier les activités économiques. Le contrôle de l'État permet l'essor d'un secteur métallurgique fort qui représente un morceau important pour les capitalistes anglo-saxons<sup>107</sup> (Sales, 1979, p. 210-211). Ainsi, pour Sales, la sous-représentation des Canadiens français au sein de la bourgeoisie industrielle n'est pas seulement causée par un manque d'intérêt de la communauté à l'égard du monde des affaires. Il s'agit davantage d'un groupe emporté par la tempête capitaliste nord-américaine. L'activité économique des Canadiens français repose principalement sur la petite et moyenne entreprise. Ainsi, le développement de nouvelles branches industrielles et l'émergence de firmes transnationales s'avèrent défavorables pour ce type d'établissement, puisque les besoins grandissants de capital afin de se maintenir dans les nouvelles industries nécessitent l'appui des banques, ou une aide étatique par exemple (Sales, 1979, p. 286-288)<sup>108</sup>.

L'incapacité d'accumuler suffisamment de capital pour permettre le développement d'une bourgeoisie francophone est un élément récurrent, notamment au sein de l'analyse de John McCallum. Celui-ci compare le développement économique de l'Ontario et du Québec au 19<sup>e</sup> siècle, afin de mettre en lumière les écarts de richesses qui se creusent entre les deux provinces.

---

<sup>106</sup> Les barrières structurelles vont s'aggraver lorsque les Canadiens français deviennent une minorité nationale.

<sup>107</sup> Les Canadiens français sont d'abord exclus de ce secteur d'activité jusqu'à la mise sur pied d'une sidérurgie intégrée au capital d'État. L'initiative est lancée par l'État provincial québécois dans les années 1960 (Sales, 1979, p. 211).

<sup>108</sup> Comme nous l'avons mentionné, les Canadiens français préféreraient fermer l'entreprise plutôt que de solliciter un financement extérieur (Linteau *et al.*, 1994, p. 46-47 et 51-53).

Selon lui, l'origine des écarts de richesse entre le Québec et l'Ontario provient d'une meilleure production de l'agriculture ontarienne. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'Ontario profite du commerce du blé, ce qui permet une plus grande accumulation du capital<sup>109</sup>. Contrairement à l'Ontario, le Québec ne parviendra pas à profiter du commerce lucratif du blé, puisqu'à partir de 1815, la production agricole devient plus difficile (McCallum, 1980, p. 3-4). Comme nous l'avons mentionné, la Conquête de la Nouvelle-France par les Britanniques conduit à l'exclusion des Canadiens français du commerce des fourrures et à un repli sur l'agriculture. Cependant, à partir de 1815, le Québec connaît une crise agricole, causée par l'accroissement de la pression sur les terres. Entre 1800 et 1850, le Québec enregistre un taux de fécondité entre 2,5 à 3 % en moyenne. Devant cette croissance démographique, la population requiert davantage de terre. Cependant, en 1826, l'attribution de nouvelles terres se fait par l'achat de celle-ci plutôt que par des subventions. La population francophone ne possède pas le capital nécessaire pour l'achat de nouvelles terres. Celle-ci subdivise les terres déjà existantes. Par conséquent, il y a une surpopulation au sein du milieu agricole, ce qui conduit à un épuisement des sols. De plus, le commerce du blé a permis à l'Ontario d'investir davantage au sein d'autres secteurs agricoles, notamment la production de coton, de beurre, de fromage et de viande. Ainsi, lorsque l'Ontario connaît un ralentissement dans sa production agricole, la province possède une plus grande flexibilité économique que les fermiers québécois (McCallum, 1980, p. 31,32 et 52). Ultimement, la faiblesse de l'industrie agricole québécoise a pour conséquence de limiter le développement urbain, puisque la production alimentaire ne parvient pas à répondre à la demande (McCallum, 1980, p. 74). En somme, l'analyse de John McCallum complète l'analyse de Sales. D'une part, l'exclusion des Canadiens français du commerce des fourrures ne permet pas l'accumulation de capital nécessaire pour le développement d'une bourgeoisie industrielle francophone, alors que celle-ci demeure concentrée au sein des petites et moyennes entreprises. D'autre part, le repli forcé vers l'agriculture ne permet pas d'accumulation de capital et concentre la population francophone au sein d'un secteur qui n'est pas compétitif, lorsque comparé à l'Ontario. En 1760, 75 % de la population vit de l'agriculture malgré qu'il ne s'agit pas d'un secteur dominant de son produit intérieur brut (Sales, 1979, p. 141).

---

<sup>109</sup> L'exportation nette du blé augmente de plus de 500 % lors des années 1840 et double encore pour atteindre son sommet en 1861 (McCallum, 1980, p. 4).

Le maintien de la population francophone au sein du secteur agricole conduit à l'exclusion des Canadiens français du processus d'accumulation, qui doit se faire seulement par la petite épargne. Ainsi, lorsque l'industrialisation s'amorce, la structure économique est déjà en place et force la prolétarianisation des Canadiens français sous une domination anglophone (Sales, 1979, p. 142).

Tel qu'il a été mentionné précédemment, il ne s'agit pas de dresser la liste exhaustive des hypothèses concernant l'incapacité des Canadiens français à dominer l'industrialisation de la province, mais de présenter les points de vue dominants de la littérature. Bien que l'ensemble des théories conduisent les Canadiens français dans une situation de subordination économique et politique, nous notons quelques différences significatives. La théorie concernant le cadre culturel des francophones est intéressante, puisqu'elle expose le caractère extrinsèque de l'industrialisation et le développement économique. En d'autres mots, l'industrialisation est perçue par les élites francophones comme un fait étranger. Afin de préserver sa culture, les Canadiens français vont rejeter le fait industriel, ce qui conduit la population à favoriser le secteur agricole. Une différence importante de cette perspective est que le rejet de l'industrialisation est motivé par une volonté de préserver la culture. Pour d'autres auteurs, la motivation est alimentée par le traumatisme d'un peuple conquis, inquiet face au monde anglo-saxon qui s'impose à lui (Linteau *et al.*, 1994, p. 23-23). Cependant, cette perspective ne permet pas l'étude de l'évolution du secteur industriel et d'expliquer comment la bourgeoisie Canadienne anglaise n'est pas parvenue à faire contrepoids à la bourgeoisie étrangère. La deuxième théorie repose sur un rejet systématique des Canadiens français à la suite de la Conquête de 1760. Plutôt que d'être influencé par un cadre culturel incompatible avec les valeurs britanniques, la conquête de la Nouvelle-France a placé les francophones dans une position de subordination à l'égard des anglophones. Les francophones ont été exclus du commerce impérial, ce qui a forcé un repli vers le secteur agricole. À cet effet, les Canadiens français n'auraient pas été en mesure d'accumuler le capital nécessaire à l'industrialisation (Linteau *et al.*, 1994, p. 20). Trudeau ajoute une théorie additionnelle, attribuant le retard dans le développement du Québec à la doctrine religieuse qui domine le paysage. Selon lui, au début du 20<sup>e</sup> siècle, l'Église prône l'importance de la foi au détriment de la richesse (Trudeau, 1970b, p. 15-16). Cette situation favorise un état de misère intellectuel, social et économique,



puisque les élites repoussent le fait industriel au profit de la vocation agricole (Trudeau, 1970b, p. 18). Pour l'historien Michel Brunet, c'est la mise en servitude de la communauté francophone qui cause son infériorité économique (Linteau *et al.*, 1994, p. 20). Cette perspective retourne sur les effets de la Conquête qui a favorisé l'essor d'une élite anglophone, au détriment des intérêts francophones. La littérature ne permet pas de confirmer le triomphe d'une théorie sur une autre.

L'étude de la modernisation économique nous permet d'établir les racines du nationalisme Canadien français. Comme il a été développé précédemment, lors de la Révolution industrielle, à l'image du reste du Canada, le Québec connaît d'importants changements démographiques conduisant à une transformation économique. Par exemple, en 1942, 42 % des francophones sont encore qualifiés de ruraux agricoles<sup>110</sup>. En 1961, ce nombre diminue pour atteindre 13 % (McRoberts et Posgate, 1983, p. 69). L'urbanisation a pour effet de normaliser le départ des Canadiens français vers la ville, ce qui permet de mettre en lumière le caractère anglophone de l'industrialisation. Pendant cette période, les francophones vont connaître, en parallèle, une hausse de la scolarisation et une augmentation du taux de diplomation. Ces développements conduisent la communauté à croire que les postes traditionnellement réservés aux anglophones<sup>111</sup> et les possibilités d'enrichissement sont disponibles<sup>112</sup> (McRoberts et Posgate, 1983, p. 76). Or, comme il a été dit plus haut, la situation des francophones en 1961 est pire qu'en 1941. À cet effet, la croissance économique, qui échappe largement aux Canadiens français, combinée à l'augmentation de la scolarisation de cette classe linguistique a pour conséquence de permettre une prise de conscience par la communauté (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63). Ce dernier point est significatif, puisqu'il permet de rejoindre ce que Mair établissait comme étant l'avènement d'une identité potentielle. À l'image de l'ouvrier britannique, qui par la détérioration de ses conditions de travail développe une conscience de classe avec les autres ouvriers, les Canadiens français développent

---

<sup>110</sup> C'est-à-dire qu'ils vivent et travaillent en campagne (comparativement à rural où l'individu habite la région, mais travaille en ville).

<sup>111</sup> Surtout les postes en gestion et de la haute finance (McRoberts et Posgate, 1983, p. 29)

<sup>112</sup> À partir des années 1950, avec l'expérience de gestion acquise à travers les institutions religieuses, l'élite francophone remet en cause les postulats plus traditionnels, ce qui a pour effet d'accroître l'appui à l'industrialisation (McRoberts et Posgate, 1983, p. 90)

un sentiment d'unité à l'intérieur de la communauté francophone devant leur exclusion systématique des postes de pouvoir. La Révolution industrielle, tout comme ce fut le cas pour le Royaume-Uni et dans une certaine mesure pour le Canada, permet l'essor d'un clivage de classe. Cependant, au Québec, l'essor de ce clivage est doublé d'un clivage nationaliste francophone (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63).

### **3.1.2 Contexte politique et syndical avant 1960**

Comme il a été développé précédemment, le syndicalisme britannique est d'abord une lutte pour sa reconnaissance. La Révolution industrielle conduit à la dégradation des conditions de travail pour les ouvriers, lesquels réunis au sein d'usines plus imposantes, se mobilisent plus facilement autour des syndicats (Vigreux, Jean, 2002, p. 54). Ultimement, le mouvement syndical, en association avec le mouvement socialiste, parvient à définir la conscience de classe chez les ouvriers britanniques et fonde le LP. Au Québec, la prise de conscience chez les Canadiens français suit une tendance similaire. Pour Herbert Furlong Quinn, la Révolution industrielle transforme l'organisation socio-économique du Québec. À partir de 1931, 63 % de la population québécoise est urbaine. La crise agricole et la surpopulation, pour ne nommer que ces facteurs, favorisent l'émigration des Canadiens français de la campagne vers la ville (McRoberts et Posgate, 1983, p. 76). Bien que la politique industrielle poursuivie par le gouvernement libéral provincial permet l'intégration de cette nouvelle population au sein des divers secteurs économiques en cours de développement, la croyance aux idées libéralistes limite l'introduction de mesures favorables aux travailleurs<sup>113</sup> (Quinn, 1979, p. 31-32). À cet effet, au début des années 1930, les travailleurs québécois demeurent non organisés, ce qui offre une main-d'œuvre bon marché aux entreprises étrangères. Bien que les salaires étaient bas, les nouveaux travailleurs profitaient tout de même d'un revenu supérieur à ce que la vie à la ferme offrait. La Révolution industrielle a pour effet de transformer l'organisation traditionnelle de la société francophone<sup>114</sup>. Traditionnellement une population de propriétaires terriens ou d'artisans spécialisés, les Canadiens français évoluent pour

---

<sup>113</sup> Une forme de reconnaissance syndicale est octroyée en 1925.

<sup>114</sup> Par exemple, alors qu'une grande famille offrait un avantage dans le contexte rural, un nombre d'enfants élevé représente un handicap dans le contexte urbain, puisque la charge financière s'accroît.

devenir une population de salariés au sein d'entreprises étrangères. Plus encore, les francophones sont limités aux postes qui composent le bas de l'échelle salariale, alors que les postes de cadre sont réservés à la population anglophone<sup>115</sup> (Quinn, 1979, p. 34-35).

Le cadre traditionnel reposant sur la foi et le caractère agricole continue de dominer la pensée des intellectuels francophones, mais semble de moins en moins représentatif de la société québécoise suite à l'industrialisation (McRoberts et Posgate, 1983, p. 53). À cet effet, une opposition nationaliste naît dans la période suivant la Première Guerre mondiale. D'abord, les intellectuels francophones fondent la Ligue d'Action française (Quinn, 1979, p. 37). L'organisation s'oppose principalement à l'industrialisation qui met en péril la société traditionnelle canadienne-française. Elle reproche aussi la subordination des francophones au sein de la nouvelle économie et dénonce le contrôle des ressources par les compagnies étrangères (Quinn, 1979, p. 38-39). Ensuite, la dégradation des conditions de vie des travailleurs et la distribution inégale de la richesse entre les francophones et les anglophones alimentent la prise de conscience mentionnée plus haut ainsi que le développement d'une opposition nationaliste à l'industrialisation. L'Église s'oppose à l'industrialisation, puisque le phénomène conduit à l'augmentation de la population urbaine, ce qui est problématique pour le maintien de son influence (Quinn, 1979, p. 40). Ultimement, le développement industriel se poursuit malgré l'opposition religieuse. Dans cette perspective, l'Église fonde en 1921, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). L'objectif initial de la centrale n'est pas d'améliorer les conditions des travailleurs, mais de faire contrepoids aux syndicats internationaux. Avant sa fondation, le paysage syndical est dominé par des syndicats d'origine états-unienne<sup>116</sup> (Trudeau, 1970b, p. 85). Ces organisations sont problématiques, puisque leur neutralité à l'égard des sujets religieux était perçue par l'Église catholique comme une position antichrétienne et matérialiste (Quinn, 1979, p. 40-41). Nous reviendrons plus en détail sur

---

<sup>115</sup> Sur ce point, Quinn rejoint les propos de Sales et de l'effet d'endorecrutement, lorsqu'il mentionne qu'une entreprise a tendance à imposer sa propre équipe de gestion. Cependant, une autre piste explicative est que le système éducatif contrôlé par l'Église ne permet pas l'émergence d'ingénieurs, ou de gestionnaires qui s'avèrent nécessaires pour la société industrielle. Ce contexte confère donc un avantage à la population anglophone dans l'accès à des postes de gestion (Quinn, 1979, p. 36).

<sup>116</sup> Comme mentionné précédemment, il s'agit d'un syndicat de type internationaliste, hostile au nationalisme et à la fondation d'un parti des travailleurs.

l'évolution du nationalisme Canadien français au sein du chapitre concernant la Révolution tranquille. Pour le moment, ce qu'il importe de retenir est que l'industrialisation transforme la société traditionnelle qui avec le temps permet une prise de conscience de la subordination économique des Canadiens français. Cette prise de conscience permet non seulement une radicalisation du mouvement syndical, mais transforme le système politique québécois.

Un symbole de cette prise de conscience chez les francophones est la grève de l'amiante en 1949 (Falardeau, 1970, p. XIV). Cet événement est significatif dans la mesure où il permet de mettre en lumière les clivages créés par la période industrielle. Débutant le 14 février 1949, la grève de l'amiante oppose 5000 mineurs, contre un employeur américain qui bénéficie de l'appui du gouvernement du Québec. L'événement a pour effet de paralyser les principales mines d'amiante de la province en plus de causer un conflit entre le gouvernement du Québec et l'Église catholique. En effet, contrairement à la tendance où l'Église appuie l'État contre les grévistes, la grève implique la CTCC et donc oppose l'Église au gouvernement du Québec. Le conflit sera l'un des plus violent et des plus long de l'histoire du Québec (Kucharsky et Hélène, 2006). Pour Trudeau, la grève de l'amiante illustre l'implosion des structures sociales traditionnelles au Québec (Falardeau, 1970, p. XII). Autrement dit, ce n'est pas le secteur touché par la grève ou l'endroit de la grève, mais la date qui compte. Celle-ci représente la transition du cadre traditionnel<sup>117</sup> vers une modernisation de la pensée nationaliste francophone (Trudeau, 1970b, p. 90)<sup>118</sup>.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, les syndicats jouent un rôle passif. Durant la guerre, il y a une augmentation significative des effectifs du syndicalisme catholique et des changements dans les objectifs des organisations (Beausoleil, 1970, p. 209). Bien que les syndicats possèdent une personnalité juridique à partir de 1924, l'enjeu de la grève de l'amiante est une reconnaissance du

---

<sup>117</sup> Défini par l'importance de la famille, des valeurs religieuses et du rejet du fait industriel au profit de la vocation agraire.

<sup>118</sup> La philosophie morale et la politique ouvrière ne tenaient pas suffisamment compte de la population ouvrière, devenue plus nombreuse depuis le tournant du 20<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la grève a été motivée par le caractère suffocant de la doctrine traditionnelle de l'Église qui organisait la société (Trudeau, 1970b, p. 90).

statut du syndicat comme représentant officiel des employés (Beausoleil, 1970, p. 209)<sup>119</sup>. Elle implique principalement la CTCC, mais l'enjeu de la reconnaissance affecte le mouvement syndical dans son ensemble. La classe ouvrière acquiert une liberté d'action et un statut officiel, ce qu'historiquement ne permettait pas la doctrine traditionnelle de l'Église (Beausoleil, 1970, p. 210).

En plus de lutter pour sa reconnaissance, la grève de l'amiante est une occasion pour le mouvement syndical d'élaborer une doctrine conforme à sa nature<sup>120</sup> et d'éduquer la population qui, la plupart du temps, s'avère hostile (Trudeau, 1970b, p. 85)<sup>121</sup>. Une autre difficulté pour le mouvement syndical est qu'il devait lutter contre un gouvernement qui se voulait le garant de l'entreprise privée. Favorisant l'usage du corporatisme comme moyen de domestiquer la force démocratique du syndicalisme, les gouvernements intervenaient seulement comme dernier recours (Trudeau, 1970b, p. 37 et 72). La grève de l'amiante ne fait pas exception, puisque comme le rapporte Trudeau, il y avait une volonté du gouvernement de « casser » les reins du syndicalisme militant (Trudeau, 1970a, p. 385)<sup>122</sup>. Déterminer le vainqueur de ce bras de fer nous éloigne de la recherche. Cependant, ce qu'il faut retenir de cet événement est qu'à long terme, il représente la preuve qu'un mouvement ouvrier uni n'a pas à reculer devant les corporations et le milieu anglophone (Trudeau, 1970a, p. 392). En d'autres termes, à travers la grève de l'amiante, les Canadiens français développent une conscience de classe. À l'image du cas britannique, le développement du mouvement syndical québécois, au moment de la Seconde Guerre mondiale, conduit à une réorientation du mouvement qui se veut plus contestataire. Finalement, comme le mentionnait Falardeau, l'histoire n'est pas un virage brusque. Les forces du changement prennent racine dans le passé (Falardeau, 1970, p. XVI). Dans cette perspective, nous avons établi que la conscience de classe canadienne-française s'est développée à travers la Révolution industrielle, en particulier avec la grève de l'amiante comme

---

<sup>119</sup> Par le passé, les employeurs ignoraient les représentants syndicaux et négociaient directement avec les employés (Trudeau, 1970a, p. 383).

<sup>120</sup> C'est-à-dire à l'extérieur de l'influence de l'État et de l'idéologie traditionnelle.

<sup>121</sup> Conservatisme social naturel chez les Canadiens français, le capital et les organes d'opinion publique jouaient contre les syndicats.

<sup>122</sup> Élu avec 51 % des voix, principalement grâce à l'appui de la population rurale, Duplessis commence à perdre son emprise au sein de l'électorat du Québec, notamment par les effets de l'urbanisation.

marqueur important de son développement, plutôt que d'associer simplement son apparition lors de la Révolution tranquille.

Le cas de la grève de l'amiante est intéressant pour plusieurs raisons. D'abord, il est mentionné que l'avènement de la conscience de classe s'effectue à travers les revendications syndicales. Ainsi, la première condition que l'on retrouve chez Mair est présente dans la mesure où le choc de la Révolution industrielle cause une division ethnolinguistique. La grève de l'amiante témoigne de l'établissement d'une identité partagée entre les Canadiens français. L'événement représente surtout un symbole pour l'identité canadienne-française, ce qui remplit partiellement la deuxième condition de Mair. Ensuite, la guerre permet une augmentation des effectifs syndicaux qui favorise l'organisation du mouvement et l'élaboration d'une doctrine adaptée à sa nature<sup>123</sup>. Le contexte rejoint la troisième condition concernant la traduction de l'identité au sein d'une organisation (Mair, 2006a, p. 5).

Comme nous venons de le mentionner, la Seconde Guerre mondiale amène une augmentation des effectifs syndicaux, ce qui permet l'adoption d'actions plus agressives, en plus d'offrir la possibilité de faire la grève. Or, comme le mentionne Herbert Furlong Quinn, bien que les victoires électorales de l'UN de 1944, 1948, 1952 et 1956 peuvent être attribuées par la surreprésentation de la population rurale au sein de la carte électorale<sup>124</sup>, Duplessis profite, lors de cette période, de la majorité des appuis de la classe ouvrière (Quinn, 1979, p. 98 à 100)<sup>125</sup>. Pourtant, suivant son élection, l'UN poursuit les politiques économiques du gouvernement libéral, notamment l'exemption de taxes pour les entreprises ouvertes à la création de branches industrielles au Québec. De plus, l'UN adopte plusieurs politiques discriminatoires à l'égard du mouvement ouvrier afin

---

<sup>123</sup> À noter que l'organisation du mouvement demeure limitée alors qu'au niveau électoral, les dirigeants syndicaux ont des positions contradictoires ne permettant pas à la classe ouvrière d'identifier clairement le parti représentant le mieux ses intérêts (McRoberts et Posgate, 1983, p. 105).

<sup>124</sup> En 1951, 33 % de la population est rurale, mais celle-ci possède tout de même 55 % des sièges (Quinn, 1979, p. 85).

<sup>125</sup> Cependant, l'appui de la classe ouvrière à l'égard de l'UN diminue suite à la grève de l'amiante (Quinn, 1979, p. 100).

d'offrir des avantages aux employeurs. Par exemple, le gouvernement peut unilatéralement changer une entente entre le syndicat et l'employeur (Quinn, 1979, p. 82-83). La plus grande controverse de la politique économique poursuivie par l'UN concerne la vente du minerai de fer à 1 cent par tonne<sup>126</sup>. En plus de ses politiques discriminatoires à l'égard des travailleurs, l'UN s'oppose aux programmes sociaux du palier fédéral, puisqu'ils débordent sur les juridictions provinciales. Cependant, le parti ne souhaite pas développer l'État afin de permettre la gestion de ces programmes. L'opposition vient d'une volonté du parti de limiter au maximum le niveau d'interventionnisme (Quinn, 1979, p. 84). Ainsi, en dépit de ses politiques conservatrices, l'UN profite d'une attitude favorable de la classe ouvrière, puisqu'il demeure un parti nationaliste, ce qui peut sembler contre-intuitif (Quinn, 1979, p. 102). Comment expliquer la domination politique de l'UN entre 1936 et 1960 ?

Il importe de mentionner que l'attitude défavorable de Duplessis à l'égard du mouvement syndical permet l'émergence d'un sentiment de solidarité entre les centrales. Par exemple, la CTCC, la CCL et le TLC forment une coalition afin de lutter contre l'adoption du projet de loi numéro 5<sup>127</sup> (Quinn, 1979, p. 97-98). De plus, lors de la grève de l'amiante, le TLC et la CCL offrent leur appui à la CTCC par l'envoi de ravitaillements de nourriture pour les familles des grévistes. Or, la solidarité syndicale demeure limitée. Bien que l'UN soit peu favorable au syndicalisme, sa position nationaliste divise l'ensemble du mouvement syndical, ce qui limite l'émergence d'une alternative politique unie. Cette division est principalement attribuable au conservatisme qui alimente le TLC. En échange de faveurs politiques, le TLC s'abstient d'accompagner les autres centrales lors de protestations (Quinn, 1979, p. 120-121). Cependant, la fusion de la CCL et du TLC pour former la CLC en 1956, permet l'émergence de la FTQ. Il s'agit d'une branche plus militante que le TLC et plus critique envers le gouvernement et les demandes sociales. Lorsqu'on additionne cette restructuration à l'évolution de la CTCC à la suite de la grève de l'amiante, le mouvement syndical

---

<sup>126</sup> Terre-Neuve est arrivée à une entente comparable, mais le prix s'élevait à 33 cents par tonne.

<sup>127</sup> Pour résumer, le projet de loi permettait au gouvernement de déterminer les conditions d'exercice du droit de grève et stipule que tout syndicat permettant à des communistes d'occuper des fonctions dans l'organisation perdrait son droit de négocier avec l'employeur (Jones, 2012, p. 26).

est mieux structuré. Effectivement, alors que la CTCC est favorable à l'UN avant 1949, l'Église s'insère davantage dans une tendance plus radicale du catholicisme social. En 1950, dans une lettre intitulée « Le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Église » critique la distribution de la richesse. Cette missive représente un événement signifiant la fin de son partenariat avec l'UN. Alors que le mouvement syndical est désorganisé depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, celui-ci est structuré et mobilisé à partir de 1959 (Quinn, 1979, p. 157 à 164).

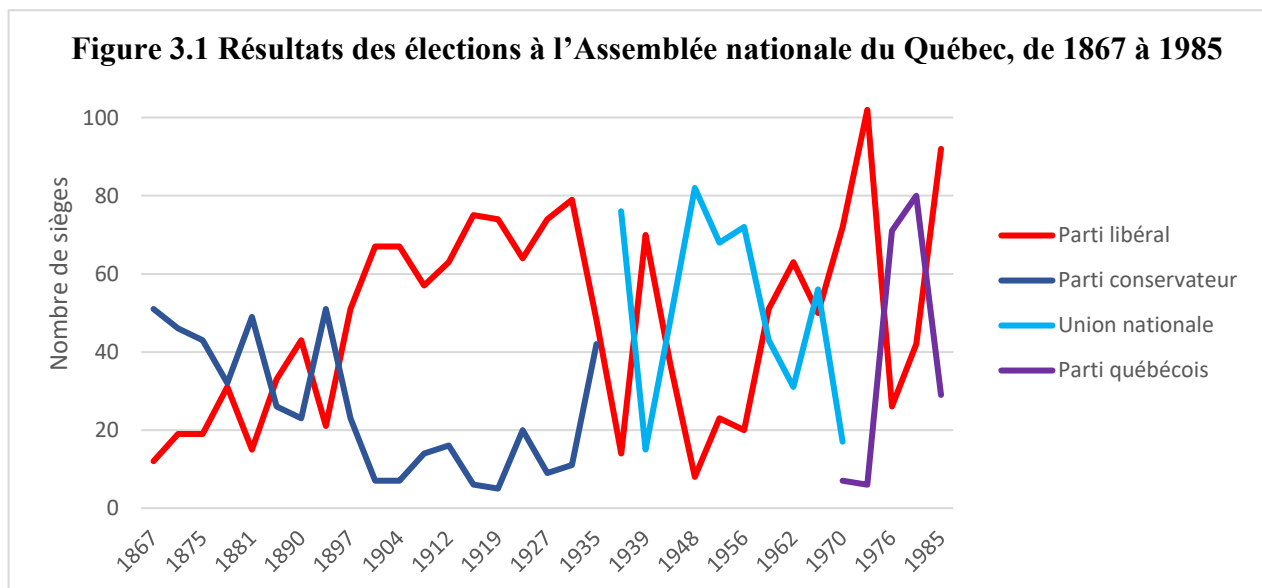
En plus de profiter d'un mouvement syndical divisé, l'UN profite d'un avantage organisationnel. Contrairement au Parti libéral, l'UN ne possède aucun lien avec les partis fédéraux. Dans cette perspective, lors de la campagne de 1936, l'UN mène une campagne à caractère nationaliste en dénonçant les conséquences de l'industrialisation pour la communauté francophone. Cet avantage devient encore plus significatif à la suite de l'élection de 1939. Lors de cette élection, l'UN dénonce la participation à la guerre comme une tendance centralisatrice du gouvernement fédéral. Cependant, la menace de la démission des francophones au sein du cabinet fédéral advenant une victoire de l'UN conduit à une victoire des libéraux provinciaux. L'implication du Parti libéral fédéral lors des élections provinciales va profiter à l'UN, puisque l'intervention vient lier l'avenir politique du Parti libéral provincial à la promesse du parti fédéral de ne pas faire la conscription (Quinn, 1979, p. 106-107). Ainsi, lorsque la pression s'accroît sur le gouvernement d'offrir davantage à l'effort de guerre, les libéraux de Mackenzie King organisent un référendum, en 1942, afin de le libérer de sa promesse. Alors que les francophones au sein du gouvernement fédéral invitent la population du Québec à voter oui, les groupes nationalistes militent dans le camp du Non. Bien que le non l'emporte au Québec<sup>128</sup>, la victoire du oui au niveau national libère le gouvernement fédéral de sa promesse et permet la conscription. Cet événement permet non seulement un retour, mais une domination politique de l'UN. Cette suprématie politique est attribuable à sa position à la guerre, mais aussi son opposition au gouvernement fédéral (Quinn, 1979, p. 110 et 112). Le gouvernement de Duplessis se maintient au pouvoir au cours des années 1950 grâce à la perspective nationaliste. Ce n'est qu'à la suite de l'élection du Parti

---

<sup>128</sup> 72 % pour le non au Québec alors que les autres provinces votent à 79 %, oui, pour un total de 65 %, oui contre 34 % non (Quinn, 1979, p. 108).



conservateur au Canada que l'UN perd le pouvoir, l'argument de la menace assimilatrice libérale devenant sans fondement (McRoberts et Posgate, 1983, p. 101-102 ; Quinn, 1979, p. 174). Cette perspective ne fait pas l'unanimité au sein de la littérature, dans la mesure où l'analyse des campagnes électorales de l'UN permet d'exposer l'absence relative de l'enjeu autonomiste. Effectivement, les thèmes prioritaires lors des campagnes semblent davantage tourner autour de l'état de l'économie et des travaux publics. De plus, les sondages de l'époque ne permettent pas d'affirmer la présence d'une méfiance des Canadiens français à l'égard du gouvernement fédéral<sup>129</sup> (McRoberts et Posgate, 1983, p. 103).



**Figure reproduite de :** Pelletier, R. (2012). « L'évolution du système de partis au Québec : un bipartisme tenace ». Dans R. Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente : Mieux comprendre et évaluer leur rôle*. p. 24 et 29.

L'imposition de l'UN au sein du système partisan doit être mise en contexte au sein de l'évolution du système partisan du Québec. Comme le développe Pelletier, il y a trois périodes au Québec, soit : 1867-1936, 1936-1970 et 1970 à aujourd'hui. La figure 3.1 présente l'évolution du système

<sup>129</sup> La méfiance envers le palier fédéral se développe significativement à partir des années 1960.

de partis québécois. Elle présente le nombre de sièges gagnés par part du 1867 à 1985. Selon Pelletier, le premier système s'impose à partir de la Confédération. Celui-ci se caractérise par une domination de la scène politique par les conservateurs et les libéraux et d'une symbiose entre les partis fédéraux et provinciaux. Autrement dit, les partis provinciaux sont une extension de l'aile fédérale<sup>130</sup>. À Ottawa, une domination des conservateurs s'établit par l'influence des représentants francophones au sein du parti. La domination conservatrice met en évidence l'importance du clivage linguistique et religieux. Au cours de cette période, l'État québécois se veut garant de l'entreprise privée et l'Église catholique domine les institutions sociales, dont l'enseignement. À partir de 1900, tandis que le Québec s'industrialise, les Canadiens français ne semblent pas bénéficier du développement économique, lorsque comparés aux anglophones au sein de la province (McRoberts et Posgate, 1983, p. 59). À cet effet, le clivage linguistique gagne en importance ce qui a pour effet de favoriser, à partir de 1920, la prise de position autonomiste du gouvernement du Québec à l'égard du palier fédéral (Pelletier, 2012, p. 22). La province s'oppose principalement à l'ingérence du palier fédéral et réclame davantage d'autonomie financière (Pelletier, 2012, p. 22)<sup>131</sup>. Comme en témoigne le graphique précédent, les luttes autonomistes profitent d'abord au Parti libéral alors que le parti domine l'espace politique entre 1897 et 1936. La lutte autonomiste du gouvernement libéral permet le développement d'une plus grande indépendance des dirigeants provinciaux, mais les structures demeurent unies. L'évolution de la perspective autonomiste au sein du premier système est intéressante, puisqu'elle confirme la pertinence de la théorie de Peter Mair, présentée au sein du premier chapitre. À titre de rappel, l'auteur mentionne qu'un changement de système de partis peut paraître soudain, mais dans les faits la nouvelle structure prend du temps à se développer. Les partis jouissent d'une flexibilité à l'intérieur du système en place, ce qui permet l'insertion de nouvelles perspectives (Mair, 2006b, p. 10-12). Pour le cas québécois, la flexibilité du Parti libéral permet à celui-ci d'insérer la

---

<sup>130</sup> Un exemple de cette symbiose est le départ du premier ministre du Québec, Adolphe Chapleau, vers le palier fédéral afin d'y devenir ministre, en 1882. Il est remplacé par un ministre conservateur fédéral Joseph-Alfred Mousseau, qui, lors de la dernière élection, occupait le poste de premier ministre (Pelletier, 2012, p. 21).

<sup>131</sup> Par exemple le rejet du plan fédéral concernant les pensions de vieillesse en 1927 qui sera finalement accepté en 1936 (Pelletier, 2012, p. 22).

perspective autonomiste au sein de son discours. Cette addition ne cause pas pour autant un changement dans le système de partis, puisque l'alternance de pouvoir demeure semblable, opposant les conservateurs aux libéraux.

Il faut attendre l'élection de 1936 pour que le système de partis connaisse un rééquilibrage des forces, ce que Pelletier considère le début du 2<sup>e</sup> système de partis au Québec. La défaite du Parti libéral s'explique pour deux raisons. D'abord, la corruption du Parti libéral fut un élément important de sa défaite. Ensuite, il y avait une opposition importante à la politique d'industrialisation des libéraux dans la mesure où le rôle prédominant que jouaient les anglophones au Québec était problématique (Quinn, 1979, p. 72). Lors de cette période, l'Union nationale (UN) naît de la fusion des conservateurs et d'une aile progressiste dissidente des libéraux. Pour Pelletier, la naissance de l'UN marque la naissance du 2<sup>e</sup> système de partis (Pelletier, 2012, p. 25). Or, à la lumière des éléments que nous avons explorés précédemment, la transition vers le deuxième système de partis est plus complexe. La Révolution industrielle conduit à une transformation de l'emploi chez les Canadiens français, mais aussi à l'avènement d'une conscience à l'intérieur de la communauté francophone (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63).

Pour faire le pont avec le cadre de notre recherche, nous avons un premier système de partis qui repose sur une symbiose des partis provinciaux et fédéraux. L'État québécois est le défenseur de l'entreprise privée et est influencé par l'idéologie du libéralisme économique. La Révolution industrielle est un choc qui permet l'émergence, d'une définition alternative du politique. À la lumière de ce que mentionne Herbert Furlong Quinn, le gouvernement libéral de Gouin, puis de Taschereau, permettent l'intégration de la définition alternative au sein de l'espace politique par l'adoption d'une position plus revendicatrice à l'égard du palier fédéral. Le choc de la Révolution industrielle permet le développement d'une définition alternative du politique, mais à l'image du Canada, ce n'est que pendant la Grande Dépression que le changement de système de partis s'effectue. En effet, le positionnement autonomiste du Parti libéral permet à celui-ci de maintenir le système de partis jusqu'aux débuts des années 1930. Comme nous avons mentionné précédemment, la politique industrielle du gouvernement libéral permet l'intégration des Canadiens français quittant la campagne pour rejoindre les villes. La subordination économique

des francophones conduit au développement d'une opposition nationaliste à l'industrialisation. L'adhésion des Canadiens français au courant nationaliste demeure lente, puisque malgré les mauvais salaires, la croissance économique permet l'emploi (Quinn, 1979, p. 36, 39 et 43). Or, l'augmentation du taux de chômage, lors de la Grande Dépression, provoque des coupures de salaires, ce qui permet un accroissement de l'influence du nationalisme. Lors de la Grande Dépression, l'idéologie nationaliste se radicalise. L'Action française devient, en 1932, l'Action nationale et les attaques à l'égard de l'exploitation des ressources provinciales par des intérêts étrangers s'intensifient. Devant l'excès de travailleurs, le gouvernement libéral tente une politique de retour à la terre, mais pour des raisons qui excèdent les frontières provinciales, le gouvernement échoue à corriger la situation (Quinn, 1979, p. 43-46). Le développement du nationalisme conduit à l'élaboration d'un programme réformiste repris par une branche dissidente du Parti libéral, l'Action libérale nationale (ALN) (McRoberts et Posgate, 1983, p. 85). En 1934, une aile dissidente du Parti libéral fonde l'ALN et reprend un programme de réforme qui se présente comme un compromis entre le libéralisme économique et le socialisme<sup>132</sup> (Quinn, 1979, p. 58). Le parti fait front commun<sup>133</sup> avec les conservateurs et les difficultés économiques, engendrées par la Grande Dépression, conduisent ultimement à l'arrivée de l'UN comme alternative politique (McRoberts et Posgate, 1983, p. 89). Bien qu'elle absorbe l'ALN, les promesses réformistes seront abandonnées par Duplessis (Pelletier, 2012, p. 25).

Comme nous l'avons mentionné au premier chapitre, les règles du jeu politique favorisent le maintien du système en place (Mair, 2006a, p. 6). Ce n'est qu'à la suite d'une période de crise que les attaches partisans sont défaits permettant l'émergence d'un nouveau parti (Brodie et Jenson, 1980, p. 12). Les difficultés économiques engendrées par la Grande Dépression permettent l'émergence de l'UN alors que l'appui au parti se veut principalement un vote punitif à l'égard du Parti libéral et de leur performance économique, ce qui permet de valider l'hypothèse de McRoberts et Posgate, selon laquelle le vote de la classe ouvrière se cristallise au sein de l'UN au cours de cette période (McRoberts et Posgate, 1983, p. 102-103). Le premier système partisan

---

<sup>132</sup> Toujours selon Quinn, le programme peut être comparable au New-Deal de Roosevelt aux États-Unis.

<sup>133</sup> Avant d'être absorbé par les conservateurs pour former l'UN.

survit le choc de la Révolution industrielle, alors que le Parti libéral est suffisamment flexible pour incorporer l'alternative autonomiste. Cependant, le nationalisme québécois continue de se développer entre 1920 et 1935. Plusieurs caractéristiques du premier système de partis vont demeurer présentes au sein du deuxième système comme la symbiose entre les partis provinciaux et fédéraux. L'émergence de l'UN sous l'étiquette autonomiste et son programme réformisme, bien qu'abandonné une fois au pouvoir, lui permettra de cristalliser le vote des ouvriers (McRoberts et Posgate, 1983, p. 102-103).

L'UN se veut conservateur socialement et libéral économiquement. Pour Pelletier, l'autonomie est un terme central du discours unioniste et donc du deuxième système de partis (Pelletier, 2012, p. 26). L'inauguration du drapeau du Québec ainsi que l'instauration de l'impôt provincial serait directement en lien avec l'influence du discours autonomiste au sein du parti (McRoberts et Posgate, 1983, p. 96). Effectivement, l'influence de l'idéologie autonomiste conduit le gouvernement de Duplessis à lutter contre le palier fédéral afin d'instaurer un impôt provincial sur le revenu en 1954 (Pelletier, 2012, p. 26). Or, comme nous l'avons exploré au chapitre concernant la période précédant la Révolution tranquille, l'usage du discours autonomiste par l'UN est limité, alors que les priorités sont davantage liées à l'état de l'économie, aux travaux publics et l'aide aux institutions locales (McRoberts et Posgate, 1983, p. 103). La campagne concernant l'impôt provincial est menée par des intellectuels nationalistes. Les pressions vont éventuellement faire céder Duplessis, mais son adoption n'est pas animée par la volonté de former un État provincial plus fort (Pelletier, 2012, p. 108). Une autre mesure autonomiste phare du gouvernement de l'UN est l'adoption du drapeau du Québec. En réalité, Duplessis s'est d'abord opposé au projet, puisqu'il craignait que le geste soit perçu comme une adhésion à la pensée séparatiste<sup>134</sup>. Cependant, l'appui au projet de la part de plusieurs groupes nationalistes contribua à son adoption par l'UN (McRoberts et Posgate, 1983, p. 96). L'autonomie provinciale justifie plutôt l'adoption de politiques à caractère symbolique et se veut un pivot de la propagande électorale unioniste. Autrement dit, Duplessis se veut le sauveur de l'autonomie provinciale, mais dans les faits, tout

---

<sup>134</sup> Il est même venu à suggérer l'insertion d'une feuille d'érable afin d'éviter tout malentendu avec le gouvernement fédéral.

n'est qu'illusion alors que celui-ci poursuit l'association entre l'État et l'entreprise privée (Boismenu, 1981, p. 354-355). Ainsi, si l'autonomie provinciale n'est pas suffisante pour décrire le deuxième système de partis, comment celui-ci peut-il être caractérisé ?

Le deuxième système de partis peut être défini par l'ambivalence de l'intelligentsia du Québec, tel que développé chez McRoberts et Posgate. Pour résumer, le système de partis s'insère dans une période où les intellectuels nationalistes sont divisés entre les transformations qu'apportent l'industrialisation et l'idéologie nationaliste traditionnelle. L'adoption de l'impôt provincial et du drapeau représente des exemples concernant l'influence des intellectuels sur le gouvernement, mais celle-ci demeure limitée. Bien qu'il soit remis de plus en plus en question, le nationalisme traditionnel domine la majeure partie du système (McRoberts et Posgate, 1983, p. 89 à 91). Ainsi, sous le prétexte de l'autonomie, l'UN rappelle l'importance de la survie nationale en favorisant le repli sur soi du Québec dans l'optique de contrer les influences extérieures. En d'autres termes, l'UN favorise le retour à la terre, le rejet du fait industriel et fait la promotion de la foi comme éléments de la conservation de l'identité nationale (Boismenu, 1981, p. 359-360). De plus, le rejet du fait industriel et de l'influence des idées anglo-saxonnes cause une aversion pour le développement de la gauche au Québec. En effet, la période unioniste est caractérisée par une lutte contre le communisme, ce qui a pour effet d'affecter du même coup le développement du mouvement syndical. Par exemple, la loi du cadenas et les politiques répressives du gouvernement de Duplessis témoignent de son intolérance aux idées de gauche (Boismenu, 1981, p. 354). La position anticommuniste est d'ailleurs favorable auprès des Canadiens français pour qui son développement est problématique (Quinn, 1979, p. 102).

Au Royaume-Uni, l'agrandissement du suffrage a permis l'avènement d'une identité potentielle au sein de l'espace politique. Au Québec, peu de temps après l'avènement du deuxième système, la composition de l'électorat québécois change. Depuis 1920, les suffragettes québécoises luttent pour l'accès au droit de vote, droit qu'elles ont obtenu au palier fédéral en 1918. Lors de cette période, l'argument le plus fréquemment utilisé afin de s'opposer aux demandes des suffragettes repose sur l'indifférence et l'abstentionnisme massif des Québécoises aux élections de 1921 (Maillé, 1990,

p. 84-85). Cependant, l'étude de l'effet de l'accès des femmes à la participation politique fédérale ne donne pas raison à cette prise de position.

Comme l'expose le tableau 3.4, le taux de participation de la population québécoise aux élections fédérales ne connaissent pas une chute significative entre 1905 et 1948 (Maillé, 1990, p. 84)<sup>135</sup>.

Lorsque l'on observe l'effet du droit de vote aux femmes sur le taux de participation aux élections provinciales au sein du tableau 3.5, le constat est le même. Non seulement le taux de participation

<b>Année</b>	<b>Nb d'électeurs inscrits</b>	<b>Estimation de la pop. de 21 ans et plus</b>	<b>Estimation de la pop. non inscrite (%)</b>	<b>Taux de participation de la pop. inscrite (%)</b>
<b>1908</b>	413 981 (h)	n. d.	n.d.	69,3
<b>1911</b>	455 288 (h)	n.d.	n.d.	74,3
<b>1917</b>	396 666 (h)	n.d.	n.d.	81,4
<b>1921</b>	1 056 801 (h+f)	1 192 090 (h+f)	11	75,7
<b>1925</b>	1 124 998 (h+f)	1 319 858 (h+f)	14	71,6
<b>1926</b>	1 133 633 (h+f)	1 351 800 (h+f)	16	71,4
<b>1930</b>	1 351 585 (h+f)	1 479 568 (h+f)	8	76,2
<b>1935</b>	1 575 159 (h+f)	1 657 230 (h+f)	5	73,8
<b>1940</b>	1 799 942 (h+f)	1 838 378 (h+f)	2	66,1
<b>1945</b>	1 956 225 (h+f)	2 037 491 (h+f)	4	73,3

**Tableau reproduit de :** Maillé, Chantal. « Le vote des Québécoises aux élections fédérales et provinciales depuis 1921 : une assiduité insoupçonnée ». *Recherches féministes*, vol. 3, (1990), p. 83-95. (p.85)

ne diminue pas, mais lorsque l'on considère le contexte de guerre en 1944 et de la conscription en 1942<sup>136</sup>, les femmes participeraient davantage aux élections que les hommes (Maillé, 1990, p. 85).

<sup>135</sup> Soit une comparaison de la participation avant et après l'octroi du droit de vote aux femmes.

<sup>136</sup> Le contexte de la guerre est intéressant, puisque le taux de participation demeure à 72,1 % et une part significative de la population masculine ne peut voter, puisqu'elle se trouve sur le champ de bataille. Sur cette base, Maillé relève le fait que les femmes ont participé de façon significative aux élections dans la mesure où une partie importante de l'électorat masculin n'était pas présent pour voter. En d'autres mots, considérant le contexte de guerre, la diminution du taux de participation en 1944 serait attribuable aux hommes ayant quitté pour le front, plutôt qu'à une faible participation de la part des femmes (Maillé, 1990, p. 86).

<b>Tableau 3.5 Estimation de la participation de la population québécoise aux élections provinciales de 1927 à 1952</b>				
<b>Année</b>	<b>Nb d'électeurs inscrits</b>	<b>Estimation de la pop. de 21 ans et plus</b>	<b>Estimation de la pop. non inscrite (%)</b>	<b>Taux de participation de la pop. inscrite (%)</b>
<b>1927</b>	569 018 (h)	699 157 (h)	18	62,2
<b>1931</b>	641 324 (h)	766 291 (h)	16	77
<b>1935</b>	739 300 (h)	836 701 (h)	12	76,2
<b>1936</b>	746 414 (h)	854 303 (h)	12	76,9
<b>1939</b>	753 310 (h)	902 787 (h)	19	77
<b>1944</b>	1 345 511 (h+f)	1 997 822 (h+f)	32	72,1
<b>1948</b>	2 036 576 (h+f)	2 160 510 (h+f)	6	75,2
<b>1952</b>	2 247 008 (h+f)	2 282 526 (h+f)	2	75,9

**Tableau reproduit de :** Maillé, Chantal. « Le vote des Québécoises aux élections fédérales et provinciales depuis 1921 : une assiduité insoupçonnée ». *Recherches féministes*, vol. 3, (1990), p. 83-95. (p.85)

Dans la même perspective, l'hypothèse est que les femmes participaient davantage que les hommes, puisqu'elles étaient plus instruites et écoutaient plus la radio. Ces deux facteurs auraient une influence significative sur le vote (Maillé, 1990, p. 85-86).

Nous avons mentionné précédemment qu'un système se maintient dans la mesure où une nouvelle identité ne peut s'imposer que par l'agrandissement du suffrage (Mair, 2006a, p. 6). Les données du tableau 3.4 et 3.5 nous permettent d'établir l'existence d'une nouvelle identité latente au sein du système de partis. Autrement dit, la participation politique des femmes signifie de facto l'existence d'un nouvel électorat au sein de l'espace politique. Il s'agit maintenant d'observer les tendances de cet électorat. Au cours des années 1950 et 1960, la recherche a étudié les différences du vote chez les hommes et les femmes. Bien que limitée, la recherche révèle une tendance chez les femmes en Europe de l'Ouest. Celles-ci semblent plus favorables aux partis de centre droit. La tendance plus conservatrice des femmes lorsque comparée aux hommes est définie au sein de la



littérature comme l'écart traditionnel du vote entre les genres (Inglehart et Norris, 2000, p. 443)<sup>137</sup>. La littérature mentionne que l'écart dans le vote serait causé par les caractéristiques distinguant les deux groupes. Par exemple, l'éducation, la religion et la proportion des femmes sur le marché du travail sont des facteurs explicatifs fréquemment mentionnés (Erickson et O'Neill, 2002, p. 375)<sup>138</sup>.

Au Québec, les statistiques concernant l'allégeance politique entre 1940 et 1960 sont minces, voire inexistantes, puisque la compilation du vote ne prend pas en considération le genre (Maillé, 1990, p. 87)<sup>139</sup>. Or, la littérature à notre disposition permet la formulation d'hypothèses concernant les répercussions du vote des femmes. Le graphique 3.1, présenté précédemment, révèle la tendance du vote entre 1867 et 1985. En 1935, le Québec connaît l'imposition de l'UN comme principale force politique. Lorsque l'on prend en considération la tendance conservatrice des femmes occidentales au cours de cette période, nous émettons l'hypothèse selon laquelle le vote des femmes aurait assuré la cristallisation du deuxième 2<sup>e</sup> système de partis. En d'autres mots, l'insertion des femmes au sein de l'électorat québécois semble contribuer à la domination de l'UN au cours des années 1940-1960. Le Parti libéral octroie aux femmes le droit de vote aux femmes en 1940. Nous serions portés à croire que les femmes favoriseraient un parti plus ouvert à leur cause. Cependant, comme le mentionnent Brodie et Jenson, il est impossible de s'attendre à ce qu'une catégorie de la population coordonne ses actions et vote en termes de classe, ou dans le cas présent, en termes de genre. Une cohésion doit être développée par une organisation qui repense les définitions du politique (Brodie et Jenson, 1980, p. 8). Ainsi, à l'image du vote de la classe ouvrière qui appuie l'UN au détriment du Parti libéral, l'UN profite du vote des femmes et le parti remporte les élections en 1944 et demeure au pouvoir jusqu'en 1960. Il est important de mentionner qu'il ne

---

<sup>137</sup> Dans les années 1970, l'écart traditionnel du vote entre les genres s'avère toujours représentatif, particulièrement en Italie et en Allemagne. Cependant, une nouvelle tendance semble émerger aux États-Unis. En effet, Inglehart et Norris révèlent un processus de désalignement du genre à l'extérieur des États-Unis, mais aussi une tendance du réalignment du genre aux États-Unis (Inglehart et Norris, 2000, p. 441-442).

<sup>138</sup> Inglehart mentionne par exemple qu'en France et en Italie, les femmes sont plus susceptibles d'aller à une église associée aux partis démocrates-chrétiens (Inglehart et Norris, 2000, p. 443).

<sup>139</sup> La première étude concernant l'opinion publique est menée avant l'élection de 1960 par le Parti libéral (Maillé, 1990, p. 87).

s'agit pas de l'unique raison expliquant la domination de l'UN dans la mesure où nous avons exploré plusieurs autres hypothèses. De plus, il est difficile d'évaluer l'effet du vote des femmes dans cette domination de l'UN. Comme le relèvent Inglehart et Norris, le genre n'est pas un clivage dont l'influence peut être comparable au clivage de classe, religieux ou régional, mais il demeure un facteur dont l'influence sur les partis politiques ne peut pas être négligée (Inglehart et Norris, 2000, p. 444). Pour résumer, l'obtention du droit de vote pour les femmes permet l'insertion d'une nouvelle identité au sein de l'espace politique. Au cours de cette période, cet électorat a tendance à favoriser un parti de centre droit. Cependant, comme nous allons l'expliquer plus tard, le développement du mouvement féministe au cours des années 1960 permet l'organisation de cette nouvelle identité et participe à la transition vers le 3<sup>e</sup> système de partis.

En somme, le deuxième système de partis peut être caractérisé comme une période de gel intellectuel, où la fermeture aux développements de la gauche politique limite les développements idéologiques du Québec. Le nationalisme conservateur domine le paysage politique et le Québec prend du retard dans sa modernisation politique. Néanmoins, une minorité d'intellectuels comme Trudeau vont contester le nationalisme conservateur de l'UN, mais la prospérité économique de la période d'après-guerre assure la stabilité politique de l'UN, ce qui n'offre pas l'opportunité d'un choc pouvant réformer le système de partis (McRoberts et Posgate, 1983, p. 105). Le deuxième système s'est cristallisé autour de l'idée de l'autonomie provinciale, mais dans les faits, il s'agit d'un système reposant sur le nationalisme conservateur et du repli sur soi. De plus, la stabilité du deuxième système de partis serait en partie attribuable à l'obtention du droit de vote aux femmes. En effet, considérant la tendance historique du vote des femmes en Occident au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, l'UN a bénéficié de la tendance conservatrice des femmes pour se maintenir au pouvoir jusqu'au tournant des années 1960.

### 3.2 La Révolution tranquille et le développement du syndicalisme au Québec

Les cas britannique et canadien nous ont permis d'établir l'importance du mouvement syndical dans l'organisation des travailleurs en parti politique<sup>140</sup>. Au Royaume-Uni, le développement des organisations syndicales permet une prise de conscience de la position des ouvriers<sup>141</sup>. La fondation du *Labor Party* repose sur l'alliance entre le mouvement syndical, qui possède les moyens financiers, et les mouvements socialistes anglais, qui assureront le développement de définitions économiques alternatives (Brodie et Jenson, 1980, p. 8 ; Reid, 1955, p. 42). Effectivement, ce n'est qu'à l'intégration du mouvement syndical aux efforts du mouvement socialiste que le LP a été en mesure de remplacer les libéraux comme alternative au sein de l'espace politique, alors que le ILP ne parvenait pas à s'imposer dans l'espace politique. Bref, le cas britannique nous apprend que les organisations ouvrières ont permis la formation d'un parti des travailleurs, caractérisé de *bottom-up*, c'est-à-dire que les organisations syndicales et socialistes ont conduit à l'institutionnalisation d'un parti politique. Au Canada, le mouvement syndical n'a pas connu le développement du même sentiment unitaire. Or, le contexte a permis l'avènement d'un parti des travailleurs lors de la fondation de la FCC. Bien qu'il ne s'impose pas de la même façon que le cas britannique, le développement économique que connaît le Canada lors de la période d'après-guerre force le Parti libéral à faire des concessions au mouvement ouvrier en favorisant une approche plus interventionniste au sein de l'économie<sup>142</sup> (Bickerton *et al.*, 2002, p. 89-90).

---

<sup>140</sup> Comme mentionné tout au long de la recherche, nous ne pouvons pas tenir pour acquis que les personnes au sein d'une même classe voteront pour le même parti politique. Ainsi, les syndicats favorisent l'essor d'une identité commune entre les ouvriers syndiqués.

<sup>141</sup> Voir Reid lorsqu'il mentionne le développement au sein du mouvement syndical d'une volonté de rassembler les travailleurs et leur enseigner comment utiliser leur nouveau pouvoir politique (Reid, 1955, p. 40-41).

<sup>142</sup> Comme mentionné au 3<sup>e</sup> chapitre, les concessions de la part du Parti libéral du Canada représentaient une différence avec le cas britannique. Au Royaume-Uni, les libéraux n'avaient pas fait suffisamment de concessions, puis le découragement des élites syndicales a conduit au développement du *Labor Party* (Reid, 1955, p. 43). À titre de rappel, les socialistes fondent le ILP afin de tirer les syndicats à l'extérieur de l'influence des libéraux (Phillips, 1992, p. 2-6).

Au Québec, le syndicalisme québécois est incarné par trois centrales, soit la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux<sup>143</sup> (CSN) et la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)<sup>144</sup>. Le développement du mouvement syndical est, avant 1960, dans une phase embryonnaire. Comme nous l'avons développé plus haut, lors de cette période, l'UN s'oppose aux tentatives des syndicats d'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, notamment en appuyant les entreprises étrangères lors de conflit, ou en légiférant dans l'optique de réduire l'influence syndicale (Boismenu, 1981, p. 220)<sup>145</sup>. De plus, avant 1960, l'UN tire avantage d'un mouvement syndical désorganisé, alors que le conservatisme du TLC rend la centrale favorable au gouvernement de Duplessis. La Révolution tranquille représente le début de l'évolution du mouvement syndical qui se poursuit à la suite de cette période (Ethier *et al.*, 1975a, p. 16).

Comme il a été fait mention précédemment, le syndicalisme d'Europe s'est solidifié à partir de 1939 avec l'essor des États-providence (Sirot, Stéphanne *et al.*, 2002, p. 24). Pour Mills, le mouvement syndical québécois prend de l'ampleur à partir de la fin des années 1960, puisqu'en 1964, les syndicats québécois ne font que mettre en évidence le sentiment d'impuissance et d'inutilité chez les ouvriers. Pour certains, les syndicats de l'époque constituent un pilier de l'empire accommodant suffisamment les ouvriers industriels pour prévenir l'avènement de lutte sociale (Mills, 2011, p. 41). Nous rappelons qu'avant la fondation de la CTCC par le clergé en 1921, le paysage syndical est dominé par des syndicats d'origine états-unienne, autre symbole de la subordination du peuple francophone. La CTCC se départira de son caractère religieux en 1960 et deviendra la CSN.

---

<sup>143</sup> Autrefois appelé la CTCC.

<sup>144</sup> Par souci d'espace, la recherche concentrera son développement sur la FTQ et la CSN.

<sup>145</sup> Un exemple de cette animosité entre l'UN et le syndicalisme est la loi du cadenas de 1937 qui permet de fermer tout édifice suspecté d'être utilisé pour faire la propagande communiste. Dans les faits, la loi sera utilisée comme moyen de répression à l'égard des militants syndicaux (Boismenu, 1981, p. 220-222).

Alors que les syndicats européens prennent de l'expansion dans une lutte en deux temps<sup>146</sup>, le syndicalisme québécois, dans les années 1960, se développe dans une co-constitution du renouveau syndical et du renouveau du mouvement nationaliste. Au cours de cette période, le mouvement syndical est davantage porté par l'expansion de la fonction publique et parapublique et des luttes importantes pour sa syndicalisation. Autrement dit, au cours de cette période, les effectifs de l'État québécois augmentent et les principaux combats portent sur la syndicalisation de ces nouveaux emplois. De plus, Sean Mills mentionne l'influence du cadre de la décolonisation non seulement pour le mouvement syndical, mais pour plusieurs autres mouvements sociaux au Québec comme le mouvement ouvrier, féministe et afro-américain. Pour Mills, il s'agit de luttes qui se chevauchent dans un contexte caractérisé par une volonté de décolonisation (Mills, 2011, p. 41)<sup>147</sup>. Comme le mentionne le manifeste du Mouvement de libération du peuple, celui-ci reconnaît la domination de l'économie par le capital anglo-canadien et américain ce qui fait du Québec une région sous-développée en Amérique du Nord. Les intérêts américains s'imposent à travers le gouvernement fédéral. Pour lui, il s'agit d'une lutte pour les ouvriers francophones afin de reprendre le contrôle de leurs associations syndicales, de l'État, puis de leur économie.

Afin de comprendre le développement du syndicalisme québécois et sa radicalisation à la suite de la Révolution tranquille, il importe de préciser ce que représente l'événement, en plus de rappeler quelques éléments du contexte socio-économique. La Révolution tranquille est définie comme une période où le Québec connaît une suite de transformations importantes et rapides. Comme nous l'avons expliqué, le gouvernement de l'UN est caractérisé par son conservatisme et la promotion des valeurs traditionnelles, comme la religion et la famille. Le 22 juin 1960, le Parti libéral prend le pouvoir et lance une série de réformes afin de redéfinir le rôle de l'État québécois (Durocher, 2013). Au cours de cette période, le Québec n'échappe pas à la réalité économique canadienne<sup>148</sup>.

---

<sup>146</sup> D'abord pour la reconnaissance, puis pour la définition de son champ d'intervention.

<sup>147</sup> Voir aussi McRoberts et Posgate, chapitre 7 concernant le Québec comme nation dépossédée et son caractère de colonie interne (p.168).

<sup>148</sup> Comme mentionné plus haut, son économie repose principalement sur l'extraction de ressources premières et l'exportation (Heron, 2012, p. xi-xiii).

Une grande partie des ressources produites par la province sont envoyées à des intérêts étrangers ou américains. Par exemple, le Québec produit 90 % du fer pour l'ensemble du Canada et 90,3 % de ce fer est exporté. Ainsi, bien que l'industrie minière de la province soit perçue comme étant développée, moins de 5 % des ressources extraites sont transformées dans la province (Mills, 2011, p. 40). Même son de cloche au sein de l'industrie forestière. Bien que l'industrie représente un plus faible taux d'exportation vers les intérêts étrangers, l'industrie appartient à des intérêts francophones à hauteur de seulement 4,8 %. En fait, 86,5 % de l'industrie de métaux primaires appartient à des compagnies étrangères (Mills, 2011, p. 40). Ainsi, la réalité du contexte économique québécois et leur exclusion des postes administratifs, notamment, justifient l'intégration de la population francophone au sein du cadre de la domination coloniale, repris par le mouvement syndical (Linteau *et al.*, 1994, p. 117). Cela dit, bien que le caractère linguistique soit apparent au sein de la lutte ouvrière, le mouvement syndical tente, lors des années 1960, de fonder un parti des travailleurs pour l'ensemble du Canada. Nous développerons davantage sur le sujet lorsque la radicalisation du syndicalisme québécois aura été abordée, mais l'influence croissante du socialisme au sein des centrales syndicales du Québec favorise l'essor d'un intérêt pour la politique partisane, élément qui s'est avéré significatif pour l'avènement du *Labour Party* britannique (Rouillard, 2011, p. 161).

La croissance économique que connaît le Québec, à partir de la Révolution tranquille, permet une hausse de la syndicalisation. Comme le relève Trudeau, entre 1911 et 1919, le nombre de syndiqués triple passant de 133 132 à 378 000<sup>149</sup>. Le mouvement syndical connaît à nouveau une hausse importante lors de la Seconde Guerre mondiale alors que les effectifs passent, entre 1939 et 1945, de 359 000 à 711 000. En 1949, le nombre de syndiqués dépasse le million (Trudeau, 1970b, p. 83-84). Bien que le nombre de syndiqués soit significatif, le mouvement syndical demeure dans un état embryonnaire dans la mesure où son influence et sa croissance sont limitées par le gouvernement de Duplessis<sup>150</sup>. Au cours de la Révolution tranquille, le développement de l'État

---

<sup>149</sup> Le mouvement syndical connaîtra une diminution de son effectif lors de la Première mondiale, alors que les effectifs chutent à 322 000 en 1930 (Trudeau, 1970b, p. 83).

<sup>150</sup> Sous Duplessis, le climat antisyndical est très fort, voir (Bennett *et al.*, 1987, p. 165)

conduit celui-ci à employer davantage de travailleurs. Comme le rapporte McRoberts et Posgate, le développement des fonctions de l'État permettra à celui-ci d'employer près de 200 000 travailleurs. Alors que le Parti libéral a bénéficié d'un appui de la part des syndicats, lors de cette période, celui-ci permet la syndicalisation de la fonction publique et des organisations soumises à l'autorité du gouvernement. En 1970, 40 % des travailleurs syndiqués sont dans le secteur public. Au sein de la CSN, les membres employés au sein de la fonction publique comptent pour environ la moitié des effectifs, comparativement à 15 % pour la FTQ (McRoberts et Posgate, 1983, p. 160-161). Pour résumer, le développement syndical, selon ce que mentionnent McRoberts et Posgate, peut être interprété comme la réconciliation avec le développement social et économique. Devant la modernisation économique qui s'opère depuis l'industrialisation, l'État provincial doit se moderniser. Ainsi, longtemps limité par le gouvernement de l'UN, l'État québécois développe de nouvelles structures étatiques par la création de nouveaux ministères. L'agrandissement des compétences étatiques conduit à l'augmentation de l'emploi au sein du secteur public<sup>151</sup> qui, par le biais de politiques favorables permettant sa syndicalisation, conduit à une hausse de la syndicalisation globale du Québec (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 45-46 ; McRoberts et Posgate, 1983, p. 116-117). Le tableau 3.6 illustre l'augmentation des effectifs au sein de la FTQ et de la CSN.

---

<sup>151</sup> Durant les années 1960, le nombre d'emplois au sein de la fonction publique passe de 32 000 à 70 000 (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 46).

<b>Tableau 3.6 Répartition des effectifs selon l'affiliation syndicale au Québec, 1961-1985</b>						
<b>Centrale</b>	<b>1961</b>	<b>1966</b>	<b>1971</b>	<b>1976</b>	<b>1981</b>	<b>1985</b>
CTC/FTQ	201 235 (57 %)	300 179 (48,2 %)	364 004 (49,9 %)	403 155 (51,5 %)	425 850 (48 %)	450 000 (46,3 %)
CSN	90 733 (25,7 %)	190 454 (30,5 %)	184 925 (25,3 %)	151 951 (19,2 %)	189 295 (21,5 %)	209 000 (21,5 %)
<b>Total</b>	<b>353 044</b>	<b>662 778</b>	<b>728 263</b>	<b>788 668</b>	<b>880 199</b>	<b>970 900</b>
<b>Tableau reproduit de :</b> Rouillard, Jacques. Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours. Montréal : Les éditions du Boréal, 1989, 535p. (p.302).						

L'élection du Parti libéral, en 1960, est reconnue comme l'élément déclencheur de la Révolution tranquille. Cet événement historique est responsable de l'élaboration d'importantes réformes politiques. Le parti dirige la modernisation de l'État québécois qui se développe comme outil principal de l'émancipation et du progrès (Pelletier, 2012, p. 27). La modernisation affecte plusieurs domaines. Par exemple, en éducation, la mise sur pied du ministère de l'Éducation en 1964 permet au gouvernement d'étendre son champ d'intervention à l'ensemble des lieux d'enseignement publics ou privés. Le ministère contrôle ainsi le contenu pédagogique enseigné. Dans cette même perspective, le gouvernement fonde les collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEP) qui ont pour effet de diminuer l'influence de l'Église (McRoberts et Posgate, 1983, p. 125-126). Au niveau de l'économie, le gouvernement libéral développe des initiatives favorisant l'essor économique des petits secteurs occupés par les Canadiens français, notamment par l'établissement d'entreprises publiques et la consolidation des entreprises canadiennes-françaises existantes. La nationalisation d'Hydro-Québec, sous le slogan *maître chez*



*nous*, est un tournant important dans la gestion des ressources de la province et se lie aux demandes syndicales dans la mesure où celles-ci exigent un meilleur contrôle des ressources du territoire par l'État québécois. L'établissement de cette entreprise publique est, au sein de la littérature, l'un des succès phares du gouvernement libéral, puisqu'elle a offert la possibilité aux Canadiens français d'accéder à des postes administratifs et techniques. Par le développement de l'État québécois, la haute direction d'Hydro-Québec a adopté le français comme langue du travail et les anglophones demeurant au sein de l'entreprise ont appris à travailler en français (McRoberts et Posgate, 1983, p. 127). En somme, la modernisation politique, entendue comme l'accroissement du pouvoir et des champs d'intervention de l'État québécois, a permis l'accès à des postes administratifs aux francophones. L'État connaît l'apparition de six nouveaux ministères entre 1960 et 1970. Les réformes scolaires amènent l'essor d'un plus grand nombre de diplômés aspirant à des postes supérieurs. La consolidation de facultés des sciences sociales à l'Université Laval et à l'Université de Montréal, notamment, permet de mettre en lumière l'essor de cette nouvelle classe francophone (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 42). Cependant, les percées ne sont pas suffisantes, ce qui alimentent un sentiment de frustration à l'égard du système politique en place (McRoberts et Posgate, 1983, p. 130).

Le but des réformes était d'adapter la société québécoise à la nouvelle réalité de l'État capitaliste et d'assurer un meilleur appui économique à la communauté francophone (Bennett *et al.*, 1987, p. 188). Le développement de l'État provincial conduit à l'apparition d'une classe moyenne publique francophone (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 9). Au départ, les effets sont positifs, alors que la proximité entre le Parti libéral et la CSN présente une forme de consensus entre le gouvernement et le mouvement ouvrier. Cependant, les réformes du gouvernement libéral vont plafonner ce qui alimente un sentiment de méfiance grandissant envers l'État<sup>152</sup>. À partir du 2<sup>e</sup> mandat, la bonne entente entre la CSN et le gouvernement prend fin (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 81 et 84). La relation évolue de l'harmonie au désaccord, alors que le gouvernement va recourir

---

<sup>152</sup> À l'image du cas britannique qui connaît un changement dans le leadership du mouvement syndical, lui permettant d'effectuer une transition idéologique et une redéfinition de son champ d'intervention, l'accroissement du mécontentement au Québec conduit à l'élection de nouveaux dirigeants syndicaux comme Laberge pour la FTQ et Pepin pour la CSN (Ethier *et al.*, 1975b, p. 19).

de plus en plus fréquemment à des lois spéciales afin de mettre fin aux conflits de travail. Dans cette perspective, les centrales syndicales vont avoir tendance à se radicaliser, puisqu'à la lumière de leurs expériences, le gouvernement est naturellement hostile à la classe ouvrière. Peu importe l'alternance au pouvoir des partis existants, l'État agit à l'intérieur du cadre établi par l'entreprise privée (McRoberts et Posgate, 1983, p. 159-161). L'avènement d'une classe ouvrière opposée à la bourgeoisie n'est pas unique au cas du Québec. Cependant, comme le relèvent McRoberts et Posgate, le phénomène de classe aurait dû, selon la tendance historique, permettre le rassemblement des travailleurs au-delà des barrières régionales. Au Québec, la tendance conservera son caractère linguistique alors que les efforts sont déployés afin d'améliorer les conditions au sein de la province, ce qui a pour effet d'affaiblir son intégration au système politique canadien (McRoberts et Posgate, 1983, p. 164-165). En d'autres mots, le Québec connaît, lors de cette période, une intensification du clivage de classe, mais celle-ci demeure inscrite dans une perspective linguistique.

Comme le relève Jean-Marc Pottle, la Révolution tranquille conduit à trois courants politiques qui s'inscriront au sein des politiques du mouvement syndical. Le premier, qui se retrouve au sein des trois centrales principales, vise une collaboration avec le parti au pouvoir. La deuxième tendance, qui est plus influente au sein des politiques de la FTQ, appuie le parti qui valorise la Révolution tranquille et assure la consolidation du changement. La dernière tendance, présente principalement au sein de la CSN, veut que les centrales assurent l'avènement d'un parti des travailleurs afin de traduire les revendications syndicales sur la scène politique (Ethier *et al.*, 1975b, p. 21). L'émergence de ces trois tendances est intéressante, puisqu'elle permet une meilleure compréhension des choix politiques qui seront explorés plus tard. Par exemple, bien que la FTQ s'affranchit de la centrale canadienne, grâce à une souveraineté-association, afin de mettre de l'avant son caractère québécois, l'influence du *Gomperism* demeure alors qu'elle préconise une collaboration avec le Parti québécois plutôt que la fondation d'un parti des travailleurs<sup>153</sup>. Bien que la radicalisation du mouvement syndical s'exprime à travers deux centrales distinctes, nous maintenons l'idée qu'il faut comprendre le syndicalisme québécois comme un ensemble. En

---

<sup>153</sup> Les membres de la FTQ organisent un Congrès en vue de fonder un parti des travailleurs, mais devant la possibilité de nuire aux chances du PQ, l'idée est rejetée (Fournier, 1994, p. 91).

d'autres termes, l'étude de ces deux centrales est complémentaire. Elle a pour but de mettre en lumière les éléments constitutifs d'un parti des travailleurs, comme l'élaboration d'une identité de classe et sa mobilisation dans l'espace politique.

### 3.2.1 Radicalisation au sein de la FTQ

Lors du Congrès de la FTQ en 1971, la centrale adopte son manifeste *L'État rouage de notre exploitation*, critiquant le pouvoir politique d'être au service du système capitaliste et impérialiste (Fournier, 1994, p. 72). Il s'agit d'un changement significatif de la part de la centrale dans la mesure où il s'agit d'une aile québécoise au sein d'un syndicat international et que les idées socialistes n'ont jamais eu une influence significative à l'intérieur du mouvement syndical<sup>154</sup> (Gethin *et al.*, 2021, p. 207). Le manifeste de la FTQ met de l'avant l'idée que les interventions de l'État bourgeois favorisent les propriétaires (Gethin *et al.*, 2021, p. 73). Plus précisément, le manifeste critique la loi fédérale stimulant le développement de certaines régions de 1963 et les programmes d'investissements mis de l'avant par le ministère de l'Expansion économique régionale (MEÉR) à partir de 1969<sup>155</sup>.

Initialement, la loi comportait trois objectifs. D'abord, elle devait agir comme coordonnateur des diverses politiques de développement d'une région. Elle devait aussi remédier aux problèmes de chômeurs excessifs et rehausser le revenu de certaines régions. En 1969, le gouvernement fédéral crée le MEÉR dont la mission est de s'occuper du problème des inégalités économiques régionales. Pour ce faire, le ministère offre des subventions permettant de réduire les coûts d'immobilisation, offre un montant aux entreprises créant de l'emploi au sein des régions moins développées. L'étude de la FTQ portant sur l'attribution des subventions s'effectue sur une période de 18 mois, entre octobre 1969 et avril 1971. Au cours de cette période, 57 655 513 \$ en subvention sont accordés, pour un total de 213 projets et 12 818 emplois créés. Les régions de Québec et de Trois-Rivières

---

<sup>154</sup> Nous rappelons que les syndicats de type internationaliste étaient hostiles à la fondation d'un parti des travailleurs. Il s'agit de magasiner la meilleure option pour les travailleurs.

<sup>155</sup> Avant la création du ministère de l'Expansion économique régionale en 1969, la loi de 1963 était appliquée par l'Agence de développement régional qui relevait du ministère de l'Industrie (Fédération des travailleurs du Québec, 1971, p. 25).

profitent de 110 subventions, soit plus de 50 % des subventions accordées à l'ensemble de la province. La région de Montréal, dont la candidature est acceptée à partir de janvier 1971, figure en troisième position avec 41 subventions. Les Cantons-de-l'Est figurent en quatrième place avec 26. La concentration des projets au sein de ces quatre régions laisse seulement 36 subventions pour le reste du Québec. En plus de recevoir la majorité des subventions, le top 4 a reçu 81 % du montant total investi au cours de cette période et 87,2 % des emplois<sup>156</sup> (Fédération des travailleurs du Québec, 1971, p. 25-31).

Considérant que l'objectif du programme était de corriger les inégalités économiques entre les régions, la politique de subvention représente un échec pour la FTQ. À la lumière des résultats du programme, les régions les plus défavorisées sont les plus négligées. Non seulement les subventions sont concentrées au sein des régions les plus industrialisées, mais elles ne permettent pas de réduire le taux de chômage. Bien que depuis 1946, l'emploi s'est accru, la main-d'œuvre a connu une croissance plus importante que l'emploi, ce qui explique en partie la hausse du taux de chômage. Or, lorsque l'on compare la situation du Québec avec le reste du Canada, celle-ci se détériore. Entre 1946 et 1970, le taux de chômage est toujours au moins supérieur au reste du Canada et environ deux fois plus important que l'Ontario. Préalable à l'instauration du programme de développement régional, les disparités du taux de chômage entre les régions du Québec sont significatives et se divisent en trois catégories : inférieur à la moyenne provinciale (Montréal), semblable à la moyenne provinciale (Québec, Cantons-de-l'Est) et supérieur à la moyenne provinciale de 30 à 80 % (Gaspésie, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Mauricie et Côte-Nord). Entre 1969 et 1971, les trois régions les plus défavorisées du Québec, soit la Gaspésie, le lac Saint-Jean et Nord-Ouest reçoivent 14 % des subventions et 11,1 % des emplois. Cette répartition des subventions représente, pour la FTQ, la démission du gouvernement à l'égard des régions défavorisées (Fédération des travailleurs du Québec, 1971, p. 101-104). Plutôt que d'appuyer le développement économique de ces régions, les subventions ont pour effet de diminuer l'incitation à la décentralisation économique et de renforcer le développement économique centralisé.

---

<sup>156</sup> Trois-Rivières figure au sommet avec un 14,8 millions. De plus, Québec et Trois-Rivières ont eu 48,2 % du montant total investi au sein de la province.

(Fédération des travailleurs du Québec, 1971, p. 33-35). Une critique additionnelle de la centrale, les subventions n'ont pas permis le développement industriel, mais elles ont conduit à une reproduction de la structure de l'emploi du Québec de 1966. Les emplois à productivité moyenne<sup>157</sup> diminuent alors que les emplois à productivité faible<sup>158</sup> gagnent en importance. À cet effet, le gouvernement fédéral a échoué à modifier la structure industrielle du Québec. Plutôt que d'établir un plan de développement, l'attribution des subventions a permis le maintien de la structure des emplois du Québec plutôt que de favoriser sa transition (Fédération des travailleurs du Québec, 1971, p. 44-46).

La recherche ne se veut pas une étude exhaustive de l'application du programme de développement régional. Cependant, le sommaire effectué permet une meilleure compréhension de la perspective syndicale et des raisons quant à sa radicalisation<sup>159</sup>. En somme, le ministère a échoué l'ensemble des objectifs de son programme. L'échec des subventions est un échec de l'État qui devait assurer le développement des régions défavorisées, ce qui aurait permis la prise en main de l'économie par les francophones (McRoberts et Posgate, 1983, p. 146). Sans militer pour l'usage de capital public pour le développement d'une bourgeoisie québécoise, la FTQ mentionne que l'investissement public aurait dû permettre aux francophones de prendre une plus grande place au sein de l'économie du Québec. Cependant, le programme renforce l'idée que l'économie québécoise est possédée par des intérêts étrangers, alors que la majorité des subventions sont octroyées aux régions industrielles et à des compagnies étrangères<sup>160</sup>. Pour la FTQ, la politique de développement n'est pas planifiée ce qui ne permet pas de renverser la domination du capital étranger (Fédération des travailleurs du

---

<sup>157</sup> Le secteur des aliments et des boissons et celui des appareils électroniques représentent des emplois à productivité moyenne.

<sup>158</sup> L'industrie du bois, du textile et des vêtements par exemple.

<sup>159</sup> Il ne s'agit pas non plus de dire qu'il s'agit de l'unique raison de la radicalisation de la centrale. L'espace accordé ne permet l'analyse que d'une seule piste explicative.

<sup>160</sup> Le programme octroie une subvention de plus de 1 million à 10 entreprises. Elles sont toutes américaines, anglo-canadiennes ou belges. Sept de ces entreprises avaient un revenu net entre 14 millions et 1 milliard, en 1970 (Fédération des travailleurs du Québec, 1971, p. 54).

Québec, 1971, p. 57-127-128). Le mécontentement croissant à l'égard de l'État favorise la radicalisation de la FTQ et une plus grande ouverture aux idées socialistes.

Alors que la radicalisation économique de la FTQ s'exprime à travers ce manifeste, la centrale syndicale connaît une évolution importante concernant l'émancipation culturelle et sociale du peuple québécois. Comme nous l'avons mentionné, à partir des années 1960, une nouvelle forme de nationalisme<sup>161</sup> s'établit au Québec. À travers les textes de certains penseurs québécois, notamment ceux de Marcel Chaput<sup>162</sup>, le désengagement de l'État fédéral au profit de l'importance accordée au palier provincial est plus apparent (McRoberts et Posgate, 1983, p. 165). La mise en place des réformes libérales alimente cette nouvelle forme du nationalisme canadien-français. Bien que l'ensemble de la population n'adhère pas à cette nouvelle idéologie, l'héritage de ces réformes vient démontrer l'importance accordée à l'État provincial et son rôle prépondérant pour la communauté francophone (McRoberts et Posgate, 1983, p. 136 et 145). L'essor de l'État provincial comme figure incontournable du peuple québécois se déroule au début des années 1960 et se veut une transition des contestations individuelles francophones vers une opposition aux partis fédéraux et même directement envers les structures fédérales. Autrement dit, la contestation suit le développement des structures politiques. Plutôt que de diriger son opposition vers l'élu, cette contestation s'oriente vers les partis et l'organisation politique. Ainsi, le développement de l'image de « l'Autre » ne se rapporte plus au caractère individuel de l'anglophone, mais de la domination d'un système de partis ou d'un système défavorable aux francophones. L'accroissement de la méfiance à l'égard du palier fédéral qui se développe lors des années 1960 conduit le passage de « l'Autre » individuel vers le système fédéral et ses représentants.

L'importance de la question nationale ne fait pas l'unanimité chez les intellectuels de gauche, mais il y a tout de même une reconnaissance du fait que l'émancipation des travailleurs doit passer par

---

<sup>161</sup> Au sein de la littérature, plusieurs auteurs décrivent ce nouveau nationalisme comme le néonationalisme canadien-français. Voir Linteau *et al.*, 1994 ; McRoberts et Posgate, 1983 ; Trudeau, 1970.

<sup>162</sup> Marcel Chaput était un scientifique et un militant de l'indépendance du Québec. Avec l'aide de quelques militants, il fonde le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN).

l'émancipation du Québec (McRoberts et Posgate, 1983, p. 165). Ainsi, le néonationalisme<sup>163</sup> se développe dans un format indépendantiste, reconnaissant la nécessité pour le Québec d'acquérir son autonomie complète. Autrement dit, afin de récupérer le contrôle de leur nation, le peuple québécois doit se séparer du reste du Canada et former un État indépendant (Mills, 2011, p. 41). L'appui au mouvement souverainiste au sein de la FTQ n'a pas été immédiat. Effectivement, entre 1965 et 1969, le président Louis Laberge tient des positions anti-souverainistes, alors qu'il mentionne que les partisans de l'indépendance menacent les gains et le niveau de vie de tous les travailleurs (Fournier, 1994, p. 21). L'évolution du mouvement syndical et de la FTQ sur la question nationale est un processus. Comme le rapporte Jacques Rouillard, jusqu'aux années 1960, la centrale accorde une plus grande importance au palier fédéral, puisque celui-ci semble plus réceptif aux demandes ouvrières que le palier provincial. Cette perspective évolue vers une plus grande importance accordée au palier provincial, alors que se développe le nationalisme francophone lors de l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage (Rouillard, 2012, p. 104-105). En effet, alors que le gouvernement provincial met de l'avant plusieurs réformes exigées depuis longtemps par les syndicats, comme l'assurance hospitalisation, les conclusions de plusieurs études présentent un portrait d'infériorité socio-économique des francophones comparativement aux anglophones. À cet effet, le nationalisme évolue vers une forme plus centrée sur le territoire québécois (Rouillard, 2012, p. 105). Dans cette perspective, les chefs de la FTQ, de la CSN et de la CEQ vont militer pour une autonomie toujours grandissante de l'État québécois et vont appuyer directement ou indirectement le Parti québécois afin de défaire le gouvernement Bourassa<sup>164</sup>.

La Révolution tranquille permet une transformation des positions politiques du mouvement syndical. À l'image du cas britannique, la radicalisation du syndicalisme québécois conduit ultimement au changement du système de partis. Comme nous l'avons présenté dans la section précédente, le changement de leadership au sein du mouvement syndical britannique lui permet

---

<sup>163</sup> Au sein de la littérature, le concept de néonationalisme revient à quelques reprises. Le concept dépasse l'idée de préserver la culture francophone et adopte une position revendiquant l'indépendance du Québec.

<sup>164</sup> À noter qu'à ce moment les centrales ne sont pas souverainistes, mais aident le PQ dans l'optique de développer un rapport de force avec le palier fédéral.

d'être plus réceptif aux thèses socialistes. Par conséquent, le syndicalisme passe de la défense à l'attaque, ce qui permet un rapprochement notable avec le mouvement socialiste avec lequel il fondera le *Labour Party* (Reid, 1955, p. 40-42). Au Québec, l'évolution du nationalisme au sein des centrales syndicales se retrouve au cœur de la radicalisation du discours de la FTQ. Les syndicats sont dès le début du 20<sup>e</sup> siècle hostiles au nationalisme canadien-français, puisque celui-ci menace l'unité ouvrière canadienne (Rouillard, 2012, p. 104). Alors que la centrale s'oppose fortement au milieu des années 1960, celle-ci reconnaît en 1971 le droit à la souveraineté du Québec tout en rejetant une motion anti-séparatiste en provenance de ses sections locales (Fournier, 1994, p. 73). Finalement, la centrale syndicale appuie le référendum du Québec en 1980, complétant la transition nationaliste amorcée au début du 20<sup>e</sup> siècle. Cette transition nationaliste se perçoit aussi à travers la relation qu'entretient la FTQ à l'égard de la CTC. En 1960, la centrale représente l'aile régionale d'un syndicat canadien, le Congrès du travail du Canada (CTC). Bien que la relation entre la FTQ et le CTC se complique à la suite du Front commun de 1972<sup>165</sup>, en 1993, la FTQ adopte une formule de souveraineté-association avec le CTC (Fournier, 1994, p. 261). Fernand Daoust mentionne que l'histoire de la plus grande centrale du Québec est l'histoire de l'affirmation de son identité québécoise (Fournier, 1994, p. 259). L'acquisition d'une plus grande autonomie de la centrale est une image forte du peuple québécois qui reprend le contrôle de son territoire. La FTQ, contrairement aux syndicats canadiens-anglais, dépasse le stade du syndicalisme classique, reposant sur la négociation de conventions collectives, et remet en question la société capitaliste (McRoberts et Posgate, 1983, p. 172). Effectivement, le président de l'époque, Louis Laberge reconnaissait le sentiment de frustration chez les Québécois envers les syndicats canadiens dans la mesure où ils ne pouvaient jamais obtenir la majorité lors de représentations. Dans cette perspective, la FTQ tente de minimiser les liens qu'elle entretient avec le CTC afin de renforcer son identité de fédération syndicale québécoise<sup>166</sup> (McRoberts et Posgate, 1983, p. 171).

---

<sup>165</sup> Les tactiques et les discours utilisés lors de cette période ont inquiété les chefs syndicaux du Canada anglais (McRoberts et Posgate, 1983, p. 172).

<sup>166</sup> Il importe de rappeler qu'à cette période, la FTQ représente une aile provinciale d'une centrale canadienne. Dans cette perspective, la FTQ souhaite réduire au maximum les liens qu'elle entretient avec le CTC afin de mettre de l'avant son caractère nationaliste.



Au du début des années 1970, à la lumière de l'évolution de son conseil d'administration en faveur du nationalisme québécois, la FTQ amorce son rapprochement avec le Parti québécois (PQ). Cependant, la centrale n'appuie pas officiellement le parti lors de l'élection de 1973, bien que 76 % de ses délégués ont voté pour la formation souverainiste (Fournier, 1994, p. 89). Le président de la centrale reconnaît un peu plus tard qu'il s'agissait d'une erreur stratégique que de ne pas appuyer le PQ (Fournier, 1994, p. 90). Lors de l'élection de 1976, la FTQ appuie pour la première fois le PQ. Cependant, l'appui de la centrale se veut un appui critique et tactique, alors que la centrale reconnaît que le PQ ne forme pas un parti des travailleurs, mais qu'il incarne l'unique parti à caractère social-démocrate et qu'il représente la meilleure option pour la classe ouvrière (Fournier, 1994, p. 121). À la suite de l'élection du PQ, le premier mandat suit la même tendance que le syndicalisme européen. En effet, la FTQ bénéficie d'une bonne entente avec le parti au pouvoir et la classe ouvrière, par l'entremise de leurs demandes syndicales, connaît un nombre important de victoires. Par exemple, lors de son premier mandat, le gouvernement péquiste met de l'avant une réforme du Code du travail, qui est une demande de longue date de la part des centrales syndicales, instaure une loi sur la francisation pour le Québec et met fin à la possibilité pour les employeurs de faire l'usage de briseurs de grève (Fournier, 1994, p. 133). Ces trois exemples sont des demandes du mouvement depuis longtemps. Ainsi, au cours de la période de prospérité économique, les syndicats font des gains majeurs non seulement pour la sphère économique, mais aussi la politique linguistique du gouvernement péquiste offre une reconnaissance culturelle significative pour la population francophone.

Au cours de cette période de prospérité, l'appui à la souveraineté évolue au sein de la centrale syndicale. Lors du référendum de 1980, René Lévesque met de l'avant une indépendance en deux étapes. Le référendum de 1980 a pour but d'octroyer au gouvernement provincial le mandat d'aller négocier avec le gouvernement fédéral une souveraineté-association. À la suite des négociations, un deuxième référendum serait soumis à l'opinion publique afin d'accepter ou non les termes négociés. Bien que le président de la FTQ ne soit pas « totalement » souverainiste, il appuie la formule mise de l'avant par René Lévesque, puisqu'il s'agit pour lui de donner au gouvernement provincial un rapport de force à partir duquel le Québec peut négocier (Fournier, 1994, p. 160).

Pour le président de la centrale, il s'agit du même processus que la négociation d'une nouvelle entente syndicale. À cet effet, la FTQ devient la première centrale à se positionner en faveur de la tenue d'un référendum. Chez Laberge, l'émancipation culturelle et économique des francophones représente les deux facteurs explicatifs de ce positionnement. Effectivement, pour Laberge, les francophones ne peuvent profiter de l'activité économique au même niveau que les anglophones. L'appui à l'option souverainiste n'est pas un rejet du fédéralisme canadien, mais un appui pour l'adoption d'une nouvelle entente constitutionnelle (Rouillard, 2012, p. 109).

En somme, la radicalisation de la FTQ s'effectue par étapes. Elle s'inscrit dans un processus de décolonisation et d'émancipation du peuple québécois<sup>167</sup>. Cependant, bien qu'elle se radicalise, l'influence du *Gomperism* demeure présente au sein de la FTQ. Tandis qu'une partie du mouvement syndical souhaite procéder à l'avènement d'un parti ouvrier, la FTQ rejette l'option et favorise un appui au Parti québécois. Alors que la centrale reconnaît que le PQ n'est pas un parti des travailleurs, l'élaboration d'un parti exclusivement ouvrier est jugée inappropriée et inopportune (Fournier, 1994, p. 119). Pour faire le pont avec notre cadre théorique, la radicalisation de la FTQ qui s'opère à la suite de la Révolution tranquille expose une plus grande importance accordée aux perspectives socialistes, mais aussi à la condition des francophones. D'une manière plus générale, la radicalisation de la FTQ témoigne de l'importance croissante du clivage nationaliste et de l'insertion des enjeux de classes au sein de celui-ci. L'évolution des perspectives de la FTQ envers la condition des Canadiens français, ainsi que les rapprochements que connaît la centrale avec le PQ mettent en lumière la transition qui s'opère.

Ce qu'il faut retenir de la radicalisation de la FTQ est l'importance du caractère linguistique. L'émergence du néonationalisme francophone permet la radicalisation de la centrale. Celle-ci s'effectue par la reconnaissance de la domination économique des anglophones sur les francophones. Préconisant une indépendance toujours plus grande du gouvernement du Québec à l'égard du palier fédéral, la modernisation politique a amené un nombre croissant de francophones

---

<sup>167</sup> Le peuple québécois signifie la même chose que la population francophone. Il y a une alternance dans leur utilisation dans le but de limiter les répétitions.

à défendre les intérêts des ouvriers francophones à l'égard des anglophones (McRoberts et Posgate, 1983, p. 173). L'influence du *Gomperism* ne favorise pas l'appui de la centrale à la fondation d'un parti des travailleurs, alors qu'elle opte pour un soutien et une collaboration avec le PQ<sup>168</sup>. Au cours de cette même période, la CSN connaît aussi une radicalisation. Cependant, considérant son encrage au sein de la fonction publique, les nombreux conflits de travail au cours des années 1960 mineront la confiance de la centrale à l'égard de l'État. À cet effet, elle n'accordera pas la même confiance au PQ, favorisant l'avènement d'un parti des travailleurs.

### 3.2.2 Radicalisation au sein de la CSN

L'évolution de la CSN peut être comprise en trois phases, soit son orientation initiale entre 1921 et 1940, sa maturation au cours des années 1940 à 1960 et son nouveau départ à partir des années 1960 (Tremblay, 1972, p. 23). Comme le relèvent Marc Comby et Jacques Rouillard, lors de la fondation de la CTCC, celle-ci fait la promotion d'un syndicalisme emprunté aux modèles belge et français, c'est-à-dire qu'elle repose sur une coopération avec l'État. De plus, sa fondation repose sur une tentative de contrer l'expansion des syndicats affiliés à la *American Federation of Labour*<sup>169</sup>. Cette opposition aux syndicats internationaux est motivée par une volonté de limiter la propagation des idées socialistes comme en Europe. La CTCC était nationaliste, confessionnelle, favorable aux corporations et où l'industrialisation était mal vue (Tremblay, 1972, p. 23-24). L'aversion envers les idées socialistes était alimentée par une peur de l'Église de voir son influence diminuer (Rouillard, 2022, p. 11-12). Au cours de cette période, la CTCC reconnaît que l'Église a un devoir de minimiser les conflits industriels afin d'assurer le maintien de l'ordre social<sup>170</sup> (Tremblay, 1972, p. 25-26). Ainsi, l'orientation initiale de la CTCC rejoint le devoir de moralisation qu'entretenaient les premières formes du syndicalisme britannique. Tout au long de sa maturation, l'orientation de la centrale est calquée sur le nationalisme autonomiste et le nationalisme canadien. D'une part, elle s'oppose aux tendances centralisatrices du gouvernement fédéral et réclame davantage

---

<sup>168</sup> Le PQ profite de l'appui de la centrale, puisqu'il représente une meilleure option que le PLQ de Robert Bourassa.

<sup>169</sup> C'est-à-dire une organisation qui regroupe des syndicats qualifiés d'internationaux.

<sup>170</sup> Le bon ordre social repose sur l'idée que les employeurs et les employés doivent s'aider et s'aimer.

d'autonomie pour les provinces. Ainsi, les prises de position concernant l'assurance-maladie en 1943, la sécurité sociale en 1946 et la santé en 1948 reflètent la volonté de la centrale de faire reconnaître les compétences provinciales, en plus d'une reconnaissance du fait particulier du Québec (Tremblay, 1972, p. 30-31). D'autre part, d'une perspective du nationalisme canadien, elle valorise l'autonomie politique canadienne à l'égard de l'Angleterre et se réjouit de la désignation d'un Canadien à titre de gouverneur générale <sup>171</sup>(Tremblay, 1972, p. 32). La centrale s'oppose à la tendance socialiste du TUC britannique et tourne le dos à la politique partisane (Rouillard, 2022, p. 15-17).

La grève de l'amiante conduit à la fin de l'espoir corporatiste, c'est-à-dire la fin de la bonne entente où l'Église s'assure de la pratique du syndicalisme responsable dans une perspective de bonne entente avec l'employeur. Elle permet une transition du corporatisme vers une perspective qualifiée de catholique de gauche « à la française ». Cette doctrine repose sur un projet de société valorisant la démocratie, la liberté, l'humanisation, l'économie et un plus grand rôle de l'État (Rouillard, 2022, p. 22-24). Le changement au sein du leadership de la CTCC, en plus de la reformulation de l'idéologie initiale de la centrale, permet des rapprochements entre la CTCC et les syndicats internationaux. À cet effet, ils formeront un front plus uni lors des événements de la Grève de l'amiante de 1949.

En 1960, la CTCC abandonne son caractère religieux et devient la CSN. Cette transition représente le début de la période du nouveau départ pour la centrale (Tremblay, 1972, p. 26). L'arrivée en 1966 de Marcel Pepin à la présidence marque un autre virage vers un syndicalisme plus revendicateur et radical. En 1968, la centrale ouvre le 2<sup>e</sup> front<sup>172</sup>. L'image de l'injustice n'est pas

---

<sup>171</sup> Voir aussi sur le sujet de la position idéologique de la CSN (Rouillard, 1989, p. 368-369)

<sup>172</sup> Lors de la période de maturation, la CTCC se donne le rôle d'éducateur notamment en votant une résolution, en 1948, concernant la nécessité d'éduquer les travailleurs à l'épargne dans l'optique de faire baisser le coût de la vie. Il est entendu que le 2<sup>e</sup> front a pour racine ce rôle historique d'éducateur (Tremblay, 1972, p. 36).

seulement dans les conditions de travail, mais aussi dans les conditions de vie<sup>173</sup>. Dans cette perspective, le 2<sup>e</sup> front a pour objectif de faire prendre conscience aux travailleurs que les conventions collectives n'existent pas en vase clos et qu'il y a une société qui exerce aussi une emprise sur les conditions de vie des travailleurs. Autrement dit, le 2<sup>e</sup> front a pour objectif de faire comprendre aux ouvriers qu'ils sont aussi des citoyens et que leur influence peut s'exercer à l'extérieur du lieu de travail (Rioux, 2022, p. 58-59). Au sein des objectifs du 2<sup>e</sup> front, il y a une volonté d'organiser les groupes de citoyens afin qu'ils participent à leurs luttes, qu'ils lancent des mouvements de contestation, qu'ils créent des comités d'action politique, mais à l'extérieur du cadre des partis politiques. Bref, il s'agit de transformer des travailleurs organisés en consommateurs organisés. Un des symboles des luttes sociales de la CSN, mené par le 2<sup>e</sup> front, concerne l'assurance maladie. En 1970, la centrale lutte pour l'adoption d'une loi permettant l'accès à un régime d'assurance-maladie publique à travers une brochure intitulée : « L'assurance-maladie, il faut se grouiller ». Au sein de cette publication, la centrale expose le retard du Québec (Rioux, 2022, p. 65). Le but est de fournir un instrument, un guide pour les militants dans leur action en vue d'informer tous les membres au sein de leur secteur<sup>174</sup> (Rioux, 2022, p. 63 à 65).

Un autre symbole de la mobilisation inspirée par le 2<sup>e</sup> front concerne l'avènement de la Société de l'assurance automobile du Québec. En effet, avant l'arrivée de cette société d'État, le Québec possédait les taux les plus élevés en matière d'assurance. À cet effet, un automobiliste sur trois ne possédait aucune assurance. L'objectif de la mobilisation était de protéger le pouvoir d'achat qui était mis à mal alors que les travailleurs ne pouvaient pas jouir de la protection que leur accordait la convention collective négociée (Rioux, 2022, p. 66). À l'image des pressions exercées au moment de l'adoption de l'assurance maladie qui opposait le mouvement syndical au Collège des médecins, le plaidoyer concernant un régime d'assurance automobile public est un autre exemple de l'influence de la gauche au sein du mouvement syndical. Celui-ci s'oppose au monopole privé

---

<sup>173</sup> Par exemple, la condition des logements, le chômage, la hausse des prix affectant les budgets familiaux, l'exploitation criminelle des gens par les sociétés de crédit (Rioux, 2022, p. 58).

<sup>174</sup> La loi était prévue pour 1968, mais l'opposition de la part du Collège des médecins, décrite comme une organisation capitaliste à l'image de la Chambre de Commerce, retarde son adoption jusqu'en 1969.

et à l'influence des avocats du Barreau, pour qui les accidents de voiture représentent un revenu (Rioux, 2022, p. 66).

Comme le rapportent McRoberts et Posgate, la CSN connaît une radicalisation plus importante que la FTQ. Principalement composés de travailleurs du secteur public, les nombreux conflits impliquant la centrale, suivant l'obtention du droit de grève, ont pour effet d'alimenter une tension entre cette classe de travailleurs et l'État provincial. En effet, la Révolution tranquille aurait été utilisée par l'élite francophone afin de servir leurs propres intérêts. Ainsi, à la méfiance que développe la CSN à l'égard du gouvernement québécois à travers les conflits de la fonction publique s'ajoute un scepticisme à l'égard de la classe supérieure canadienne-française. L'intransigeance de l'État québécois, principalement composé de Canadien français, à l'égard de la fonction publique et parapublique alimente la perspective selon laquelle le gouvernement demeure au service de l'élite anglophone (McRoberts et Posgate, 1983, p. 163-164). Le développement de l'État québécois à partir des années 1960 fait passer son rôle d'État tierce, à l'État employeur. La définition de la CSN concernant l'État employeur repose sur l'idée que celui-ci est un employeur comme les autres, mais qu'il a un devoir supplémentaire alors qu'il possède davantage de pouvoir. À cet effet, la CSN présente l'idée que les employés du secteur privé doivent être au même niveau que ceux du secteur public et qu'il est inconcevable que l'État refuse d'octroyer les mêmes avantages aux travailleurs (Tremblay, 1972, p. 120-121).

À l'image de la FTQ et de son manifeste socialiste, la CSN publie au début des années 1970 son propre manifeste intitulé *Ne comptons que sur nos propres moyens*. Cependant, la critique de l'État québécois et de la société capitaliste est plus radicale alors que le gouvernement est présenté comme un prisonnier des élites économiques canadiennes et américaines (McRoberts et Posgate, 1983, p. 161-162). L'emprise étrangère sur la province n'est pas un fait nouveau dans le débat. Cependant, la radicalisation de la CSN se démarque dans la mesure où elle formule aussi une critique à l'égard de la bourgeoisie canadienne-française et de la Révolution tranquille. Ce que révèle la radicalisation de la CSN est l'existence d'un conflit de classes au sein de la communauté francophone. Il y a à la fois un conflit à caractère linguistique, mais le conflit de classes chez les francophones n'est pas inexistant pour autant. Au moment de ses congrès, la centrale reconnaît le

caractère colonial de l'économie québécoise et que la libération économique passe uniquement par les travailleurs. Or, la libération économique ne signifie pas la libération culturelle des travailleurs, c'est-à-dire que l'émancipation de l'influence anglophone ne signifie pas la libération des travailleurs francophones dans la mesure où, pour la CSN, la bourgeoisie canadienne-française sert l'intérêt de l'entreprise privée (McRoberts et Posgate, 1983, p. 165). À la suite du Front commun de 1972 qui réunit à la fois la CSN, la FTQ et la CEQ dans une négociation commune avec l'État du Québec, la radicalisation de la centrale se poursuit et les divergences d'opinions au sein de la CSN leur font perdre près du tiers de ses membres (Mills, 2011, p. 237- 251). Il s'agit d'une scission importante, puisqu'elle cristallise la radicalisation vers la gauche et sa place comme centrale en opposition au système capitaliste.

À travers sa radicalisation, la CSN reconnaît l'importance de l'émancipation nationale. Ainsi, en 1970, le Conseil central de Montréal de la CSN appuie l'idée souverainiste du PQ, puisqu'il s'agit d'un prérequis à l'avènement d'une société socialiste (Rouillard, 2012, p. 108). Une différence significative entre la radicalisation de la CSN et de la FTQ se trouve au niveau de la collaboration entre le gouvernement et la centrale. Bien que le PQ ne représente pour aucune des deux centrales un parti des travailleurs, la FTQ participe davantage à l'élaboration des projets de loi et s'active à l'intérieur du parti<sup>175</sup>. Pour la CSN, le PQ ne représente qu'un parti de petits bourgeois, ce qui place la centrale dans une position d'opposition pure et dure tout au long du premier mandat du parti (Fournier, 1994, p. 131). Bien que la centrale reconnaisse la nécessité du peuple québécois de se séparer, l'appui à l'option souverainiste n'est qu'un appui critique<sup>176</sup>. La CSN souhaite s'éloigner du PQ et de son projet référendaire et offre un appui dans la mesure où il s'agit de la meilleure option pour les travailleurs en l'absence d'un parti des travailleurs (Poirier, 2005, p. 4).

---

<sup>175</sup> À l'image de la relation qu'entretenait la CSN lors de la Révolution tranquille avec le Parti libéral (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 81).

<sup>176</sup> La centrale appuie le projet référendaire, mais ne signifie pas pour autant qu'elle appuie le PQ, préférant demeurer distant. Le PQ est une solution à court terme (Rioux, 2022, p. 68).

Pour résumer, la Révolution tranquille a un impact important dans le développement du syndicalisme au Québec. Le retard que prend la province dans sa modernisation politique<sup>177</sup> et les attaques de la part de l'État ont pour conséquence de laisser le mouvement syndical dans un état embryonnaire (Rouillard, 1989, p. 371-372). Cependant, il ne s'agit pas de dire que le mouvement syndical ne connaît pas une évolution lors de la période précédant la Révolution tranquille, puisque comme il a été mentionné dans la section concernant la CSN, la période de maturation permet une évolution de l'idéologie de la CTCC, laquelle graduellement abandonne la démarche corporatiste pour adopter une attitude plus revendicatrice. L'élection du Parti libéral en 1960 conduit à la mise en place de nombreuses réformes afin de rattraper le retard du Québec. À cet effet, l'État québécois s'accroît et l'ouverture de la fonction publique à la syndicalisation amène une hausse significative au sein des effectifs syndicaux (Tremblay, 1972, p. 37-39). Il s'agit d'une période au cours de laquelle l'État québécois redéfinit son rôle dans le développement de la province. Ainsi, les changements engendrés par la Révolution tranquille finissent par nourrir la radicalisation de la pensée sociale syndicale. Le rattrapage n'est pas suffisant pour les centrales et celles-ci aspirent à des réformes plus importantes et critiquent davantage le système capitaliste (Rouillard, 2012, p. 373-374). La piètre gestion de l'État à l'égard des revendications des syndicats de la fonction publique conduit au développement d'un sentiment d'hostilité, à l'égard de l'État québécois et de la bourgeoisie francophone<sup>178</sup> (Rouillard, 1989, p. 378-379). Cette gestion de l'État a pour conséquence de radicaliser davantage la CSN, lorsque comparée à la FTQ.

L'espace réservé pour la recherche ne permet pas de couvrir l'ensemble de la radicalisation au sein de la FTQ et de la CSN. Bien qu'elle se produise à des degrés différents, la radicalisation des centrales est intéressante à étudier dans la mesure où elle permet de relever des similitudes avec la tendance britannique. Animé par une volonté moralisatrice, le mouvement syndical connaît

---

<sup>177</sup> Comme nous avons déjà mentionné précédemment, le développement industriel du Québec conduit à une nécessité d'accroître les fonctions de l'État provincial afin d'encadrer les changements. Ainsi, le Québec est en retard dans la création de nouveaux ministères, dont l'éducation, permettant l'essor d'une classe francophone plus éduquée afin de répondre aux nouveaux besoins industriels.

<sup>178</sup> Par exemple, autant les gouvernements libéral et unioniste vont avoir recours, à partir de 1966, à la suspension du droit de grève. Ces décisions auront pour effet d'alimenter les tensions entre l'État et la CSN.



plusieurs changements, tant au niveau de la direction que dans son expansion. Ces transformations ont eu pour conséquence de radicaliser le mouvement. L'intégration des idées socialistes est perceptible dans les manifestes que les deux centrales publient et témoigne d'une volonté grandissante de la part du mouvement de redéfinir leur champ d'intervention. La radicalisation des deux centrales s'appuie sur le développement de la pensée nationaliste francophone. Essentiellement, la radicalisation, bien qu'elle présente des éléments de classe, s'imbrique au sein du clivage linguistique.

Maintenant que nous avons discuté de l'évolution du mouvement syndical du Québec, la prochaine section a pour objectif d'explorer l'évolution du système de partis de la province. Pour ce faire, il sera question de la transition vers le troisième système de partis et l'avènement du clivage nationaliste.

### **3.3 La cristallisation du clivage nationaliste**

La modernisation politique<sup>179</sup> est un élément intéressant à explorer, puisqu'elle permet de mettre en lumière l'importance des acteurs politiques dans l'intégration des demandes politiques. Tel qu'exploré précédemment, l'industrialisation fait progresser le Québec, mais le développement des institutions politiques est en retard<sup>180</sup> lorsque comparé à ce qui est effectué dans les autres provinces comme l'Ontario (McRoberts et Posgate, 1983, p. 83). Comme nous l'avons mentionné précédemment, John McCallum explique le retard du Québec par la crise agricole qui débute autour de 1815. À cet effet, la population du Québec ne parvient pas à accumuler suffisamment de capital pour développer et diversifier plusieurs secteurs de son économie, notamment le secteur agricole

---

<sup>179</sup> Chez McRoberts et Posgate, la modernisation politique est définie comme le développement de l'État lui permettant d'accroître son champ d'intervention favorisant la tendance interventionniste de la période d'après-guerre que plusieurs pays connaissent en Europe (McRoberts et Posgate, 1983, p. 67-68).

<sup>180</sup> On fait mention d'un retard, mais à la lumière des indicateurs mentionnés au début de la section, le Québec connaît une phase d'industrialisation majeure. Cependant, le retard est souvent établi par la comparaison du développement régional avec l'Ontario qui semble prendre l'avance suite au remplacement du bois par l'acier (Linteau *et al.*, 1994, p. 8-9). De plus, comme l'entendent McRoberts et Posgate, le retard politique du Québec est entendu comme la réticence de l'État du Québec à jouer un rôle plus actif (McRoberts et Posgate, 1983, p. 107).

et manufacturier. De plus, le déclin de la production agricole ne permet pas de soutenir le développement urbain, comme ce fut le cas pour l'Ontario. L'industrie du bois permet une certaine croissance urbaine, mais elle demeure limitée (McCallum, 1980, p. 4, 5, 52 et 74). Pour McRoberts et Posgate, l'une des explications concernant le retard est l'influence du nationalisme traditionnel auprès des intellectuels nationalistes francophones. Effectivement, en plus de faire la promotion de la vocation agraire, le nationalisme traditionnel percevait l'État provincial comme un « rejeton de l'héritage anglo-saxon » (McRoberts et Posgate, 1983, p. 85). Autrement dit, le nationalisme traditionnel nourrissait un sentiment antiétatique jusque dans les années 1950, ce qui compliquait le développement de l'État (McRoberts et Posgate, 1983, p. 84-85). La priorité est donc accordée aux problématiques agraires, alors que l'industrialisation et l'urbanisation sont des valeurs étrangères qui affaiblissent la nation.

Peu importe les raisons expliquant le succès du nationalisme traditionnel à maintenir son influence sur les intellectuels nationalistes, l'ambivalence de ceux-ci envers le rôle que doit jouer l'État a permis au gouvernement de Duplessis d'éviter l'application de mesures plus interventionnistes que proposait l'ALN avant son absorption par l'UN. (McRoberts et Posgate, 1983, p. 88-89). L'explication du nationalisme traditionnel n'est pas suffisante pour comprendre le retard de la modernisation politique dans la mesure où le gouvernement Godbout surmontera dans les années 1940 la résistance traditionnelle en adoptant des mesures auxquelles l'Église s'opposait<sup>181</sup> (McRoberts et Posgate, 1983, p. 92). À cet effet, le retard que prend le Québec dans la modernisation politique semble être dû en partie à l'absence d'une volonté politique de la part à l'UN de développer les capacités d'intervention de l'État.

Ce que nous révèle le survol du retard de la modernisation politique du Québec est que l'influence religieuse ne semble plus en mesure d'empêcher le développement de l'État <sup>182</sup>(McRoberts et Posgate, 1983, p. 92). C'est plutôt l'absence de volonté politique de la part du gouvernement de

---

<sup>181</sup> Notamment le droit de vote aux femmes et l'instruction obligatoire.

<sup>182</sup> Comme le mentionne le Cardinal Villeneuve, il reconnaît l'incapacité de l'Église d'empêcher les initiatives étatiques, alors que l'adoption du vote des femmes s'est faite malgré leur opposition

Duplessis qui ralentit la modernisation politique. Cette explication expose l'importance des acteurs politiques dans l'institutionnalisation des clivages. Le choc de la Révolution industrielle permet l'avènement d'un clivage de classe, qui est doublé d'un clivage nationaliste. L'apparition de l'ALN et les accomplissements du gouvernement de Godbout indiquent une volonté déjà présente pour le Québec d'être plus interventionniste. Cependant, il faut attendre la Révolution tranquille pour que les changements s'accélèrent. À l'image du cas britannique et canadien, la dégradation des conditions de travail permet aux Canadiens français de développer une conscience de classe<sup>183</sup>. Lors de la Seconde Guerre mondiale, les développements syndicaux et la hausse des effectifs permettent l'organisation et l'élaboration d'une doctrine de classe, à l'extérieur de l'influence traditionnelle de l'Église et de l'État. Ces changements ne conduisent pas à un changement du système de partis, par l'avènement d'un parti des travailleurs, puisque la stabilité du système semble être assurée par la prospérité économique de la période d'après-guerre, et l'unité de l'UN. À la fin des années 1950, l'UN devient vulnérable alors que les deux éléments assurant la stabilité du système disparaissent (McRoberts et Posgate, 1983, p. 105). Lors de la majorité du 20<sup>e</sup> siècle, l'UN représente l'unique option nationaliste<sup>184</sup>. Cependant, le maintien du Parti libéral dans l'opposition conduit à une refonte du parti et à un rapprochement des positions nationalistes. Plus précisément, la stratégie libérale est de réunir l'ensemble des forces en opposition à l'UN, ce qui lui permet de réunir les nationalistes radicaux, d'anciens membres du Bloc populaire (Quinn, 1979, p. 172-173). De plus, le parti parvient à profiter de l'appui de certains syndicats affiliés à la CTCC. Dans cette perspective, le choc de la Révolution industrielle permet la mise en place des éléments

---

<sup>183</sup> La conscience est à la fois ouvrière et francophone.

<sup>184</sup> Il importe de mentionner la brève émergence du Bloc populaire, un parti nationaliste de gauche au début des années 1940. Celui-ci se dissout en 1945 par manque de fond et des oppositions internes. Sa disparition permet le monopole de l'option nationaliste par l'UN (Quinn, 1979, p. 110, 120 et 154).

préliminaires<sup>185</sup> du changement, mais ce n'est qu'avec la fin de la domination de l'UN, l'espace pour un parti des travailleurs se libère dans le système de partis<sup>186</sup>.

Comme ce fut le cas pour le mouvement syndical, l'espace politique québécois connaît une période importante de changements lorsque les femmes obtiennent le droit de vote. Précédemment, nous avons exploré la littérature concernant le droit de vote des femmes et l'écart traditionnel du vote entre les genres. Comme l'illustrent les statistiques du tableau 3.4 et 3.5, l'éligibilité des femmes à voter a permis l'avènement d'une nouvelle identité latente au sein du système de partis. Dans les années 1950 et 1960, la tendance du vote féminin semble indiquer une inclinaison à favoriser les partis de centre-droit. À partir des années 1980, la littérature remet en question la tendance conservatrice des femmes (Erickson et O'Neill, 2002, p. 375)<sup>187</sup>. Néanmoins, une nouvelle tendance semble émerger, alors que le vote des femmes bascule pour favoriser les partis de gauche. Ce phénomène est présenté au sein de la littérature comme l'écart moderne du vote entre les genres (Inglehart et Norris, 2000, p. 444-445). Une autre notion pertinente qui se trouve au sein des travaux d'Everitt concerne ce qu'elle définit comme la conscience de genre<sup>188</sup>. Autrement dit, le changement de rôle et la socialisation par le mouvement des femmes permettent l'émergence d'une conscience de genre qui conduit à l'adoption d'attitudes politiques plus progressistes.

Cependant, le développement du mouvement féministe au Québec ne semble pas s'insérer dans la tendance développée par Inglehart et Norris. Comme le mentionnent Erickson et O'Neill : « (...) *in*

---

<sup>185</sup> Comme nous avons mentionné plutôt, il met en place les éléments sous une forme embryonnaire.

<sup>186</sup> Comme présenté pour le cas britannique et canadien, les conditions sont le développement des organisations syndicales et l'influence des courants socialistes qui permettent l'élaboration d'une doctrine de classe, qui se traduit par la formation d'une organisation politique.

<sup>187</sup> Comme le révèle l'auteure, à partir de 1980, la tendance s'affaiblit, voire disparaît.

<sup>188</sup> La hausse du niveau de scolarisation et la proportion grandissante des femmes sur le marché du travail, lorsqu'additionnés à la conscientisation par des organisations féministes favorisent l'adoption d'une attitude plus féministe. L'effet est noté que la personne s'identifie activement avec le mouvement féministe ou non (Everitt, 1998, p. 212).

*Quebec, where politics in the 1990s was dominated by the sovereignty issue, gender realignment as proposed by Inglehart and Norris did not occur* » (Erickson et O'Neill, 2002, p. 387).

À l'image du mouvement syndical, le développement du mouvement féministe du Québec s'insère au sein du clivage linguistique. Devant ce constat, le concept d'Everitt permet d'avancer l'idée que le développement du mouvement féministe québécois au sein de l'axe souverainiste conduit à une prise de conscience du genre qui revêt un caractère linguistique. Autrement dit, la tendance du vote des femmes au Québec calque l'écart traditionnel qui se trouve au sein de la littérature, mais l'essor de l'axe souverainiste conduit au développement d'une conscience féministe francophone, plutôt que de gauche<sup>189</sup>.

À titre de rappel, le Québec octroie le droit de vote aux femmes en 1940. Comme l'expose le tableau 3.5 sur la participation électorale provinciale, l'agrandissement du suffrage confirme l'insertion d'une nouvelle identité au sein de l'espace politique<sup>190</sup>. Initialement, la littérature concernant l'écart traditionnel du vote selon le genre nous apprend que cette mesure favorise les partis de centre droit et donc pour le cas québécois, favorise l'UN. Comme le rapporte Mills, à partir de 1960, le mouvement féministe connaît d'importants développements, alors que le droit de vote ne suffit plus pour assurer la pleine citoyenneté politique. Au cours des années 1960, la proportion de femmes sur le marché du travail augmente et les organisations syndicales se développent. Entre 1966 et 1971, la proportion de femmes de 24-34 ans sur le marché du travail passe 33 % à 39,9 %. Les études concernant l'écart traditionnel du vote selon le genre mentionnaient la faible proportion de femmes au sein de la main-d'œuvre comme un facteur favorisant la tendance plus conservatrice de cet électorat. L'intégration des femmes sur le marché du travail leur permet d'avoir accès à une plus grande liberté financière, mais les perspectives

---

<sup>189</sup> Sur ce point, l'influence peut positionner les femmes à gauche dans le vote, mais le facteur le plus influent demeure l'axe souverainiste.

<sup>190</sup> Dans la mesure où les femmes participent à la vie politique.

d'épanouissement demeurent limitées. En effet, elles sont marginalisées au sein de professions à caractère féminin et doivent continuer de se charger des tâches domestiques.

De plus, bien que leur intégration au sein du mouvement syndical débute à partir de 1960, l'insertion des enjeux féministes se fait seulement à la fin des années 1960 et se poursuit dans les années 1970 (Mills, 2011, p. 143-144). En parallèle au développement du mouvement syndical, le mouvement féministe connaît une expansion significative qui s'illustre par l'élaboration d'une pensée sociale remettant en question le cadre de la vie quotidienne et du rejet des codes sexistes autant au sein des relations interpersonnelles que familiales. Cet essor du mouvement féministe culmine en 1965 avec la tenue d'un colloque<sup>191</sup>. À la lumière des discussions, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) est fondée l'année suivant le colloque. Essentiellement, il s'agit d'un organisme réunissant plusieurs groupes de femmes et c'est l'expression même du féminisme de la deuxième vague au Québec (Mills, 2011, p. 144).

La Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, lancée en 1967, conduit au développement de la pensée féministe. Lors de cette commission, mémoires et publications mettent en lumière l'aliénation individuelle et sociale des femmes qui, par l'importance accordée au rôle maternel au sein de leur enseignement, a conduit à une marginalisation systématique des femmes. Autrement dit, elles auraient été découragées à jouer un rôle plus actif comme citoyennes, puisque leur apprentissage n'ouvre pas à ces possibilités. Dans l'optique d'atteindre la pleine autonomie, l'accès à la contraception et le contrôle du corps deviennent des facteurs majeurs de leur émancipation (Mills, 2011, p. 145). Pour la communauté anglophone du Québec, le développement du mouvement féministe conduit à la fondation, en 1969, du *Montreal Women's Liberation Movement* (MWLM)<sup>192</sup>. Le groupe a pour objectif la formation de petits groupes de

---

<sup>191</sup> Organisé par Thérèse Casgrain, le colloque réunit plus de 500 femmes de différents secteurs de la société afin de discuter de la condition féminine. Parmi les sujets abordés, le divorce, la contraception, le congé de maternité et la discrimination sur les lieux de travail (Mills, 2011, p. 144).

<sup>192</sup> La fondation du groupe devient possible lorsque Marlene Dixon obtient un poste de professeur au sein du département de sociologie à l'Université McGill. À la lumière de ces cours portant sur la condition féminine, son influence conduit un groupe d'étudiantes anglaises à former le MWLM (Mills, 2011, p. 147).

discussion afin de favoriser leur conscientisation politique. Ultiment, le groupe révèle les enjeux politiques de la condition féminine et bien qu'il s'agisse d'un groupe anglophone, la prise de conscience ne se limite pas à leur groupe linguistique. À la lumière des rencontres et des expériences partagées, les femmes prennent conscience que l'oppression est inscrite au sein du code culturel de la vie quotidienne, ce qui nécessite l'avènement d'une nouvelle culture. Essentiellement, il s'agit d'un impérialisme à la maison où l'homme est le maître des lieux<sup>193</sup>. La prise de conscience conduit à la réalisation que pour mettre fin à l'oppression, les femmes doivent lutter pour une révolution à la fois féministe et socialiste afin de favoriser la venue d'une société plus égalitaire <sup>194</sup>(Mills, 2011, p. 148-149).

À l'image du mouvement syndicaliste et de la lutte des classes, le développement du mouvement féministe, au Québec, s'insère graduellement au sein du clivage nationaliste. Comme le révèle Mills, un enjeu pour la MWLM était que l'anglais au Québec soit associé à la domination impériale. En 1969, dans un contexte où le débat linguistique redéfinit les attaches politiques, le groupe reconnaît l'importance de collaborer avec les autres mouvements<sup>195</sup>. Dans cette optique, la MWLM débute une collaboration avec les femmes du milieu syndical et tient des réunions avec les femmes francophones pour d'éventuelles manifestations. La coopération entre les femmes anglophones et francophones conduit à la fondation du Front de libération des femmes du Québec (FLF) en 1969. Au cours de cette période, les femmes francophones sont investies dans le nationalisme et l'influence anglophone incite les francophones à participer à la lutte pour la libération des femmes

---

<sup>193</sup> Sur ce dernier point, une publication du *Montreal Women's Liberation Newsletter* met en lumière les humiliations subies par les hommes au sein du système capitaliste. L'exploitation qu'il subit est reprise et renvoyée sur la femme où l'homme devient le boss, le dictateur de son unité familiale (Mills, 2011, p. 148).

<sup>194</sup> Les enjeux les plus importants concernent la contraception, le travail ménager, les idées sur la beauté féminine, l'égalité salariale, l'avortement et l'accès au service de garde.

<sup>195</sup> Par exemple, bien que les documents du MWLM soient rédigés en anglais, les mots Montréal et Québec sont écrits en français. Il s'agit d'un symbole de la conviction que le français est la langue commune de la ville. De plus, l'organisation confie au FLF la traduction de sa documentation, ainsi que la rédaction des sommaires (Mills, 2011, p. 149).

(Mills, 2011, p. 150-151)<sup>196</sup>. Tout comme le mouvement syndicaliste, le mouvement féministe québécois est fortement influencé par la tendance américaine. Dans cette optique, le mouvement reconnaît l'importance de se réappropriier les concepts en inscrivant le mouvement dans une perspective québécoise. Pour le mouvement, il s'agit d'abord de développer une autodéfinition avant d'aspirer à une autodétermination. La collaboration des deux groupes linguistiques se reflète dans les objectifs établis par la FLF, soit la libération des femmes par la création d'un Québec indépendant. De plus, l'organisation vise la création d'une solidarité avec l'ensemble des Québécoises afin de faire advenir la libération des femmes. Pour la FLF, la libération des femmes n'est pas un élément secondaire de la libération nationale, mais bien une lutte essentielle pour la libération nationale. Autrement dit, « Pas de libération du Québec sans libération des femmes et pas de libération des femmes sans libération nationale » (Mills, 2011, p. 155-156).

Toujours selon Mills, le groupe inscrit le projet comme un élargissement de l'idée de libération formulée par la gauche. Il s'oppose au capitalisme et aux enseignements de l'Église catholique, notamment en ce qui concerne la sexualité « impure » et le devoir de reproduction. Au sein de la version francophone du *Birth Control Handbook*, celui-ci dénonce la volonté de l'Église de maintenir les femmes dans l'ignorance en matière de contraception afin d'assurer l'apport régulier de main-d'œuvre bon marché (Mills, 2011, p. 156). Il y aurait plus à mentionner sur le sujet, mais l'espace ne nous permet pas de développer sur l'évolution de la pensée traditionnelle. Or, comme nous l'avons exploré précédemment, une hypothèse concernant l'incapacité des francophones de diriger la Révolution industrielle vient de l'influence du nationalisme traditionnel qui conduit au rejet du fait industriel et du capitalisme, puisqu'ils sont d'origine britannique. Le succès et l'enrichissement détourneraient la population de la vertu du catholicisme. L'esprit entrepreneurial des Canadiens français n'est pas favorisé ce qui a pour effet de lui faire jouer un rôle de second plan au moment de la Révolution industrielle (Tremblay, 1974, p. 88-89). En apparence, l'explication féministe semble en opposition avec la pensée traditionnelle. L'explication

---

<sup>196</sup> Au cours de cette période, il y avait la croyance selon laquelle une révolution socialiste permettrait l'émancipation des femmes. Cependant, le témoignage de certaines anglophones à l'égard de Cuba permet de relever le fait que la révolution socialiste n'est pas suffisante.



concernant la coopération apparente entre l'Église et l'entreprise privée est intéressante, puisqu'elle caractérise le premier et deuxième système de partis, où l'État et l'Église agissent comme défenseurs de l'entreprise privée. L'exploration de l'évolution de la pensée traditionnelle entre la Conquête et la Révolution industrielle n'est pas le sujet du mémoire, mais si nous avons à émettre une hypothèse, la perspective féministe implique une logique capitaliste à l'idéologie de la survivance qui teint la pensée traditionnelle de l'époque. Cependant, l'évolution du contexte de la société Canadienne française qui ne permet plus la survivance seulement par le fait agricole rend désuète la pensée traditionnelle lors du 20<sup>e</sup> siècle. Ultimement, la main-d'œuvre bon marché entendue par la pensée féministe profite au système capitaliste, mais la pensée s'établit avant l'insertion de la logique capitaliste sur le territoire francophone (Dumont, 2002, p. 10-11). Autrement dit, l'explication féministe associe une logique capitaliste à la doctrine de la survivance établie par l'Église. Cependant, comme le met en lumière Fernand Dumont, l'élaboration de l'idéologie de la survivance survient avant la naissance du capitalisme au Québec. Le maintien de la doctrine profite certainement au capitalisme, mais son imposition ne peut pas suivre une logique de maximisation de la production, puisque le capitalisme apparaît plus tard. Pour nous, à l'image du mouvement syndical, les limites du cadre traditionnel de l'Église concernant le retour à la terre et l'importance de la famille alimentent les critiques et conduisent à son implosion<sup>197</sup> (Trudeau, 1970b, p. 90).

Essentiellement, les femmes évoquent une domination sur trois plans. Une domination sur le plan national par la colonisation, sur le plan économique, par le capitalisme et sur le plan social, par le patriarcat. Ainsi, pour libérer les femmes de l'exploitation, il est impératif que le mouvement lutte pour la libération nationale et pour le socialisme (Mills, 2011, p. 158-159).

À mesure que le clivage nationaliste s'impose au sein de l'espace politique, la collaboration entre le mouvement féministe québécois et le reste du Canada s'effrite. À titre d'exemple, en 1970, la FLF refuse de participer à une caravane se dirigeant vers Ottawa et dont le thème concernait l'avortement. Selon un communiqué, l'organisation refuse de manifester devant un parlement dont

---

<sup>197</sup> Comme l'entendait Trudeau dans son ouvrage concernant la grève de l'amiante.

elle ne reconnaît pas le pouvoir qu'il s'octroie sur le Québec (Mills, 2011, p. 159). L'importance grandissante de la libération nationale au sein de l'organisation conduit à l'éloignement du mouvement des associations féministes du Canada anglais. Cette distance que prend l'organisation culmine à l'automne 1970, alors qu'elle opte pour l'exclusion des anglophones au sein de ses rangs, rompant l'alliance à l'origine de la formation du groupe. Cette décision est alimentée par une volonté de s'affranchir de l'influence américaine sur le mouvement. En effet, pour les membres francophones, considérant que la littérature féministe est plus abondante en anglais, la transmission de l'opinion anglophone au moment des rencontres semble révéler une attitude colonisatrice, ce qui représente une menace pour les francophones (Mills, 2011, p. 160-161). Le FLF finit par s'éteindre en 1972, mais le mouvement pour la libération des femmes permet des initiatives qui modifieront le quotidien des Québécois et des Québécoises, tout au long des années 1970. Par exemple au sein du mouvement syndical, les organisations connaîtront l'émergence de comités sur la condition féminine et assureront une meilleure intégration des femmes dans l'élaboration des politiques syndicales. Au PQ, celui-ci s'assure d'instaurer des comités sur la condition féminine dans chaque circonscription, ce qui a pour effet de séduire une partie de l'électorat féminin (Mills, 2011, p. 162).

Pour faire le pont, l'étude du cas britannique a révélé que l'agrandissement du suffrage a permis l'existence de nouvelles identités au sein du système, mais c'est l'organisation des travailleurs par le mouvement syndical qui a conduit à un changement du système de partis (Phillips, 1992, p. 4 ; Reid, 1955, p. 40 à 42)<sup>198</sup>. Au Québec, les femmes obtiennent le droit de vote en 1940. Initialement, cette mesure favorise les partis conservateurs, dont l'UN au Québec. À partir de la fin des années 1950 et surtout au tournant des années 1960, le développement du mouvement féministe permet l'essor d'une conscience féminine. À l'image du mouvement syndical, la lutte féministe est doublée d'une lutte nationaliste. Au départ, le mouvement se positionne d'abord en faveur de la libération des femmes à travers le monde, ce qui favorise la collaboration à l'échelle du pays.

---

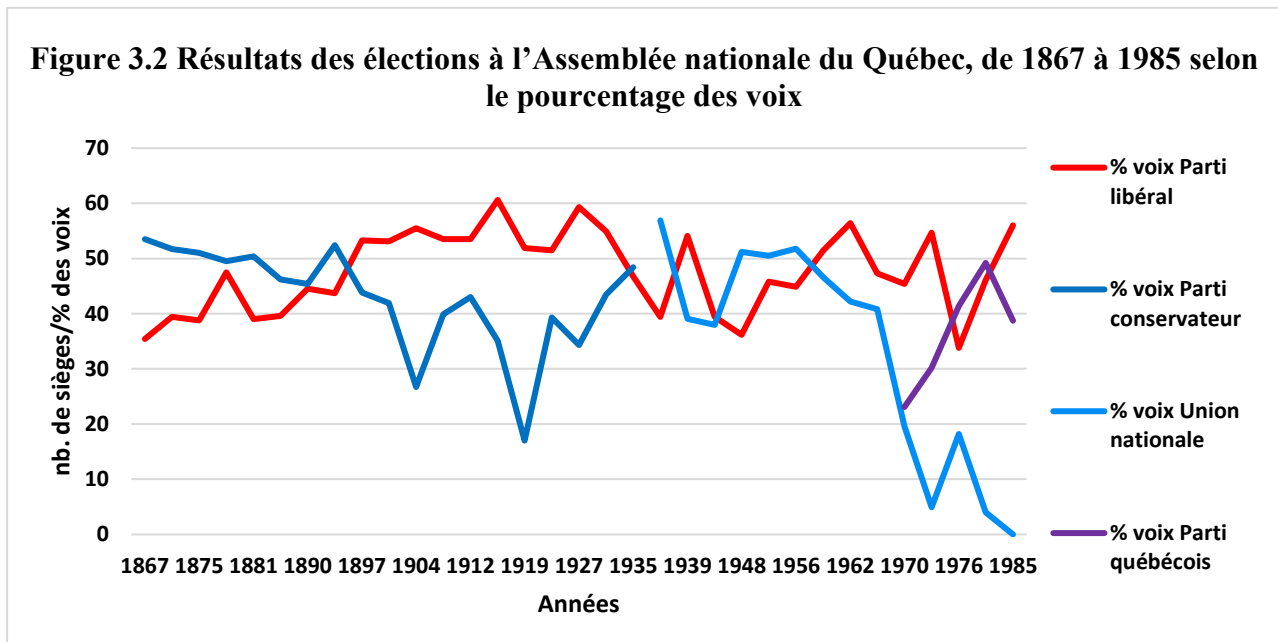
<sup>198</sup> À titre de rappel, Brodie et Jenson mentionnent qu'il est impossible de s'attendre à ce qu'une classe coordonne ses actions et vote en termes de classes. Une cohésion de classe s'acquiert et doit être développée par une organisation qui remet en cause les définitions sous-jacentes au politique (Brodie et Jenson, 1980, p. 8).

L'émergence du clivage nationaliste et du PQ amène le mouvement féministe à s'éloigner du reste du Canada. L'exclusion des anglophones au sein du FLF témoigne de l'importance que prend le clivage linguistique au sein du mouvement. L'émergence de comités sur la condition féminine à la fois au sein du mouvement syndical et au PQ illustre l'importance politique du féminisme à l'intérieur du projet souverainiste. Le développement du mouvement féministe québécois est plus complexe que le suggère notre recherche. Cependant, l'espace disponible ne permet pas de développer davantage sur le sujet. Essentiellement, les Québécoises se distinguent de la tendance féministe Nord-Américain dans la mesure où elles rejettent l'idée de la « femme » comme catégorie universelle. Elles avancent qu'elles sont à la fois marginalisées comme femmes et comme Québécoises, ce qui conduit le mouvement à s'insérer au sein du clivage nationaliste (Mills, 2011, p. 142).

En somme, l'obtention du droit de vote par les femmes permet l'apparition d'une nouvelle identité au sein du système de partis. Lors de la Révolution tranquille, le mouvement féministe connaît un développement important qui, ultimement, permet l'essor d'une conscience féminine. L'évolution du mouvement féministe au Québec semble se rapprocher davantage de la thèse développée par Everitt concernant la conscience de genre qui reconnaît l'influence, c'est d'être à la fois le changement de rôle des femmes et l'effet de la socialisation par les organisations féministes. La hausse du taux de scolarité permet l'arrivée de nouveaux courants qui permettent le développement d'organisations féministes qui conduit au développement d'une conscience de genre.

### 3.3.1 La transition à partir de 1960

Comme dans la figure 3.1 pour la distribution de siège, nous voyons l'évolution dans le vote au sein de la figure 3.2 et en particulier, l'émergence du Parti québécois comme une force majeure, déplaçant la compétition précédente entre le Parti libéral et le Parti conservateur.



**Figure reproduite de :** Pelletier, R. (2012). « L'évolution du système de partis au Québec : un bipartisme tenace ». Dans R. Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente : Mieux comprendre et évaluer leur rôle*. p. 24 et 29.

Pour nous, la période de la Révolution tranquille et l'élection du Parti libéral en 1960 représentent une période transitoire permettant l'avènement du troisième système de partis. Lorsque le Parti libéral prend le pouvoir, celui-ci incarne l'interventionnisme et permet la modernisation politique du Québec. Or, la Révolution tranquille représente davantage une période transitoire entre le deuxième et le troisième système de partis. Les contestations à l'égard du nationalisme traditionnel s'intensifient et la pression exercée par le milieu ouvrier sur le gouvernement est de plus en plus

forte bien avant 1960. La mort de Maurice Duplessis<sup>199</sup> et l'élection du Parti libéral sont des événements qui permettent la transition du nationalisme conservateur vers le développement d'un nationalisme identitaire. Autrement dit, l'autonomiste défensif de l'UN prend de la vitesse et devient offensif lorsque le Parti libéral prend le pouvoir (Pelletier, 2012, p. 27).

L'élection du Parti libéral est le catalyseur d'une série de changements au sein de l'orientation idéologique du système de partis, dont les caractéristiques s'éloignent significativement de l'époque de l'UN. D'un côté, la séquence d'alternative du gouvernement change alors que les réformes du Parti libéral semblent difficiles à insérer au sein du deuxième système de partis. À mesure que les réformes sont mises de l'avant, la politique de rattrapage du gouvernement Lesage évolue pour devenir une politique du dépassement, puis de la décolonisation et finalement, de l'indépendance (Saillant, 2020, p. 60). En d'autres mots les caractéristiques associées au gouvernement Lesage diffèrent significativement de la période de l'UN, ce qui ne permet pas d'intégrer cette période au sein du deuxième système. Entre 1936 et 1959, l'UN appuyé par l'Église parvient à dominer la scène politique au Québec, pratiquement sans interruption<sup>200</sup>. L'appui de l'Église vient puiser dans le clivage religieux et la position autonomiste sur le clivage linguistique, alors que le gouvernement du Québec assure la survivance de l'identité. Cependant, en 1960, le Parti libéral développe l'État québécois qui se veut l'instrument principal de l'émancipation et du progrès (Pelletier, 2012, p. 27). Cette transition d'un Québec dominé par la droite et par la religion, vers un État en processus de laïcisation et plus interventionniste s'insère dans ce que nous avons présenté précédemment comme période de réconciliation avec le fait industriel du Québec. Effectivement, bien que plus tardif lorsque comparé à d'autres pays comme le Royaume-Uni, l'industrialisation et l'urbanisation attirent une plus grande population vers les villes ce qui conduit à une augmentation des appuis pour les partis de gauche.

---

<sup>199</sup> Sa mort est perçue comme l'élément déclencheur qui lance la Révolution tranquille.

<sup>200</sup> Exception faite du gouvernement libéral d'Adélard Godbout qui siège de 1939 à 1944.

Sans pour autant revenir sur les politiques de la Révolution tranquille, que nous avons explorés dans la section précédente<sup>201</sup>, l'élection du gouvernement libéral a favorisé le développement de la gauche au Québec, qui à terme s'est insérée au sein du projet indépendantiste. Effectivement, comme il a été mentionné plus haut, au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, l'influence de la gauche est limitée à la fois par la pensée de l'Église et par l'État<sup>202</sup>. D'une part, nous rappelons que la fondation de la CTCC est motivée par une volonté de combattre l'influence des syndicats internationaux, considérés comme socialistes et un danger pour les valeurs nationales des Canadiens français (Saillant, 2020, p. 36). De plus, le faible taux de scolarisation de la population du Québec limite la présentation des idées socialistes, ce qui décourage les efforts de la part du socialisme en provenance de l'Ouest canadien à recruter des membres au Québec. Dans cette perspective, le mouvement fait l'acquisition de seulement 183 membres en 1933 (Saillant, 2020, p. 48)<sup>203</sup>. Le socialisme canadien a donc très peu d'influence au sein du Québec. Au lendemain de la Révolution tranquille, l'augmentation du taux de scolarité et les développements du mouvement syndical favorisent une plus grande exposition au socialisme. À la fondation du NPD sur la scène fédérale, en 1961, le parti reconnaît l'importance du fait français et de la délégation des pouvoirs. Cependant, l'enjeu pour le mouvement ouvrier québécois est d'éviter de voir le mouvement être s'étouffer au sein d'une organisation anglaise. À cet effet, le mouvement connaît une opposition entre deux visions. La première repose sur la volonté de renégocier le pacte fédéral<sup>204</sup>. La deuxième repose sur une série de transformations majeures de la fédération afin que le Québec puisse jouir d'un statut d'État associé<sup>205</sup>. La deuxième tendance l'emporte par la création du Parti socialiste du

---

<sup>201</sup> Avènement du ministère de l'Éducation, nationalisation complète de l'hydro-électricité, pour ne donner que ces exemples.

<sup>202</sup> Surtout à partir de l'élection de l'UN et la mise en application de la loi du cadenas.

<sup>203</sup> Comme le révèle Saillant, « Les Canadiens français sont plus illettrés et plus susceptibles aux émotions que la classe anglophone » (Saillant, 2020, p. 48).

<sup>204</sup> Cette vision trouve un appui à la FTQ.

<sup>205</sup> Cette perspective trouve un appui chez Michel Chartrand, un acteur syndical important à l'époque, et des membres dont l'influence au sein de la CSN est significative.

Québec<sup>206</sup>, ce qui cause une division entre le socialisme du Québec et le reste du Canada (Saillant, 2020, p. 72-74).

Le deuxième système de partis est caractérisé par une inertie idéologique, où les élites intellectuelles sont divisées entre le nationalisme conservateur et le néonationalisme axé sur l'importance de la place des francophones au sein de la société et l'importance du fait industriel (McRoberts et Posgate, 1983, p. 123). L'élection du Parti libéral permet le développement de l'État québécois et conduit au développement de la pensée néonationaliste québécoise. Ce que Pelletier entendait par la transition de l'autonomisme défensif unioniste vers un autonomisme offensif libéral est l'image des changements qui s'opèrent au Québec au cours des années 1960. Comme le mentionnent McRoberts et Posgate, les relations de l'État québécois à l'égard du palier fédéral changent significativement, alors qu'il ne s'agit plus de bloquer l'insertion d'Ottawa dans les champs de compétences de la province, mais d'occuper celles-ci au maximum de leurs capacités. Dans cette perspective, le gouvernement libéral remet en question les règles du système fédéral en soulevant de nouveaux enjeux. Un exemple de changement dans la pensée autonomiste se trouve dans les programmes fédéraux. Sous la direction de Duplessis, l'État provincial bloquait les initiatives fédérales sans pour autant viser l'occupation complète de ses compétences. Entre 1959 et 1960, le Québec aurait perdu 82 000 000 \$ en fonds fédéraux (McRoberts et Posgate, 1983, p. 107). Sous la direction du gouvernement Lesage, le Québec accepte les programmes fédéraux, mais le fait par un droit de retrait et donc une fermeture au parrainage fédéral. Autrement dit, il s'agit d'accepter le financement de la part d'Ottawa, mais d'établir son propre programme à l'extérieur de la formule fédérale. Le droit de retrait peut paraître symbolique, puisqu'il s'agit de mettre en place un programme dont l'initiative vient du fédéral. Cependant, ce processus renforce l'idée selon laquelle la population doit se tourner vers l'État provincial afin de satisfaire ses besoins (McRoberts et Posgate, 1983, p. 133-134).

Pour résumer, la gauche du Québec a longtemps été limitée dans son développement par l'influence de l'Église et par l'État, notamment par l'application de la loi du cadenas. Devant le portrait socio-

---

<sup>206</sup> Le parti n'établit cependant aucune affiliation avec le NPD.

économique de la province, le socialisme canadien s'insère dans le débat québécois. À cet effet, le mouvement ouvrier développe une idéologie socialiste qui diffère des orientations canadiennes, notamment par le développement d'une perspective réformiste du pacte fédéral afin d'assurer une plus grande autonomie provinciale. L'évolution des positions autonomistes vers une forme plus proactive a pour effet de renforcer l'importance accordée à l'État provincial qui rejoint ainsi les positions adoptées par la gauche et le mouvement ouvrier québécois.

Tandis que la Révolution tranquille exprime une volonté de redéfinir le statut socio-économique des Canadiens français, celle-ci semble s'essouffler à partir du milieu des années 1960. D'une part, il est important de relever que l'idéologie de la Révolution tranquille ne fait pas l'unanimité au sein de la population francophone. Par exemple, la régionalisation des écoles secondaires souleva un mouvement d'opposition au sein des campagnes, puisqu'elle menace, selon eux, la solidarité familiale. Cette opposition aux réformes libérales et la persistance d'éléments conservateurs au sein de la société québécoise permirent l'élection de l'UN en 1966, qui profitèrent du ressentiment des campagnes et du fait que les libéraux ne sont pas parvenus à vaincre les réticences de la classe ouvrière à leur égard (McRoberts et Posgate, 1983, p. 136-137). Certes, l'UN bénéficie de la réticence des campagnes à l'égard des réformes libérales, mais à partir de 1965, certains groupes considèrent que le Parti libéral n'a pas été assez loin dans sa remise en question du système fédéral. À cet effet, une désaffectation du vote aux libéraux vers deux partis indépendantistes<sup>207</sup> au sein des circonscriptions francophones permet à l'UN d'obtenir la majorité (McRoberts et Posgate, 1983, p. 138). Le Parti libéral ne peut représenter à la fois le changement et le maintien des traditions, ce qui a pour effet de laisser l'espace à la fondation d'un parti de gauche<sup>208</sup>. À l'image des libéraux au cours des années 1920 dont la flexibilité permettait l'incorporation des positions autonomistes, les libéraux des années 1960 semblent avoir atteint leur limite en matière de souplesse politique.

---

<sup>207</sup> Le Ralliement national (RN) de droite et le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) de gauche.

<sup>208</sup> La droite est toujours occupée par l'UN, qui, bien que divisée quant à sa direction, demeure influente jusqu'à l'avènement du troisième système.



Une explication alternative pour d'expliquer les difficultés qu'éprouvent le Parti libéral à partir du milieu des années 1960 est que la Révolution tranquille permet l'essor d'une nouvelle classe capitaliste francophone. Les politiques et programmes interventionnistes, à partir de 1960, permettent aussi l'essor d'une nouvelle classe bourgeoise francophone qui à partir des années 1970, entre en conflit avec la classe moyenne francophone du secteur public (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 70). La polarisation est complète entre le mouvement ouvrier et l'État, alors que les politiques de développement du Parti libéral reposent sur le secteur privé et l'investissement de multinationales (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 31 et 86).

La remise en question du pacte fédéral et le développement de la gauche conduit à l'avènement du RIN, à partir de 1960, dont le manifeste s'appuie sur une perspective décolonisatrice. Le parti endosse la nationalisation des entreprises de services publics, la gratuité des soins médicaux et dentaires, et une planification économique, mais principalement, l'indépendance du Québec (Saillant, 2020, p. 63). Comme il a été mentionné, le Parti libéral ne cristallise pas le vote des travailleurs au cours de cette période. Ainsi, dans une volonté de se rapprocher des travailleurs, le RIN adopte lors d'un congrès en 1966, un programme révisé, où la gauche marxiste fait des gains significatifs, comme l'instauration de la gratuité scolaire immédiate au niveau préuniversitaire et universitaire public. Sous la direction de Pierre Bourgault, le parti souhaite devenir un parti populaire, alors qu'il vise systématiquement à être du côté des travailleurs (Saillant, 2020, p. 68). En 1967, l'article 1 du RIN mentionne que le parti est voué à la décolonisation du Québec par la création d'un État français souverain, démocratique et laïc représentant les travailleurs. L'article présente aussi une politique d'action contre l'impérialisme américain (Saillant, 2020, p. 70). L'organisation du RIN n'est pas à l'initiative des syndicats comme ce fut le cas au sein du contexte britannique, mais une initiative de la gauche. Bien que positive au départ, l'influence marxiste ternit l'image du parti qui semble être trop extrémiste pour la population<sup>209</sup>. En 1968, le parti se positionne comme socialiste modéré, mais ne parviendra pas à dépasser l'image d'un parti

---

<sup>209</sup> Bien que moins fortes au Québec, nous rappelons les réserves du nationalisme traditionnel à l'égard des idées de gauche pour les raisons présentées lors des explications concernant l'hostilité des Canadiens français à l'égard du fait industriel (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63-65).

extrémiste qui lui est associé, malgré le départ de plus de 80 personnes associées à la gauche radicale (Saillant, 2020, p. 70). Le parti se saborde en 1968 et invite ses membres à se joindre au PQ, qui à ce moment s'édifie comme le véhicule principal du projet indépendantiste.

Les réformes engendrées entre 1960 et 1970 vont ultimement décevoir les attentes de la population. Bien qu'elles permettent le développement de l'État, l'accès à des postes d'importance au sein du secteur privé, demeure limité pour les francophones. Dans les faits, les Canadiens français deviennent dépendants de l'État provincial afin de gagner leur vie. À cet effet, lorsque les relations s'enveniment entre l'État et les travailleurs de la fonction publique, les chefs syndicaux viennent à considérer l'État québécois comme hostile à leurs intérêts. L'incapacité du Parti libéral et de l'UN à s'entendre avec la classe ouvrière renforce l'intérêt accordé à l'indépendance (McRoberts et Posgate, 1983, p. 175-176). Les divisions au sein du Parti libéral conduit à une autre scission sur lequel se fonde le 3<sup>e</sup> système de partis. Cette séparation, conduit à la fondation du Parti québécois (PQ) en 1968, une coalition des partis souverainistes de gauche et de droite. Le PQ franchit une étape de plus au nationalisme des derniers systèmes et adopte une position souverainiste. La disparition de l'UN de l'espace politique est un indicateur de l'ancrage du nouveau système de partis (Bélanger et Godbout, 2022, p. 32). Au cours de cette période, l'UN devient interventionniste, mais cherche sa position entre l'autonomie, l'égalité et l'indépendance, ce qui ultimement lui fait perdre son importance au sein de l'espace politique, puisque les positions centristes ne sont pas viables au sein du système de partis (Pelletier, 2012, p. 31).

Pour faire le pont, une division sociale s'établit à un lot de valeurs ou à une identité. Un triage au sein du monde politique s'effectue, puis elle gagne en importance lorsqu'elle s'institutionnalise. Une fois en place, l'organisation fournit les éléments du langage permettant l'élaboration d'une définition alternative du politique (Mair, 2006a, p. 5, 2006 b, p. 10). Au Québec, nous avons établi qu'une division sociale émerge au cours de la Révolution tranquille (McRoberts et Posgate, 1983, p. 63). L'élection du Parti libéral satisfait temporairement la classe canadienne-française et permet la transition d'un État clientéliste, caractéristique du premier et deuxième système, vers une forme interventionniste. Les réformes du gouvernement Lesage alimentent l'espoir au sein de plusieurs

groupes sociaux, comme les syndicats ou les organisations étudiantes, et favorisent leur radicalisation politique (Denis et Denis, 1994, p. 212).

Traditionnellement, l'absence des francophones au sein des postes de premier ordre s'expliquait par le manque d'éducation. Or, en 1961, l'écart du revenu était le résultat de l'éducation à seulement 33 %, alors que 60 % de la préférence était attribuable à la préférence des employeurs à l'égard des candidats anglophones (McRoberts et Posgate, 1983, p. 148-149). En 1970, le constat concernant la réforme du système d'éducation est qu'il s'agit d'un échec. La présence de Canadiens français au sein de l'élite économique n'a augmenté que légèrement<sup>210</sup>. Le principal succès de la Révolution tranquille revient au développement de l'État québécois qui se présente comme l'agent de libération économique des Canadiens français. La croissance du secteur public permet l'absorption à court terme de cette nouvelle classe moyenne. Cependant, à partir des années 1970, la rareté des postes au sein de la fonction publique, jumelée à la constante domination anglophone du secteur privé conduit à la multiplication des pressions sur l'État afin de faire la promotion du fait français (McRoberts et Posgate, 1983, p. 152-153). Cependant, les réformes libérales ne permettent pas l'ascension des Canadiens français au sein de l'élite économique (McRoberts et Posgate, 1983, p. 175). En parallèle, l'importance croissante de la question nationale, lors de cette période, a pour effet d'édifier le projet comme le prolongement de gauche de la Révolution tranquille<sup>211</sup>. À partir de 1965, un vide se crée alors que l'UN et les libéraux ne semblent en mesure de représenter le véhicule du progrès et du changement social (Denis et Denis, 1994, p. 211). Le projet indépendantiste conduit à l'émergence d'un clivage national qui d'abord s'exprime à travers le RIN, le RN et le MSA, puis le PQ à partir de 1968 (Denis et Denis, 1994, p. 213-214).

---

<sup>210</sup> McRoberts et Posgate citent par exemple une augmentation des francophones chez Clement de 6,7 % en 1951, elle est d'environ 8,4 % en 1972 (McRoberts et Posgate, 1983, p. 149).

<sup>211</sup> Surtout suivant les échecs de l'insertion du NPD au Québec, le projet national gagne en importance au sein du mouvement syndical (Denis et Denis, 1994, p. 212).

### 3.3.2 Cristallisation du clivage national au sein du système partisan

L'arrivée du PQ comme véhicule principal du projet national lui permet de se présenter comme un parti de masse, c'est-à-dire un parti qui s'adresse à l'ensemble des classes sociales (Denis et Denis, 1994, p. 214). Une condition de cette évolution est le développement du mouvement syndical au cours des années 1960. Comme il a été mentionné, l'influence de la pensée traditionnelle a limité l'influence des courants de gauche. Cependant, l'industrialisation et la syndicalisation ont eu pour effet de perturber le gel idéologique. À travers les luttes sociales, les classes populaires se regroupent au sein d'organisations qui échappent au contrôle des élites traditionnelles. La syndicalisation est un facteur de politisation des classes populaires qui, à terme, permet l'organisation du vote populaire. Le nationalisme se veut d'abord un mouvement élitiste, mais son insertion au sein du discours syndical lui permet de devenir un phénomène de masse (Denis et Denis, 1994, p. 213-214). Dans cette perspective, le PQ apparaît comme le véhicule politique de cette évolution. Le débat nationaliste devient le clivage principal, contestant le bipartisme traditionnel. Le PQ ne se développe pas sous l'étiquette d'un parti des travailleurs, mais son développement comme alternative aux vieux partis lui permet d'endosser le rôle de troisième parti, comme le *Labour Party* britannique au 20<sup>e</sup> siècle (Denis et Denis, 1994, p. 214-215).

Le développement du PQ et l'appui dont il bénéficie de la part du mouvement syndical ne signifient pas l'absence d'initiatives visant la formation d'un parti des travailleurs. Comme nous l'avons exploré au sein de la section portant sur la radicalisation du mouvement syndical, celui-ci est dominé jusqu'au milieu des années 1950 par la tradition de la non-partisanerie. Comme le révèlent Denis et Denis, en 1958, un congrès de la FTQ lance un appel à la formation d'une alternative ouvrière, alors qu'au même moment, le congrès de la CTCC, en 1959, appuie l'idée de s'affilier à un parti politique. Il s'agit d'une brèche importante dans la tradition syndicale. La CTCC accepte même de participer à des discussions concernant la fondation d'un nouveau parti, soit une aile provinciale du NPD. À la lumière des luttes ouvrières et des actions posées par le gouvernement de Duplessis, la fondation d'une alternative ouvrière était principalement motivée par un sentiment d'opposition au duplessisme. Lors de cette période, la FTQ poursuit l'idée d'un parti des travailleurs en investissant des ressources au sein du NPD fédéral. L'idée était que l'implantation

de ce nouveau parti pourrait contribuer à l'essor d'un parti provincial et permettrait une opposition concrète à Duplessis (Rouillard, 2011, p. 163). Cependant, comme nous l'avons mentionné précédemment, le Parti libéral regroupe à partir des années 1950, l'ensemble des forces s'opposant à l'UN. À cet effet, plutôt que de développer un parti des travailleurs, le mouvement syndical favorise l'entretien d'une bonne relation avec les libéraux plutôt que la fondation d'un NPD provincial. Dans ce contexte, les gains du mouvement syndical comme le droit à l'organisation, la négociation et la possibilité de grève pour le secteur public mettent en veilleuse l'initiative d'un parti ouvrier (Denis et Denis, 1994, p. 210-211). De plus, le développement du nationalisme à partir de 1960 et le refus de la CSN de s'insérer au sein du système politique freinent significativement l'avènement NPD au Québec (Rouillard, 2011, p. 164).

Le Parti libéral parvient à canaliser les volontés du changement jusqu'au milieu des années 1960. Comme nous l'avons mentionné, à partir de 1966, les changements qui s'opèrent au sein du système de partis ne permettent pas à l'UN et les libéraux de représenter le véhicule du progrès. De plus, l'échec du mouvement à permettre l'avènement d'un parti socialiste provincial, affilié au NPD fédéral a pour effet de mettre en attente l'action politique syndicale. En d'autres termes, le mouvement syndical ne cherchera pas à occuper l'espace politique, puisque devant la scission au sein du Parti libéral<sup>212</sup>, l'idée d'un nouveau parti permettant la jonction entre les aspirations sociales et nationales conduit le mouvement à retarder une fois de plus l'avènement d'un parti des travailleurs (Denis et Denis, 1994, p. 211-212). Au cours de cette période, le mouvement syndical reconnaît la nécessité d'organiser l'action politique. Dans cette perspective, la CSN ouvre le 2<sup>e</sup> front dont nous avons discuté précédemment<sup>213</sup>. Or, ces actions n'ont pas pour objectif de remplacer la tradition de non-partisanerie, mais sont perçues comme des actions complémentaires

---

<sup>212</sup> Au cours des années 1960, les transformations qu'apporte le Parti libéral conduit à la naissance d'une perspective nationaliste au sein de la formation. À la suite des négociations concernant les pensions de vieillesse, Lesage déclare que le Québec s'est doté de son statut spécial. Devant le virage qui s'opérait au sein du parti, en 1967, René Lévesque et d'autres libéraux insatisfaits quittent le Parti afin de fonder une option souverainiste (Denis et Denis, 1994, p. 211-212 ; Gagnon et Montcalm, 1990, p. 153).

<sup>213</sup> Au cours de cette période, elle fonde aussi des comités d'action politique.

afin d'élargir et politiser l'action revendicatrice. L'orientation politique des centrales s'établit surtout à la suite de l'avènement du PQ (Denis et Denis, 1994, p. 212).

La tendance non partisane, influencée par le *Gomperism*, profite au PQ dans la mesure où malgré le rejet en bloc des partis traditionnels, par les centrales syndicales, aucune orientation de l'action politique n'est poursuivie. Lorsque le système dégèle à la suite du choc de la Révolution tranquille, le mouvement syndical met en veilleuse le développement d'une alternative ouvrière alors que le Parti libéral lui fait des concessions. Par la suite, le projet d'un parti ouvrier reste sur la glace, en dépit de l'insatisfaction croissante à l'égard des libéraux à partir de 1965. Un projet visant la formation d'un parti des travailleurs est l'expérience municipale du Front d'action politique (FRAP) créé en 1970 à Montréal (Denis et Denis, 1994, p. 218)<sup>214</sup>. Au départ, l'insertion du FRAP au sein de la politique municipale se fait dans une perspective d'apprentissage des luttes de pouvoir<sup>215</sup>. Cependant, la plupart des militants engagés dans la désignation des candidats municipaux, en plus de la moitié des candidats du FRAP étaient membres exécutifs locaux du PQ (Denis et Denis, 1994, p. 219). Ainsi, lorsque le système de partis se cristallise autour du clivage nationaliste, l'occasion pour les centrales syndicales de former un parti des travailleurs était possible. Cependant, plutôt que d'occuper l'espace politique, laissé par l'UN et les libéraux, les centrales ont favorisé un retour à la tradition de non-partisanerie, ce qui profite au PQ.

Comme le mentionnent Denis et Denis, les libéraux s'attiraient la sympathie du mouvement syndical par son caractère anti-duplessiste. L'influence du PQ à l'égard du mouvement ouvrier s'explique par trois facteurs. D'abord, l'ouverture du PQ envers les syndicats est réelle, dans la mesure où leur programme offre une reconnaissance de leur existence. Leur programme de centre gauche permettait d'apparaître favorable à l'égard du mouvement syndical (Rouillard, 2011,

---

<sup>214</sup> Sans pour autant rentrer dans les détails, il s'agit d'une alternative politique, dont le but était l'élection de conseillers responsables de la classe ouvrière et dont les attaches au sein des centrales syndicales étaient nombreuses. Son apparition est le produit d'un colloque intersyndical (Denis et Denis, 1994, p. 218).

<sup>215</sup> Le parti semble suivre la tendance du développement du LP alors que celui-ci développe sa machine électorale lors d'élections locales (Phillips, 1992, p. 25).

p. 175). Ensuite, le projet de concertation visant à redéfinir la vie économique et sociale rejoint plusieurs principes des centrales syndicales. Finalement, le parti constitue la majorité de la base syndicale, ce qui lui permet d'établir un lien de confiance important (Denis et Denis, 1994, p. 223). Le parti parvient à prendre le monopole de la question nationale et à se présenter comme alternative aux vieux partis du système précédent. À cet effet, le système de partis fige sur la dualité opposant le fédéralisme du Parti libéral au souverainisme du PQ, ne laissant pas d'espace pour une position protravailleurs.

La naissance du PQ n'est pas une initiative des organisations syndicales. Cependant, sa base électorale et le lien de confiance qu'il établit avec le mouvement ouvrier québécois jusqu'aux accomplissements lors de son premier mandat pourraient conduire certaines personnes à s'interroger sur l'idée que le PQ serait un parti des travailleurs. D'abord, il est important de noter qu'aucun organisme patronal ne soutient le PQ lors des élections de 1976 et 1981. Dans cette optique, les victoires semblent afficher une croissance du vote populaire et la défaite référendaire est présentée comme une défaite des forces syndicalistes contre la coalition des forces capitalistes, patronales et fédéralistes du pays (Denis et Denis, 1994, p. 221 et 227). Les échecs du PQ à partir de 1980 ont pour effet de créer une distanciation à l'égard des syndicats. Il importe de rappeler que le PQ est une coalition de partis souverainiste de gauche et de droite. À la fin des années 1960, le contexte est favorable à l'adoption de politique avantageuse pour les syndicats. Cependant, les années 1980 sont marquées par le tournant néolibéral et le PQ n'échappa pas à cette réalité. Lors de son deuxième mandat, le parti souverainiste met en place des politiques de réduction des programmes sociaux et coupe dans les employés de la fonction publique. Autrement dit, à partir de 1981, l'orientation économique du PQ cause un désenchantement profond chez les partisans de la social-démocratie au sein du parti (Denis et Denis, 1994, p. 307). Devant les limites de l'interventionnisme, le PQ se tourne vers les entreprises privées afin d'assurer le développement (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 11). Comme le Richard French, l'orientation politique du PQ n'est pas statique durant les 9 ans au pouvoir. Pour lui, la période se divise en trois phases. La première s'établit entre 1976 et 1979 et se caractérise par des relations conflictuelles entre le PQ et les entreprises. La loi 101, l'interventionnisme et les discours peu favorables au monde des affaires

par certains membres du parti alimentent cette hostilité. Entre 1979 et 1982 débute une phase de coexistence. Finalement, de 1982 à 1985, à la suite de la crise économique, Richard French qualifie la période comme une coopération importante entre le secteur privé et le PQ. Il importe de mentionner que les dates entre les différentes phases peuvent être discutables, mais ce qui doit être retenu est le déplacement du PQ vers la droite (Gagnon et Montcalm, 1990, p. 62). Cette transition a pour effet d'encourager le mouvement syndical à fonder un parti des travailleurs, comme l'expose la recommandation suivante de la FTQ :

« Qu'il soit résolu que le mouvement syndical fonde un parti des travailleuses, travailleurs au niveau provincial (Québec), dans l'année qui suit afin de présenter des candidats à de futures élections. Les syndicats devront accorder les coûts nécessaires à la mise sur pied de ce parti et assurer le suivi<sup>216</sup> »(Denis et Denis, 1994, p. 231).

Le PQ n'est pas un parti des travailleurs. Nous avons mentionné que le Québec ne connaît pas l'apparition d'un parti des travailleurs provincial, mais il importe d'apporter quelques précisions. Au tournant des années 1960, par l'implication de la FTQ et de la CSN, l'espace politique du Québec connaît l'avènement d'une aile provinciale du NPD, soit le Nouveau parti démocratique du Québec (NPDQ). L'espace nous manque pour faire l'historique du parti, mais ce qu'il faut retenir est que sa naissance avait pour objectif de former un parti des travailleurs unis dans l'ensemble du Canada. Cependant, l'impossibilité pour le congrès de fondation de s'entendre sur la tendance souverainiste et fédéraliste conduit à une scission de la base syndicale québécoise qui fonde le Parti socialiste du Québec (PSQ)<sup>217</sup> (Denis, 1979, p. 269-270). Celui-ci disparaît en 1968, demeurant marginal<sup>218</sup>. Pour le NPDQ, celui-ci connaît une rupture avec le NPD fédéral en 1989, alors que l'aile provinciale adopte une position souverainiste. Le parti demeure marginal au sein de l'espace politique alors que le clivage souverainiste demeure occupé par le PQ et le Parti libéral

---

<sup>216</sup> La recommandation est adoptée à l'unanimité des 600 délégués de la CTC en 1983.

<sup>217</sup> Le projet est d'abord présenté comme un compromis, mais elle apparaît finalement comme une scission entre les deux tendances (Denis, 1979, p. 269).

<sup>218</sup> Les divisions au sein du PSQ ne lui permettront pas de réunir la gauche nationaliste ce qui conduit à sa disparition en 1968 (Rouillard, 2011, p. 165-166).



du Québec. Cependant, l'adoption de cette perspective témoigne une fois de plus de l'insertion de la lutte ouvrière au sein de la lutte linguistique.

## CONCLUSION

À la lumière des résultats de la recherche, l'absence d'un parti des travailleurs au Québec semble plus compréhensible. L'application de la théorie des clivages développée par Lipset et Rokkan et du concept de système partisan de Mair, développé dans le chapitre 1, permet non seulement une compréhension quant à la prégnance d'un système de partis, mais elles offrent aussi des outils afin de mesurer les changements qui s'opèrent dans l'espace politique. Chez Lipset et Rokkan, pour qu'un clivage s'institutionnalise en parti politique, le système requiert une révolution, ou un choc permettant de perturber l'équilibre des forces. Autrement dit, les divisions au sein d'une société forment des clivages. Ceux-ci deviennent apparents lorsqu'ils s'institutionnalisent en partis politiques, mais leur insertion nécessite un événement significatif permettant un rééquilibre des forces politiques. La tendance du « gel des alternatives partisans » est aussi perceptible chez Mair lorsqu'il mentionne que les clivages ont tendance à se maintenir dans le temps. Cependant, les précisions qu'il donne concernant l'apparition d'un clivage et son concept « d'identité claire et partagée » permettent une meilleure illustration du changement de l'espace politique. Finalement, l'introduction de Brodie et Jenson est intéressante dans la mesure où le contexte permet l'essor d'un vote de classe, mais pour être influent, celui-ci doit être mobilisé par un acteur politique tel qu'un parti, ou une organisation. Il ne s'agit pas pour les partis de s'ajuster au marché politique. Ceux-ci possèdent des outils pour promouvoir des idées et influencer l'opinion publique<sup>219</sup> (Pelletier, 1989, p. 16).

Au chapitre 2, nous avons étudié le contexte permettant l'avènement d'un parti des travailleurs. Pour le cas britannique, le *Reform Bill* de 1867, puis de 1884 ont pour effet d'accroître l'électorat, notamment des ouvriers. De plus, au cours de cette période, les Britanniques connaissent la Révolution industrielle. Dans ce contexte, l'industrie britannique subit de profonds changements notamment dans son organisation. Les changements qu'apporte la Révolution industrielle conduisent au développement des organisations syndicales britanniques et favorisent l'établissement d'un sentiment d'unité entre les travailleurs, qui se traduit par le développement

---

<sup>219</sup> Donc, les partis sont influencés par la société, bien qu'ils ne soient pas à la remorque de celle-ci. Les partis conservent une autonomie dans l'intégration et la personnalisation des orientations politiques (Pelletier, 1989, p. 18-19).

d'une conscience de classe. Par la suite, l'insatisfaction des syndicats à l'égard des concessions libérales alimente la volonté de former une alternative politique. Dans cette perspective, les organisations fondent au tournant du 20<sup>e</sup> siècle le *Labour Party*, un parti reposant sur une alliance entre les syndicats et les socialistes. Le développement du vote de classe et son imposition au sein de l'espace politique sont dus à l'introduction d'un ensemble de facteurs qui sont devenus plus apparents à partir de la Révolution industrielle. La réorganisation du travail permet l'avènement d'une conscience ouvrière, soit une nouvelle identité comme entendue chez Mair. L'agrandissement du suffrage en 1867 et 1884 permet l'introduction dans l'espace politique de la nouvelle identité ouvrière et le développement des organisations syndicales permet l'introduction du langage de classe et la mobilisation de celle-ci<sup>220</sup>.

Pour le cas canadien, la Révolution industrielle permet aussi une réorganisation du travail. Cependant, la politique migratoire de l'État ne favorise pas le développement d'une conscience de classe commune dans la mesure où, les vagues migratoires complexifient l'organisation ouvrière et alimente un sentiment d'hostilité envers les immigrants. Au Canada, les conséquences économiques de la Grande Dépression permettent l'avènement d'un parti des travailleurs. L'économie reposant sur l'extraction de ressources naturelles, l'accroissement des mesures protectionnistes au cours de cette période cause de sévères perturbations économiques à travers l'ensemble du Canada. Contrairement au *Labour Party* qui naît d'une base ouvrière, la Fédération du Commonwealth coopératif repose sur une alliance entre les ouvriers agricoles, les ouvriers urbains et les intellectuels socialistes. De plus, contrairement au cas britannique, nous rappelons que l'influence du *Gomperism*, au Canada limite le développement d'une alternative ouvrière. Ainsi, les organisations syndicales sont caractérisées par une tendance conservatrice limitant leur effort dans l'organisation de la classe ouvrière et le développement d'une alternative politique. Au Canada, l'appauvrissement au moment de la Grande Dépression permet de trouver une identité commune entre les ouvriers agricoles et urbains. Cependant, l'influence conservatrice du

---

<sup>220</sup> Comme nous l'avons mentionné au chapitre 3, c'est d'ailleurs à partir de 1884 que le Parlement devient plus sensible aux demandes des ouvriers (Reid, 1955, p. 16).

*Gomperism* sur le CTC et l'absence d'une identité de classe claire ne permettent pas l'imposition de la FCC comme un acteur principal au sein du système politique canadien.

Au Québec, notre recherche révèle que la tendance est différente de celle du Royaume-Uni et du Canada. À l'image du cas britannique et canadien, la Révolution industrielle amène une réorganisation de l'économie québécoise. Cependant, plutôt que de permettre l'émergence d'une identité ouvrière, l'industrialisation conduit au développement d'une identité francophone. Comme nous le présentons au sein du chapitre 3, la Révolution industrielle met en lumière le retard économique des francophones à l'égard des anglophones. Devant ce constat, l'émergence du clivage de classe, au Québec, s'appuie sur une division linguistique. L'identité francophone connaît plusieurs évolutions pendant le 20<sup>e</sup> siècle, conduisant à plusieurs transformations au sein du système de partis. La forme la plus notable est l'autonomisme défensif que pratique l'UN entre 1936 et 1959, avec un court règne libéral. Au cours de cette période, le Québec se retire de plusieurs programmes fédéraux sous la bannière de l'autonomie provinciale, sans pour autant développer davantage l'appareil étatique provincial. Comme nous l'avons mentionné, cette période est caractérisée par un marasme intellectuel qui semble limiter le développement de la pensée nationaliste. De plus, les politiques répressives de l'UN à l'égard de la gauche québécoise maintiennent le mouvement syndical dans une forme toujours embryonnaire au moment de la grève de l'amiante retardant l'évolution de l'espace politique.

La Révolution tranquille conduit à l'évolution de la pensée autonomiste vers une forme plus offensive. La fin des politiques répressives à l'égard des syndicats, le développement de l'État provincial et sa syndicalisation conduit à une évolution de la pensée nationaliste francophone, où l'État provincial peut servir d'outil principal à l'émancipation et au progrès. Cependant, le développement de la gauche québécoise, l'insuffisance des réformes de la Révolution tranquille et le désenchantement syndical à l'égard du gouvernement libéral conduisent à une radicalisation des principales centrales syndicales du Québec. Au Royaume-Uni, le développement du syndicalisme et son association avec les idées socialistes ont permis l'avènement du *Labour Party*. Au Québec, les centrales syndicales appuient le projet souverainiste dans l'optique de former une société socialiste. Nous avons donc un mouvement syndical, responsable de l'organisation de l'identité de

classe, qui insère sa lutte au sein du projet indépendantiste. Autrement dit, l'organisation introduit le langage et les politiques de classes (Brodie et Jenson, 1980, p. 1-2). Dans le contexte québécois, la lutte de classe se définit au sein du projet souverainisme.

Tandis que la lutte des classes s'insère au sein du projet référendaire, le mouvement syndical aurait pu permettre l'émergence d'un parti des travailleurs. Or, comme nous l'avons développé au chapitre 3, tout comme le Canada, le mouvement syndical québécois est influencé par la doctrine du *Gomperism*, préférant appuyer la meilleure option disponible. Bien qu'il y ait eu des discussions concernant la volonté de former un parti des travailleurs, le mouvement syndical a toujours reporté la question. S'opposant à l'UN, le mouvement syndical a mis en veilleuse le projet, alors que les libéraux représentaient l'alternative. Par la suite, les politiques favorables du gouvernement Lesage ont permis de repousser le projet. Lorsque le Parti libéral s'essouffle politiquement, l'émergence du PQ ne permet plus l'avènement d'un parti des travailleurs de gauche souverainiste. Bien qu'il s'agisse d'une coalition de partis souverainiste, le PQ s'impose comme l'option de la gauche politique jusqu'en 1981. Ainsi, *pourquoi le clivage de classe ne s'est-il pas imposé au Québec ?* À l'image de ce que mentionne Jacques Rouillard, le rendez-vous du mouvement syndical avec un parti des travailleurs devient finalement un rendez-vous avec le nationalisme québécois (Rouillard, 2011, p. 179). L'insertion de la lutte des classes, par le mouvement syndical, au sein de la lutte nationaliste, lie le mouvement au projet souverainiste. L'influence du *Gomperism* amène les centrales à repousser le projet d'un parti des travailleurs. À la fin des années 1960, le syndicat n'a d'autre choix que d'appuyer le PQ qui offrait une option valable dans les circonstances, puisqu'il n'y a pas d'espace politique permettant une alternative ouvrière.

À la lumière de notre recherche, nous estimons que la validité de la théorie des clivages de Lipset et Rokkan renforce sa validité. Le Québec connaît trois systèmes de partis distincts : le changement d'un système à l'autre est causé par un choc, comme l'entendaient ces auteurs. Une limite du projet est qu'elle repose sur des données secondaires. Il pourrait être intéressant de reprendre l'analyse, mais cette fois en reposant sur des sources primaires comme des brochures syndicales ou des autobiographies des acteurs de l'époque. De plus, la période dans laquelle notre analyse s'établit ne permet pas de prendre en compte l'évolution du système politique, du projet souverainiste entre

1980 et 1995 et l'évolution du PQ qui devient davantage de droite, à la suite de son premier mandat. Le basculement idéologique que fait le PQ permet l'émergence de nouvelles options pour la gauche, notamment QS.

C'est autant plus pertinent, car en 2011, les résultats de l'élection fédérale propulsent le NPD, pour la première fois de son histoire, dans le rôle d'opposition officielle. Au Québec, le changement est encore plus marqué alors que le parti remplace le Bloc québécois comme formation politique d'importance au niveau fédéral, remportant 59 des 75 sièges disponibles. Devant l'ascension du NPD, nous serions portés à croire que l'espace politique serait dans une période permettant finalement le développement d'un clivage traditionnel entre la gauche et la droite. De plus, l'émergence de Québec solidaire (QS), un parti qui se présente comme une véritable option provinciale de gauche, semble nous diriger vers la même conclusion. Lors de l'élection provinciale de 2022, le parti arrive au 3<sup>e</sup> rang, devant le PQ pour le nombre de candidats, ainsi que le nombre de votes<sup>221</sup> élire le même nombre de députés que le Parti québécois. Or, à la suite de la chute du NPD lors des élections de 2015, le système politique canadien retourne au bipartisme opposant les libéraux aux conservateurs hors Québec et où le Bloc québécois partage une part des sièges du Québec avec le Parti libéral. Au provincial, les résultats des derniers sondages positionnent le PQ en tête, alors que QS semble retourner en 4<sup>e</sup> place. Le développement de l'espace politique du Québec semble donc retourner vers une tendance atypique.

Le sujet demeure pertinent dans le contexte actuel, puisque la question concernant la possibilité de connaître l'émergence d'un vrai parti des travailleurs au Québec demeure d'actualité. Bien que l'espace politique ne permette pas l'essor de ce type de parti, le Québec demeure un des endroits les plus syndiqués en Amérique du Nord. Le contexte est toujours favorable à la venue d'un parti des travailleurs, mais la modeste popularité du projet souverainiste laisse aussi des questions

---

<sup>221</sup> Québec solidaire fait élire 11 députés avec 15,43 % des votes comparativement à 3 députés pour le PQ et un pourcentage qui s'élève à 14,61 % (Élections Québec, 2022).

concernant son positionnement sur cet axe. Serait-ce possible de voir l'émergence d'une option ouvrière fédéraliste ?

## BIBLIOGRAPHIE

- Alexandre-Collier, A. et Avril, E. (2013). *Les partis politiques en Grande-Bretagne*. A. Colin.
- Beausoleil, G. (1970). Histoire de la grève à Asbestos. Dans *La grève de l'amiante* (Éditions du jour, p. 165 à 211).
- Bélanger, E., Daoust, J.-F. et Mahéo, V.-A. (2022). *Le nouvel électeur québécois*. les Presses de l'université de Montréal.
- Bélanger, É. et Godbout, J.-F. (2022). Les clivages politiques et le système partisan du Québec au 21e siècle. *Recherches sociographiques*, 63(1-2), p. 27-55.
- Bennett, A., Confederation of National Trade Unions et Centrale de l'Enseignement du Québec (dir.). (1987). *The history of the labour movement in Québec*. Black Rose Books.
- Bickerton, J., Gagnon, A.-G. et Smith, P. J. (2002). *Partis politiques et comportement électoral au Canada: filiations et affiliations*. Boréal.
- Boismenu, G. (1981). *Le duplessisme: politique économique et rapports de force, 1944-1960*. Presses de l'Université de Montréal.
- Boyko, John. (2021). Manifeste de Regina. *l'Encyclopédie Canadienne. Historica Canada*.
- Brodie, M. J. et Jenson, J. (1980). *Crisis, challenge, and change: party and class in Canada*. Methuen.
- Cook, C. et Taylor, I. (dir.). (1980). *The Labour Party: an introduction to its history, structure, and politics*. Longman.
- Denis, R. (1979). *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*. Presses socialistes internationales.
- Denis, R. et Denis, S. (1994). L'action politique des syndicats québécois, de la Révolution tranquille à aujourd'hui. Dans A. G. Gagnon (dir.), *Québec: état et société. 1* (vol. 1, p. 153-180). Éditions Québec/Amérique.
- Dereymez, J.-W. (2002). La légalisation des syndicats en Europe : repères historiques. Dans T. Régin et S. Wolikow (dir.), *Les syndicalismes en Europe : À l'épreuve de l'État* (p. 89-107). Syllepse.
- Duguay, P. et Harell, A. (2018). La communication interpersonnelle et la socialisation politique. De l'école de Columbia à l'ère Facebook. Dans *Histoires de communication politique : pratiques et état des savoirs* (Presses de l'Université du Québec, p. 259 à 280).
- Dumont, F. (2002). *Genèse de la société québécoise* (2. ed., 3. tirage). Boréal.



- Durocher, R. (2013, 30 juillet). Révolution tranquille. Dans *L'encyclopédie canadienne*. Historica Canada. Récupéré le 12 avril 2023 de [www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/revolution-tranquille](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/revolution-tranquille)
- Erickson, L. et O'Neill, B. (2002). The Gender Gap and the Changing Woman Voter in Canada. *International Political Science Review*, 23(4), 373-392.
- Ethier, D., Piote, J.-M. et Reynolds, J. (1975a). *Les travailleurs contre l'État bourgeois: avril et mai 1972*. L'Aurore : distribution, Maison de diffusion-Québec.
- Evans, G. (2000). The continued significance of class voting. *Annual Review of Political Science*, 3(1), 401-417. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.3.1.401>
- Evans, G. et Tilley, J. (2012). The Depoliticization of Inequality and Redistribution: Explaining the Decline of Class Voting. *The Journal of Politics*, 74(4), 963-976. <https://doi.org/10.1017/S0022381612000618>
- Everitt, J. (1998). The Gender Gap in Canada: Now You See It, Now You Don't. *Revue canadienne de sociologie*, 35(2), 191-219.
- Falardeau, J.-C. (1970). Préface. Dans *La grève de l'amiante* (Éditions du jour, p. XI à XVIII).
- Fédération des travailleurs du Québec. (1971). *L'État rouage de notre exploitation*.
- Fenley, Anthony. (1980). Labour and the trade unions. Dans C. Cook et I. Taylor (dir.), *The Labour Party : an introduction to its history structure and politics*. (p. 50-93). Longman.
- Fournier, L. (1994). *Histoire de la FTQ: 1965-1992, la plus grande centrale syndicale au Québec*. Québec/Amérique.
- Frogner, A.-P. (2007). Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique. *Revue internationale de politique comparée*, 14(2), 281-302. <https://doi.org/10.3917/ripc.142.0281>
- Gagnon, A.-G. et Montcalm, M. B. (1990). *Quebec beyond the quiet revolution*. Nelson Canada.
- Gethin, A., Martínez-Toledano, C. et Piketty, T. (dir.). (2021). *Clivages politiques et inégalités sociales: une étude de 50 démocraties (1948-2020)*. Éditions du Seuil.
- Gheller, F. (2015). *Geopolitics, State-Formation and Economic Development in Quebec and Ontario* [ York University ].
- Gidengil, E., Blais, A., Everitt, J. et Nevitte, N. (2012). *Dominance and Decline: Making Sense of Recent Canadian Elections*. University of Toronto Press.

- Hall, P. A. et Taylor, R. C. R. (1996). Political Science and the Three New Institutionalisms. *Political Studies*, 44(5), 936-957.
- Heron, C. (2012). *The Canadian labour movement: a short history* (3rd ed). J. Lorimer.
- Hobsbawm, E. J. et Wrigley, C. (1999). *Industry and empire: from 1750 to the present day*. New Press ; Distributed by W.W. Norton.
- Hottinger, J. T. (1995). Le dégel des clivages" ou une mauvaise interprétation de la théorie de Lipset et Rokkan. *Revue internationale de politique comparée*, 2(1), 47-59.
- Inglehart, R. (2018). *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.23943/9780691186740>
- Inglehart, R. et Norris, P. (2000). The Developmental Theory of the Gender Gap: Women's and Men's Voting Behavior in Global Perspective. *International Political Science Review*, 21(4), p.441-463.
- Jones, R. (2012). *Duplessis et le gouvernement de l'Union Nationale*. J.-M. Tremblay. <https://doi.org/10.1522/030586773>
- Kitschelt, H. (1994). *The transformation of European social democracy* (Repr). Cambridge University Press.
- Kucharsky, D. et Hélène, D. (2006). Grève de l'amiante de 1949. Dans *L'encyclopédie canadienne*. Récupéré le 18 août 2023
- Lafrance, Xavier. (2017). Les systèmes partisans et l'organisation des partis politiques au Canada et au Québec. Dans A.-G. Gagnon et D. Sanschagrin (dir.), *La politique québécoise et canadienne: acteurs, institutions, sociétés* (2e édition, p. 267-300). Presses de l'Université du Québec.
- Laycock, D. H. et Erickson, L. (dir.). (2015). *Reviving social democracy: the near death and surprising rise of the federal NDP*. University of British Columbia Press.
- Lazarsfeld, P. F., Berelson, B. et Gaudet, H. (1968). *The people's choice: How the voter makes up his mind in a presidential campaign* (2<sup>e</sup> éd.). Columbia University Press.
- Linteau, P.-A., Durocher, R. et Robert, J.-C. (1994). *Histoire du Québec contemporain* (Nouvelle éd. refondue et mise à jour). Boréal.
- Lipset, S. M. et Rokkan, S. (1967). *Party systems and voter alignments : cross-national perspectives*. Free Press.

- McCallum, J. (1980). *Unequal beginnings: agriculture and economic development in Quebec and Ontario until 1870* [ University of Toronto Press ].
- Maillé, C. (1990). Le vote des Québécoises aux élections fédérales et provinciales depuis 1921 : une assiduité insoupçonnée. *Recherches féministes*, 3(1), 83-95.
- Mair, P. (2006a). Cleavages. Dans K. Richard S. et W. Crotty (dir.), *Handbook of Party Politics* (p. 371-375). Sage Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781848608047>
- Mair, P. (2006b). Introduction: Party System Change and the Classification of Party Systems. Dans K. Richard S. et W. Crotty (dir.), *Handbook of Party Politics* (p. 63-73). Sage Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781848608047>
- McLean, Alain. (1980). Party Organisation. Dans C. Cook et I. Taylor (dir.), *The Labour Party: an introduction to its history, structure, and politics*. Longman.
- McRoberts, K. et Posgate, D. (1983). *Développement et modernisation du Québec*. Boréal Express.
- Mills, S. (2011). *Contester l'empire: pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal (1963-1972)*. Hurtubise.
- Naylor, J. (2016). *The fate of labour socialism: the Co-operative Commonwealth Federation and the dream of a working-class future*. University of Toronto Press.
- Nieuwbeerta, P. et de Graaf, N. D. (1999). Traditional class voting in twenty postwar societies. Dans *The end of class politics? class voting in comparative context* [ Oxford University Press, p. 23-56 ].
- Ornstein, M. D., Stevenson, H. M. et Williams, A. P. (1980). Region, Class and Political Culture in Canada. *Revue canadienne de science politique*, 13(2), 227-271.
- Pammett, J. H. (1987). Class voting and class consciousness in Canada. *Revue canadienne de sociologie*, 24(2), 269-290.
- Pelletier, R. (1989). *Partis politiques et société québécoise: de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*. Editions Québec/Amérique.
- Pelletier, R. (2012). L'évolution du système de partis au Québec : un bipartisme tenace. Dans R. Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente : Mieux comprendre et évaluer leur rôle* (p. 19-40).
- Phillips, G. A. (1992). *The rise of the Labour Party, 1893-1931*. Routledge. <http://site.ebrary.com/id/5001422>

- Poirier, S. (2005). *Le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN) à l'heure de la radicalisation syndicale, 1968-1980*, 133.
- Polacko, M., Kiss, S. et Graefe, P. (2022). The Changing Nature of Class Voting in Canada, 1965–2019. *Canadian Journal of Political Science*, 55(3), 663-686.  
<https://doi.org/10.1017/S0008423922000439>
- Quinn, H. F. (1979). *The Union nationale: Quebec nationalism from Duplessis to Lévesque* (2e édition). University of Toronto Press.
- Reid, J. H. S. (1955). *Origins of the British Labour Party*. University of Minnesota Press.
- Rioux, M. (2022). Le Deuxième front de la CSN. Des gains importants. Un échec. Dans *Les cent ans de la CSN: éléments d'histoire* (p. 58-71). VLB Éditeur : Association québécoise d'histoire politique.
- Robert, Jean-Louis. (2002). Conditions du développement syndical au temps de la seconde industrialisation (1896-1975). Dans T. Régis et S. Wolikow (dir.), *Les syndicalismes en Europe: À l'épreuve de l'histoire* (p. 37-47). Syllepse.
- Rouillard, J. (1989). *Histoire du syndicalisme au Québec: des origines à nos jours*. Boréal.
- Rouillard, J. (2011). Le rendez-vous manqué du syndicalisme québécois avec un parti des travailleurs (1966-1973). *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 161-182.
- Rouillard, J. (2012). Historique de l'appui à l'indépendance politique du Québec par le mouvement syndical. *Bulletin d'histoire politique*, 20(3), 103.  
<https://doi.org/10.7202/1056202ar>
- Rouillard, J. (2022). La singularité de l'histoire de la CTCC-CSN (1912-1960). Dans *Les cent ans de la CSN: éléments d'histoire* (p. 11-31). VLB Éditeur : Association québécoise d'histoire politique.
- Saillant, F. (2020). *Brève histoire de la gauche politique au Québec: de l'action politique ouvrière à Québec solidaire*. Éditions Écosociété. 250p.
- Sales, A. (1979). *La bourgeoisie industrielle au Québec*. Presses de l'Université de Montréal.
- Sartori, G. (1990). The sociology of parties: A critical review. Dans *The West European Party System* (p. 150-182). Oxford University Press.
- Sirot, Stéphanne, Régis, T. et Wolikow, S. (dir.). (2002). Syndicalisme et politique : des modèles historiques ? Dans *Les syndicalismes en Europe : À l'épreuve de l'État* (p. 13-27). Syllepse.

- Statistics Canada. (2024). *Union status by geography*. Government of Canada.  
<https://doi.org/10.25318/1410012901-ENG>
- Tremblay, L.-M. (1972). *Le syndicalisme québécois: idéologies de la C.S.N. et de la F.T.Q., 1940-1970*. Presses de l'Université de Montréal.
- Tremblay, M. (1974). Orientations de la pensée sociale. Dans *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français* (p. 75 à 92). Éditions du Boréal express.
- Trudeau, P. E. (1970a). Épilogue. Dans *La grève de l'amiante* (p. 379 à 404). Éditions du jour.
- Trudeau, P. E. (1970b). La province de Québec au moment de la grève. Dans *La Grève de l'amiante* (p. 1 à 91). Éditions du jour,.
- Vigreux, Jean. (2002). Aperçu historique sur le développement du syndicalisme britannique. Dans T. Régis et S. Wolikow (dir.), *Les syndicalismes en Europe : À l'épreuve de l'État* (p. 47-62). Syllepse.
- Williams, G. (1994). *Not for export: the international competitiveness of Canadian manufacturing* (3e édition). McClelland and Stewart.